

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JUIN 1908.

Projet de loi relatif au système défensif d'Anvers et à l'extension
de ses installations maritimes.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. A. DELBEKE.

MESSIEURS,

Dans un rapport fortement documenté, et qui fit sensation, notre collègue M. Helleputte, à l'occasion du Budget extraordinaire de 1899, autorisant l'expropriation de terrains pour l'extension de notre grand port national, montra d'une façon saisissante « qu'il n'est pas, dans l'ordre matériel, de problème qui se pose d'une façon plus pressante que celui des installations maritimes d'Anvers ».

Il fit voir qu'en dépit de l'accroissement continu du trafic, le port d'Anvers restait en arrière sur ses concurrents, Rotterdam et Hambourg.

« Si l'on veut mettre un terme à ce recul, disait M. Helleputte, si l'on veut » surtout reconquérir le terrain perdu, il faut que des mesures efficaces, » énergiques et promptes soient prises. »

Analysant ensuite de près les causes de la situation, il fut amené à retenir comme raison principale, sinon unique, l'insuffisance des installations de notre grand port national.

« La conclusion, disait le Rapporteur, s'indique claire, pressante. Il faut à » tout prix développer le port d'Anvers.

» Nous ajoutons qu'il faut le développer largement, que les projets doivent » être conçus d'une manière vaste, permettant tous les accroissements que » l'avenir peut réclamer.

(1) Projet de loi, n° 168.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. BERRAERT, A. DELBEKE, LEVIE, RENKIN, VAN RIJSWIJK et WORSTE

» On a dépensé beaucoup d'argent à Anvers. Au moment où les crédits
 » ont été sollicités, on les a trouvés considérables, énormes, excessifs peut-
 » être.

» L'expérience a prouvé qu'ils ont été insuffisants.

» Il aurait fallu travailler davantage et plus vite, donc dépenser plus et
 » plus rapidement.

» Si, de 1880 à 1890, on avait exécuté les grands travaux dont il est
 » question actuellement pour Anvers, non seulement il n'aurait pas été
 » dépassé par Hambourg et Rotterdam, mais peut-être ces deux ports
 » n'auraient-ils jamais été à même de se développer et de nuire à Anvers.

» Anvers s'est trouvé dans la situation d'un hôtelier dont les installations
 » trop étroites ne suffisent pas à la foule d'étrangers qui viennent lui
 » demander l'hospitalité. »

Et après avoir signalé les raisons scientifiques qui requièrent dans les
 ports de premier ordre une profondeur de plus en plus grande, notre émi-
 nent Collègue conclut :

« Il résulte de tout cela que le port qui s'établira dans de meilleures con-
 » ditions que ses concurrents verra aussitôt une clientèle spéciale se former
 » pour lui et s'attacher à lui.

» Notre préoccupation constante doit donc être d'améliorer les conditions
 » du port d'Anvers, même au delà de ce que les besoins actuels de la navi-
 » gation réclament...

» Notre insistance paraîtra peut-être exagérée à quelques-uns. Ceux-là
 » oublient que l'avenir commercial et industriel de la Belgique est intime-
 » ment lié au développement d'Anvers. Le développement de nos exporta-
 » tions, notre mouvement colonial, la création d'une flotte marchande belge,
 » l'établissement d'ateliers de construction de navires, toutes les questions
 » si actuelles et si graves resteront sans solution si le port d'Anvers est
 » compromis.

» Ce ne sont donc pas seulement les intérêts de la ville d'Anvers qui sont
 » en jeu, ce sont ceux du pays, et aucune question, sous une apparence
 » locale, n'est, en réalité, d'un intérêt plus général. »

* * *

Au moment où retentissait cet éloquent appel, le sort d'Anvers et l'avenir
 des multiples intérêts d'ordre général dont elle a la garde préoccupaient vive-
 ment le Gouvernement.

Anvers n'est pas seulement notre métropole commerciale et maritime, elle
 a été désignée pour jouer le rôle qu'elle n'a jamais réclamé et qu'aucune ville
 ne lui a jamais envié, de principale place forte du pays. C'est Anvers qui
 doit être, en cas de guerre, le dernier rempart de notre indépendance et le
 dernier refuge de notre nationalité. En vue de cette éventualité, on l'a
 entourée d'une enceinte de siège, puis, à trois ou quatre kilomètres plus loin,
 d'une ceinture de grands forts, la plupart distancés d'environ deux kilo-
 mètres, appelés les forts de seconde ligne, et enfin à une dizaine de kilomètres

plus loin encore, d'une ceinture de forts de première ligne encore incomplète que quatre forts achevés et deux forts en construction dessinent déjà aujourd'hui.

Cette enceinte de siège l'enserme la ville, sans solution de continuité, hormis des portes qui ouvrent sur des issues étroites, tortueuses et difficiles. Les installations maritimes devenues insuffisantes, le port, que les intérêts les plus vitaux du pays commandent d'agrandir et de développer, sont enfermés dans son étreinte, et lorsqu'un bassin parvient à y faire brèche, immédiatement le carcan se referme sur lui, empêchant tout nouvel accroissement.

C'est donc cette enceinte de siège qu'il fallait avant tout faire disparaître.

D'accord avec le Ministre des Finances, qui se préoccupait de doter Anvers d'une installation moderne et définitive, le Ministre intérimaire de la Guerre, M. Vandenpeereboom, dès 1898, songea à simplifier le système défensif d'Anvers, à le réduire à deux lignes ainsi que le général Brassine en avait eu l'idée, à démolir l'enceinte actuelle devenue sans valeur comme enceinte de siège, à reporter au loin, entre les forts de seconde ligne, une simple enceinte de sûreté, et à achever la ligne des forts de première ligne.

Le génie militaire entra dans ces vues et déclara qu'un tel projet assurerait la défense de la place.

Le Ministre s'en ouvrit dès lors à plusieurs de ses collègues du Parlement, et les mandataires d'Anvers à la Chambre et au Sénat s'engagèrent, sous certaines conditions, à voter les crédits, si la ville d'Anvers, de son côté, donnait au projet une adhésion publique et formelle. Le Collège échevinal d'Anvers, par la lettre du Bourgmestre du 14 octobre 1898, promit son appui.

Quelques mois plus tard, M. Vandenpeereboom crut pouvoir informer le Parlement de ses intentions. Lors de la discussion du Budget de la guerre, à la séance du 22 juin 1899, il disait, en réponse à une question concernant la place de Termonde :

« ... A la suite de l'étude attentive à laquelle je me suis livré, j'ai reconnu
» qu'il y a une connexité entre la défense d'Anvers et celle de Termonde.

» Je désire vivement résoudre ces deux questions.

» Il est à remarquer que la place commence à manquer à Anvers; si l'on
» n'arrive pas à supprimer son enceinte actuelle, la ville déclinera; elle a
» besoin de nouveaux terrains pour s'étendre. Il faut donc absolument
» arriver à raser l'enceinte, sauf à lui donner son équivalent militaire. Je sais
» qu'on est d'accord sur cette question à Anvers depuis longtemps. Mais en
» même temps qu'on s'occupera des fortifications d'Anvers, il faudra s'occu-
» per également de celles de Termonde. Si la Chambre veut montrer de la
» bonne volonté, j'espère que nous arriverons bientôt à résoudre cette triple
» question concernant à la fois les intérêts d'Anvers, ceux de Termonde et
» de la défense du pays.

» J'espère que la solution que le Gouvernement proposera sera accueillie
» par la Chambre. »

Une prompt exécution n'eût pas manqué sans doute de suivre cette annonce si d'autres préoccupations, à ce moment même, n'avaient absorbé le

Gouvernement et si deux mois après le Cabinet ne se fût retiré. Peu après sa retraite, M. Vandenpeereboom eut l'occasion de revenir sur son projet.

« Lorsque j'ai été chargé, disait-il à la séance du 5 mai 1900, il y a trois
» ans et demi de l'intérim du Département de la Guerre, une de mes pre-
» mières préoccupations, au point de vue militaire d'une part, au point de
» vue des intérêts civils d'Anvers d'autre part, a été d'étudier la question
» des fortifications d'Anvers. J'ai acquis, par suite des études faites avec les
» spécialistes, la conviction qu'il y avait à réaliser, au point de vue de notre
» défense militaire et au point de vue des intérêts commerciaux et maritimes
» d'Anvers, une grande œuvre.

« Je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs, qu'avant d'entreprendre des
» négociations avec l'Administration communale d'Anvers, avec mes
» Collègues de la Chambre et du Sénat, j'avais eu soin de me mettre
» d'accord avec l'honorable Ministre des Finances, accord qui existe encore
» aujourd'hui...

« Au point de vue militaire, je ne veux pas discréditer plus que de raison
» les fortifications d'Anvers, mais ce n'est un secret pour personne que les
» fortifications construites de 1859 à 1862, alors que l'artillerie n'avait qu'une
» portée très faible et qu'on ne connaissait pas les obus-torpilles, ne sont
» plus à la hauteur de la situation actuelle. Voilà un fait certain.

« D'autre part, l'enceinte d'Anvers a été déplacée il y a quarante ans. On
» croyait pouvoir construire indéfiniment sur les immenses terrains, mais
» aujourd'hui les constructions se rapprochent peu à peu de l'enceinte. Les
» grands travaux exécutés pour les gares ont pris une partie du terrain et
» l'on verra prochainement arriver le moment où il n'y aura plus de terrain
» à bâtir à Anvers.

« D'autre part encore, il est nécessaire d'établir à bref délai de nouveaux
» quais et de nouveaux bassins, à peine de voir assurer le triomphe des ports
» voisins au détriment de notre industrie et de notre commerce.

« En me plaçant à ce double point de vue, militaire d'une part, civil et
» maritime d'autre part, j'avais, d'accord avec l'honorable Ministre des
» Finances, étudié le projet que je vais indiquer à la Chambre et que j'ai
» soumis à la plupart de mes Collègues de droite, ainsi qu'à tous les Députés
» d'Anvers lorsqu'ils ont bien voulu me faire l'honneur de venir chez moi
» pour écouter mes explications.

« Je leur avais dit, comme à l'Administration communale, qui s'était mise
» d'accord avec moi et m'avait promis de me soutenir : Nous démolirons la
» vieille enceinte de siège et nous donnerons ainsi à Anvers 1,500 à 2,000
» hectares. Au point de vue militaire, il faut porter la ligne de défense à une
» distance de 7,000 à 8,000 mètres pour mettre la ville à l'abri du bombar-
» dement. On a commencé à entrer dans cette voie en construisant cinq
» forts très bien armés et qui sont à l'abri des obus-torpilles.

« J'ai ajouté : on construira entre les forts de la seconde ligne un ouvrage
» qui ne sera plus une enceinte de siège, mais une simple enceinte de sûreté
» établie dans des conditions économiques et, pour éviter un mouvement de
» la part de l'ennemi, se jetant entre les forts pour pénétrer dans la ville...

« Voilà donc le projet que je vous ai soumis, et j'ai la profonde conviction

» qu'il se réalisera à très bref délai. L'honorable Ministre des Finances, sans
 » prendre d'engagement, a laissé entendre qu'il en est partisan et qu'il n'est
 » pas éloigné de la réalisation de ce projet dans l'intérêt de la défense natio-
 » nale et dans l'intérêt d'Anvers, qui se confond avec tous les grands intérêts
 » du pays. Vous l'oubliez à chaque pas que vous faites, et pour ceux qui
 » représentent tout spécialement les intérêts agricoles des autres arrondisse-
 » ments, quand on parle d'Anvers, on dirait qu'on parle d'un ogre qui mange
 » des millions. Mais c'est la prospérité du pays qui est attachée à celle
 » d'Anvers... Et quand on dépensera 150, 200 millions s'il le faut, à Anvers
 » on sèmera de l'or pour tout le pays. »

A ces indications, un député d'Anvers en ajouta d'autres qu'il est intéres-
 sant de rappeler ici. C'était d'abord le texte de la lettre du Bourgmestre
 d'Anvers assurant au Gouvernement l'appui du Collège échevinal pour la
 réalisation du projet de démantèlement et dont voici le passage essentiel :

« ... Si le démantèlement de l'enceinte rend nécessaire la construction de
 » travaux avancés de défense, ainsi que vous me l'avez assuré, il n'y aurait
 » qu'à s'incliner devant l'intérêt national de la défense de la place, et notre
 » Collège en donnerait l'exemple.

» Nous espérons d'ailleurs, avec vous, Monsieur le Ministre, que sur pareille
 » question qui importe à un si haut degré aux destinées futures de notre
 » ville, la trêve des partis pourra se faire et que l'opinion publique tout
 » entière concourra avec vous à sa réussite. »

Votre collègue d'Anvers ajouta :

« Il faut, Messieurs, compléter d'un autre côté encore les renseignements
 » fournis à l'Assemblée. Les mandataires d'Anvers, que l'expérience a rendus
 » défiants à l'égard du parti militaire et désireux de ne pas être dupes, deman-
 » dèrent que le démantèlement fût décrété par une convention-loi. Il eût pu
 » arriver, en effet, qu'après l'exécution de la ligne des ports avancés, le génie
 » militaire changeât d'attitude et conservât l'enceinte actuelle. De cette
 » manière, les mandataires d'Anvers, ayant consenti un sacrifice pour éloigner
 » les ouvrages militaires de la ville et de ses installations maritimes,
 » auraient été joués et n'auraient obtenu en fait d'autre résultat que d'avoir
 » doté Anvers d'une troisième ligne de fortifications : c'est ce qu'il fallait
 » prévenir.

» Aussi fut-il bien convenu avec le Gouvernement que le démantèlement
 » ne se ferait pas seulement par une déclaration gouvernementale qu'une
 » déclaration contraire pourrait retirer dans la suite, ni même par une
 » simple loi qu'une loi subséquente peut toujours abroger. Le démanté-
 » lement devait se faire par une *convention-loi* assurant aux communes
 » intéressées des droits civils sur le terrain des fortifications et qu'en pratique
 » aucune loi n'aurait pu modifier dans l'avenir.

» A cette première garantie s'en ajoutait une autre. Si nous prenions
 » l'engagement de voter les crédits pour les forts éloignés, ce n'est pas assu-
 » rément par amour pour les dépenses militaires, Personne d'entre nous qui
 » n'estimât la plupart de ces dépenses parfaitement inutiles. Il s'agissait

» simplement d'une rançon à payer. Mais nous ne voulions pas briser la
» force de résistance du parti anversoïis contre l'envahissement continu des
» charges militaires. Nous ne voulions, en votant les dépenses, donner le
» droit à personne de nous dire qu'en les votant nous consentions d'avance
» à une augmentation du contingent de l'armée. Nous avons donc obtenu
» l'assurance formelle que le nouveau système de défense proposé n'exige-
» rait pas plus d'hommes que l'état actuel de la place fortifiée d'Anvers. »

Le nouveau Ministre de la Guerre voulut, comme de raison, étudier à son tour de très près la solution projetée par son prédécesseur. Une Commission mixte fut constituée pour l'étude des questions militaires, et une Sous-Commission, composée d'officiers généraux, approuva le principe du système défensif nouveau proposé pour Anvers. Et c'est en vue de ce système que la Commission fixa le nombre de 180 mille hommes comme étant le chiffre nécessaire à la défense du pays en temps de guerre. Ce nombre de 180 mille hommes, vous le savez, nous est assuré aujourd'hui par notre législation de milice.

Deux Représentants d'Anvers interpellèrent le Gouvernement au sujet des travaux militaires et maritimes projetés. A cette occasion, le Ministre de la Guerre déclara à la séance du 29 avril 1902 :

« Peu de temps après mon arrivée au Département de la Guerre, j'ai été
» interpellé à ce sujet au Sénat et à la Chambre, et j'ai dit que je n'avais pas
» la prétention de résoudre à moi seul cette question si importante et qu'elle
» ne serait résolue que lorsque toutes les autorités compétentes auraient été
» consultées. C'est ce que j'ai fait.

» J'ai consulté non seulement les autorités qui, par leurs fonctions, étaient
» appelées à émettre un avis, mais également la Commission mixte. Celle-ci,
» à l'unanimité de ses membres militaires (les membres civils se sont
» abstenus), s'est prononcée dans le même sens pour admettre que lorsque
» la première ligne de défense d'Anvers sera entièrement achevée sur les
» deux rives, lorsque la seconde ligne sera également achevée, c'est-à-dire
» que les forts n° 1 à 8 seront reliés et renforcés, alors, mais alors seule-
» ment, on pourrait songer au démantèlement de l'enceinte.

» Le Gouvernement partage absolument cette opinion, et il ne fait aucune
» réserve à ce sujet. . . »

De son côté, le Ministre des Finances et des Travaux publics répondit qu'il demeurerait partisan convaincu de la rectification de l'Escaut, qui consiste à relier la rade d'Anvers directement au coude du Kruisschans par une coupure légèrement courbe, rectification qui a reçu le nom de *Grande Coupure*. Que toutefois il laissait la question ouverte, mais que pour ne pas perdre de temps il avait demandé et obtenu l'autorisation d'acquérir tous les terrains s'étendant entre Anvers et le Kruisschans, qu'ainsi, au moment voulu, les terrains seraient à la disposition du Gouvernement. Qu'en supposant que la Grande Coupure ne s'exécutait point, ces terrains seraient d'une utilité primordiale pour l'extension du port d'Anvers.

« J'affirme, concluait le Ministre, ma foi profonde dans la grande coupure.

» Si ses adversaires ne parviennent pas à me convaincre, le Gouvernement
 » devra trancher le problème d'autorité. La Chambre de commerce d'Anvers
 » a déclaré avoir pleine confiance dans les études et les décisions du
 » Gouvernement. »

Et un membre répondant que cette Chambre n'avait pas de responsabilité, le Ministre répliqua :

« Cette responsabilité, nous l'assumerons quand le moment sera venu. »

Les expropriations autorisées par les Chambres continuèrent, et la solution effective semblait approcher à grands pas. Mais un instant elle fut menacée d'un nouveau retard. Avant l'ouverture de la présente session, le Ministre de la Guerre, pour des raisons de santé, manifesta le désir de se retirer. Le 10 octobre 1904, S. M. le Roi lui adressa, pour le prier de rester aux affaires, une lettre qui fut publiée et dont voici la finale :

« Je souhaite aussi, écrit le Roi, que vous obteniez le concours patriotique des Chambres pour le déplacement de l'enceinte et l'achèvement des fortifications d'Anvers; ces mesures, qui nous préoccupent depuis longtemps, sont indispensables au développement des installations maritimes de notre grande cité commerciale et nécessaire pour en faire le port le plus accessible, le mieux outillé et le mieux défendu du monde. »

La lettre du Roi au général Cousebant d'Alkemade fit l'objet d'une longue discussion à la Chambre. L'annonce formelle des projets intéressant notre métropole commerciale y fut soulignée et des membres prièrent le chef du Gouvernement de déclarer « s'il entraînait dans ses intentions de saisir la Chambre pendant cette session d'un projet de loi sur le démantèlement et les installations maritimes d'Anvers ». Le Ministre répondit, à la séance du 7 décembre dernier :

« Quant au fond, la réponse à la question posée se trouve dans mon discours d'hier. Le Gouvernement compte déposer son projet au cours de la présente session. »

Dans aucun des débats où, depuis six années, les projets d'Anvers furent indiqués, puis annoncés d'une façon de plus en plus complète et précise, aucune protestation, aucune opposition, aucune réserve ne se manifesta. A part l'interruption d'un membre protestant contre des forts qui seraient placés dans son arrondissement, la Chambre ne formula aucune objection, et l'on put croire qu'un accord tacite mais complet des Représentants de la nation attendait le dépôt du projet qui devait, pour le plus grand bien du pays, apporter à notre port national la délivrance et un essor illimité.

Un seul point fut discuté.

L'obstacle militaire écarté, et la place faite pour l'extension du port, que fallait-il y mettre?

Appuyé sur l'avis unanime et répété de ses administrations compétentes, sur l'avis d'ingénieurs étrangers dont l'autorité est établie par le succès des grands travaux similaires auxquels ils ont présidé, le Gouvernement est partisan convaincu de la Grande Coupure. Quelques-uns, et notamment l'Administration communale d'Anvers, forts de consultations d'autres ingé-

nieurs, prétendaient que le travail est d'une réussite douteuse, et que surtout il suppose un moment chanceux, celui où l'ancien lit devant être fermé pour amener le flot dans le lit nouveau de la grande coupure, les eaux doivent se diviser, leur courant s'affaiblir, ensabler les deux lits, encombrer le chemin fluvial vers Anvers, interrompre pour un temps indéterminé la grosse navigation, et causer ainsi au port un préjudice incommensurable et sans réparation possible. Le Bourgmestre d'Anvers avait même, sur cette donnée, prononcé un discours qui fit impression sur un grand nombre de nos Collègues. La peur est de tous nos sentiments le moins raisonné. Elle finit trop souvent par être rebelle à toute raison et avec elle la discussion est bien difficile.

Aussi l'idée d'une transaction se fit-elle jour. Et dans les discussions sur la Grande Coupure, on voit exprimer cette pensée, assurément juste, qu'il n'est pas désirable pour un Gouvernement d'exécuter de tels travaux en dépit de l'opposition, fondée ou non, de la commune intéressée.

Le Ministre des Travaux publics en eut conscience. Et il résulte des explications qu'il a fournies à votre Section centrale que, depuis plusieurs mois, il s'est appliqué à trouver à son projet une modalité qui tînt compte des objections de l'Administration communale et qui, surtout, écartât pour toujours la crainte que l'exécution de la Grande Coupure ne pût interrompre la navigabilité des accès du port.

Il y arriva avec le concours de son personnel technique.

En aval du Kruysschans, où le nouveau lit de la Grande Coupure doit se souder à l'ancien lit, au nord, il se proposa de faire déboucher un chenal conduisant à un groupe d'écluses, dont chacune aura 300 mètres de longueur sur 30 à 35 mètres de largeur et pouvant donner facilement accès aux navires calant 11 mètres. Ces écluses donneraient accès à un large bassin-canal et, par celui-ci, aux bassins intercalaires. Avec ce dispositif, en toute hypothèse, et quelles que puissent être les appréhensions au sujet de la phase d'exécution de la Grande Coupure, — appréhensions que le Gouvernement déclare bien haut ne pas partager, — la libre communication du port avec la mer demeurera assurée aux plus grands navires.

Ainsi fut levé l'obstacle qui pouvait arrêter les dernières adhésions. Aussi, dès que l'avant-projet fut arrêté, l'Administration communale informée fit connaître son sentiment favorable. Le Conseil communal, la Chambre de Commerce, la Fédération maritime proclamèrent leur satisfaction. Et dans l'opinion publique, on peut dire que ce fut un torrent d'adhésions qui emporta toutes les anciennes querelles et laissa complètement isolée quelque rare feuille protestataire.

* * *

Telle est la genèse du projet.

Elle montre que la première pensée en est sortie, pour ainsi dire toute seule, des conditions économiques où vit le pays, comme une nécessité à laquelle il est impossible de se soustraire plus longtemps.

Elle montre que son élaboration est déjà longue; que ses deux faces, militaire et civile, ont été soumises à tous les examens, à toutes les études, et qu'il est arrivé à maturité.

Elle montre, enfin, qu'en fait le projet forme un tout indivisible. C'est, en

effet, pour l'amélioration du port que l'enceinte doit disparaître, et c'est pour compenser la démolition de l'enceinte que le complément de la place est réclamé. Refuser ce complément, c'est maintenir l'enceinte, et maintenir l'enceinte, c'est rendre impossibles les travaux maritimes.

* * *

Votre Section centrale n'a pas pensé qu'on peut rendre Anvers à ses seules destinées commerciales. Elle a été d'avis, à une grande majorité, avec les autorités militaires, qu'Anvers doit continuer à assumer le rôle de principale forteresse du pays, rester éventuellement la base d'opération et de ravitaillement de notre armée de campagne, le refuge du Gouvernement et le réduit national où il serait possible de se maintenir jusqu'au moment où de plus puissants que nous, des amis intéressés autant que nous-mêmes à la conservation de la Belgique, viendraient nous aider.

Dès lors, il faut reconnaître avec la Section centrale que le projet, au point de vue militaire, a le triple mérite de simplifier le système défensif d'Anvers, de donner à la ville tout l'espace nécessaire à son développement commercial et maritime, et de mettre les installations du port, les richesses matérielles et artistiques de la grande cité à l'abri du bombardement.

Et au point de vue civil, il résout d'une façon large et définitive la question des installations maritimes. Il procure une longueur considérable de quais en eau profonde directement accostables à toute marée, il concentre les nouvelles installations maritimes de manière à en assurer l'exploitation rationnelle et commode, il prévoit des écluses et des bassins appropriés à la grande navigation et laissant une grande marge aux progrès futurs. Enfin, il garantit à notre port national, au gré de ses besoins futurs, la possibilité d'une extension facile et indéfinie.

De tels projets font honneur au Gouvernement qui les soumet à la législature.

La Section centrale, sous réserve de l'étude et des observations qui vont suivre, approuve le projet dans son ensemble. Elle a la conviction qu'après examen, la Chambre s'y ralliera et aura à cœur de seconder le bel effort du Gouvernement.

Examen en Sections.

Les observations essentielles produites en section ont été reprises en Section centrale et on les rencontrera plus loin. Nous pouvons donc nous borner à donner les votes.

La 1^{re} section a adopté le projet par 13 voix contre 8 et 2 abstentions. La section a voté sous la réserve que les votes négatifs ne sont pas dirigés contre les travaux maritimes.

La 2^e section l'a adopté par 9 voix et 8 abstentions.

La 3^e section l'a adopté par 8 voix contre 2 et 4 abstentions.

La 4^e section l'a adopté par 8 voix et 6 abstentions.

La 5^e section l'a adopté par 14 voix contre 3.

La 6^e section l'a adopté par 8 voix et 6 abstentions.

La disjonction.

Pourquoi joindre le projet de travaux militaires au projet de travaux maritimes? Les projets maritimes devant vraisemblablement réunir une grande majorité, et les projets militaires provoquer beaucoup d'hésitations, voire d'oppositions, pourquoi ne pas soumettre en ce moment à la législature le projet économique, et réserver le projet concernant le système défensif d'Anvers?

Cette question fut posée dans l'une des sections. Dans une autre, la disjonction fut proposée et rejetée par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

La Section centrale, à son tour, a examiné cette question préalable. Les Ministres de la Guerre et des Finances, interrogés sur l'éventualité de la disjonction, ont déclaré que le projet forme un ensemble inséparable. On ne peut songer à des travaux maritimes avant de leur trouver un emplacement approprié. Or l'enceinte actuelle occupe cet emplacement, et c'est le projet militaire qui la supprime. Si l'on écarte ce projet militaire, on maintient l'enceinte, et alors à quoi sert de voter les travaux maritimes puisqu'ils ne pourront pas s'exécuter?

Peut-on songer du moins à solliciter une brèche dans l'enceinte, au nord, pour laisser passer les travaux maritimes?

Mais d'abord, il faut que le Département de la Guerre y consente, et les déclarations faites à la Section centrale doivent faire abandonner toute espérance de l'obtenir. Et, d'autre part, si la brèche, large de 3 kilomètres, se pratique, le génie militaire exigera, comme toujours, un équivalent.

Quel sera cet équivalent? On voit bien vite qu'encore une fois tout le système sera en question, et que pour réaliser le développement si urgent du port d'Anvers il faudra toujours en arriver à s'entendre avec l'Administration de la guerre. Or le projet constitue, comme il sera dit plus loin, l'entente la meilleure possible entre l'intérêt militaire et l'intérêt civil.

On peut donc discuter la nécessité des fortifications proposées, — et cette discussion a eu lieu en Section centrale, — on peut protester contre la condition à laquelle le Département de la Guerre subordonne la démolition de l'enceinte actuelle. Ce qu'on ne peut faire, c'est que les travaux ne soient pas une condition, à défaut de laquelle l'enceinte actuelle restera debout et les travaux maritimes inexécutables.

La Chambre peut donc, son droit d'amendement sauf, adopter ou rejeter le projet dans son ensemble. Elle ne saurait le disjoindre et le voter seulement en partie.

I.

TRAVAUX MILITAIRES.

Ne peut-on pas, pour donner satisfaction à l'intérêt civil d'Anvers, démolir l'enceinte actuelle, tout en laissant pour le surplus la place forte comme elle est? Pourquoi reconstruire plus loin cette enceinte? Pourquoi compléter la ligne avancée de forts sous prétexte que l'enceinte actuelle devra être démolie?

A ces questions, le Gouvernement a répondu : « J'ai la responsabilité de la » défense nationale. L'enceinte actuelle, qui ne saurait plus servir d'enceinte » de siège, a gardé toute sa valeur comme enceinte de sûreté. Les forts de » seconde ligne peuvent servir moyennant leur renforcement. Peu à peu, le » patriotisme des Chambres nous accordera l'achèvement de la première » ligne, qui compte déjà six forts, et le système sera complet. Vous me » demandez, au nom de l'intérêt civil, la démolition de l'enceinte, c'est-à-dire » la destruction du système actuel à trois lignes. Je l'accorde et aussi large- » ment que possible, si la défense du pays dont j'ai la garde n'en souffre » pas, c'est-à-dire si l'on remplace le système ancien par un système sérieux » à deux lignes. Ce système, pour être efficace, doit comprendre une nouvelle » enceinte de sûreté, placée entre les forts de seconde ligne renforcés, et » l'achèvement de la première ligne de forts. »

Toute la valeur de cette réponse réside dans la question de savoir si Anvers peut être abandonné à ses destinées commerciales.

Cette idée a été chaleureusement défendue au sein de la Section centrale. Mais la grande majorité a repoussé cette opinion. Elle estime, au contraire, qu'Anvers doit rester le réduit national capable de faire une défense sérieuse.

Si l'on se place à ce point de vue, il faut bien admettre la logique de l'attitude du Gouvernement et reconnaître son devoir de proposer, en retour de l'abandon de l'enceinte, les mesures qui doivent assurer l'efficacité du système de défense d'Anvers.

Les dispositifs et le système sont choses techniques, et la Chambre n'est pas outillée pour les discuter. Le Gouvernement a pour mission d'assurer leur meilleur choix et leur élaboration. Ils ont été examinés par les hommes compétents et responsables. Et en vue de mieux éclairer la Chambre sur ce point, nous avons cru bien faire de joindre, comme annexe, le rapport de la Sous-Commission militaire chargée, en 1900, de l'étude de la question des forteresses.

Mais au point de vue civil, économique, commercial, le projet présente d'heureuses caractéristiques qui ont vivement frappé la Section centrale et qu'elle recommande à l'attention de la Chambre :

A. Le projet simplifie le système défensif d'Anvers. Au lieu de trois lignes (enceinte de siège continue, seconde ligne de forts et première ligne de forts), il n'en admet plus que deux (seconde ligne de forts reliés par une simple enceinte de sûreté, et première ligne de forts).

B. Le projet, au lieu de ménager des brèches dans l'enceinte actuelle, porte la démolition complète de cette enceinte, supprimant ainsi du coup non seulement l'obstacle qui rendait les nouveaux établissements maritimes inexécutables, mais la ligne entière des remparts qui comprime l'expansion de la ville. Il rend aussi possible le développement de son agglomération, que l'agrandissement de son port ne peut manquer d'amener.

C. Le projet donne pour un temps indéfini, à notre métropole maritime, l'espace nécessaire à tous ses besoins et débarrasse la banlieue tout entière de tout ouvrage militaire, par le recul de l'enceinte de sûreté jusqu'à la ligne des forts les plus proches.

D. Le projet met à l'abri du bombardement la ville d'Anvers et les installations maritimes. Il a fallu, pour atteindre ce but, donner à la première ligne de forts une étendue considérable. Une ligne moins étendue eût laissé les richesses commerciales industrielles et artistiques d'Anvers à la merci des obus de l'assiégeant. Les critiques dont à ce point de vue le projet a été l'objet lui font un grief de ce qui fait son mérite. A quoi bon se fortifier si c'est pour laisser l'assaillant, sans risque pour lui et à coup sûr « promener la mort et l'incendie dans une grande cité et ne laisser de sa splendeur qu'un amoncellement de ruines » ? Et ne serait-ce pas abuser du droit que possède la nation de choisir une ville comme rempart, que de l'exposer sûrement et sciemment à la ruine et à la destruction ?

Cette première ligne a-t-elle été choisie arbitrairement ? Pouvait-elle être plus rapprochée ? Pouvait-elle être mieux ou autrement dirigée ? Nous ne saurions le dire, puisque que c'est là un des points techniques pour lesquels forcément les parlements doivent se confier aux lumières et aux responsabilités de l'exécutif. Mais il semble pourtant que la direction et l'étendue de la première et principale ligne des forts soit imposée par la nature des choses, et qu'elle résulte scientifiquement de l'état des lieux d'une part et d'autre part des conditions actuelles de la balistique. Car, chose caractéristique, les trois principaux projets récents élaborés en vue du système défensif d'Anvers, à savoir : le dernier projet de feu le lieutenant général Brialmont, communiqué à la Section centrale, le projet du lieutenant général Liénart, ancien inspecteur du génie, et le projet du Gouvernement, admettent tous une première ligne de forts qui, dans son allure générale est très sensiblement la même. Nous croyons faire chose utile, pour rendre le fait visible, en reportant la première ligne de forts de chacun de ces trois projets sur un même plan, annexé au présent rapport.

E. Enfin, le projet, d'après les déclarations très nettes du Ministre de la Guerre et les réponses faites aux questions de la Section centrale, n'est pas une étape, mais une solution définitive. Dans les sections, on avait redouté la construction ultérieure d'une ligne intermédiaire d'ouvrages permanents. On avait craint aussi que la place de Termonde ne dût recevoir par la suite des compléments importants. Les réponses du Gouvernement, d'accord, d'ailleurs, avec les conclusions de la Sous-Commission militaire, affirment qu'aucune de ces deux éventualités ne doit se produire.

La Section centrale s'est aussi préoccupée de savoir si le plan d'ensemble n'était qu'un avant-projet, sujet à des modifications ultérieures, ou si la position, le nombre et la nature des ouvrages étaient dès à présent fixés. La réponse du Gouvernement a été formelle : la Chambre se trouve devant un projet définitivement arrêté. Seule la position des deux ouvrages sur le Bas-Escaut est indiquée approximativement, leur emplacement exact devant dépendre des travaux que l'on exécutera au fleuve vers cet endroit. Afin de laisser dans les documents parlementaires l'indication précise de la portée du vote que la Chambre est appelée à émettre, la Section centrale a chargé son rapporteur d'annexer au rapport le plan d'ensemble de la place d'Anvers tel qu'il est proposé.

Les effectifs.

Les fortifications projetées à Anvers et à Termonde n'exigeront-elles pas une augmentation de nos effectifs? Cette première ligne de forts autour d'Anvers s'étendant sur une longueur de 100 kilomètres, et l'enceinte, longue de 34 kilomètres, ne demandent-elles pas une garnison hors de proportion avec nos effectifs actuels? Et le vote affirmatif que la Chambre émettrait ne serait-il pas un engagement pour une augmentation du contingent annuel?

Cette question a préoccupé, et à juste titre, toutes les sections. Votre Section centrale, à son tour, a tenu à l'éclaircir. Car de la réponse dépend, à son avis, le sort du projet tout entier.

On peut consentir, en effet, pour maintenir et développer les avantages que la Belgique retire d'un port de premier ordre, un sacrifice d'argent, qui peut être considéré comme l'accessoire obligé d'une grande œuvre économique à réaliser. Mais ce serait méconnaître les intentions les plus formelles de la nation que de pousser la concession jusqu'à un renforcement de notre appareil militaire en effectifs.

Elle s'est crue obligée à un examen d'autant plus soigneux que le passé l'a rendue défiante. Lorsque la Chambre fut saisie des projets des forts de la Meuse, le Gouvernement lui affirma de la meilleure foi du monde, que ces ouvrages ne demanderaient aucune augmentation des effectifs. Et néanmoins plus tard cette augmentation fut réclamée au nom des mêmes forts de la Meuse!

Le Ministre de la Guerre, interpellé sur la question des effectifs, a déclaré « que dans la question de la défense d'Anvers comme dans toutes les autres, » il a toujours suivi la politique de la franchise. Le projet est définitif, il est » complet, il est adapté à l'état actuel de nos effectifs. Il n'a aucun « dessous ». » Ce qui le prouve, c'est que le Gouvernement a fait étudier publiquement » par une commission les questions militaires pendantes, et montré ainsi ce » qu'il voulait et où il allait. Les sacrifices en argent ont été chiffrés sans » laisser rien au hasard ni à l'avenir. Les exigences en hommes ont été » nettement, publiquement indiquées. Ces exigences sont aujourd'hui satis- » faites par la nouvelle loi de milice. Elles ne devront pas être augmentées, » pour la raison bien simple que le système défensif nouveau d'Anvers est » entré dans le calcul des effectifs réclamés. Le précédent des forts de la

» Meuse est certes fâcheux, mais la situation devant laquelle se trouve aujourd'hui la Chambre n'est pas la même. La question des effectifs nécessaires aux forts n'avait pas été étudiée, elle n'avait pas reçu de solution publique délibérée par les hommes compétents. Le Gouvernement devait alors s'en rapporter à la parole d'un seul homme, parlant à l'abri de tout contrôle.

» Au point de vue du nombre et de l'importance des ouvrages, les plans n'étaient pas définitifs. Après le vote, en effet, le génie militaire procédait encore à des expériences sur le béton. Au point de vue du coût, l'adjudication ne fut pas faite à forfait, mais à bordereau de prix sans plans arrêtés. C'est en vue d'éviter ces mécomptes et profitant de la leçon des événements, que le Gouvernement a fait examiner au préalable la question des effectifs nécessaires à la place d'Anvers avant de proposer son achèvement. C'est pour cela aussi qu'il a fait dresser des plans où le nombre, l'importance et l'emplacement des ouvrages sont fixés. C'est pour cela enfin qu'il s'est mis en mesure d'adjuger non à bordereau de prix, mais à forfait sur plans. »

Votre Section centrale, reproduisant une question posée dans plusieurs sections, a demandé au Gouvernement : Quels sont les effectifs nécessaires pour la défense des fortifications d'Anvers dans leur état actuel et quels seront-ils après l'achèvement des travaux militaires projetés ? La réponse n'est pas accompagnée de chiffres, mais elle fait cette remarque fort juste que les forts à placer dans les larges intervalles de la ligne avancée constitueront une économie d'hommes, puisqu'il faudrait, à défaut de forts, des troupes nombreuses pour boucher ces trouées.

Tout en reconnaissant la valeur de cette réponse, votre Section ne l'a pas trouvée absolument adéquate à elle seule. On peut admettre que l'achèvement de la ligne avancée sera une économie de troupes. Mais on peut aussi, sans contradiction, se demander si, même avec cette économie, la place projetée d'Anvers pourra se défendre efficacement avec nos effectifs existants.

C'est à cette seconde question que répond la suite de la réponse du Gouvernement et la déclaration de l'honorable Ministre de la Guerre, dont nous venons de reproduire le fond, sinon la forme.

Cette réponse a paru décisive à votre Section centrale. Ce n'est pas, en effet, après l'étude des effectifs nécessaires aux ouvrages de fortification *existants* que le projet d'achèvement de la place a surgi. Ce projet d'achèvement existait, et c'est en vue de ce projet, c'est en vue des fortifications à *édifier* que l'étude des effectifs nécessaires a été faite par la Commission militaire. Ces effectifs, nous les avons aujourd'hui. L'imprévu et le mécompte en hommes ne sont donc plus à craindre. La Chambre a sur ce point capital une garantie formelle.

Mais le projet sur lequel la Sous-Commission militaire chargée de l'étude de la question des forteresses s'est basée pour établir le chiffre d'effectifs nécessaires, est-il bien le même que celui du Gouvernement au point de vue des garnisons requises ?

Cela n'est pas douteux.

La Sous-Commission militaire base son étude sur le plan de la nouvelle position d'Anvers dressé par le lieutenant général Liénart. Elle adopte ce projet sauf quelques modifications, et déclare que le projet ainsi amendé « demande les mêmes garnisons que celui du lieutenant général Liénart ».

Les chiffres fixés par la Commission militaire pour nos effectifs généraux confirment et complètent cette démonstration. La conclusion jointe en annexe au présent rapport porte des chiffres qui s'accordent avec ceux que la Sous-Commission militaire déclare nécessaires pour la défense des places.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'à leur tour « le Comité d'études de la position d'Anvers et le Comité supérieur des forteresses aient déclaré que nos effectifs suffisent à assurer la défense de toutes nos forteresses ».

C'est enfin dans le but de ne pas proposer des ouvrages défensifs dont les garnisons dépassent nos effectifs, que la Commission militaire a pris la résolution suivante :

« Il n'y a pas lieu d'incorporer Termonde dans la position d'Anvers; les » dimensions de cette place, ainsi agrandie, ne sont pas en harmonie avec » les moyens dont nous disposons. »

Coût du projet.

Il résulte du texte du projet, de l'Exposé des motifs et des réponses faites par le Gouvernement aux questions de la Section centrale, que le crédit sollicité comprend deux parties distinctes : la première, de 77,235,000 francs, qui serait payée par l'emprunt; la seconde, de 30,764,100 francs, qui pourra être payée par le Budget ordinaire. La première partie représente le prix de la construction et de la réfection des ouvrages, la seconde partie représente le montant de l'armement et de l'approvisionnement en munitions.

Il n'y a donc vraisemblablement lieu de tenir compte, comme charge permanente, que du chiffre de 77,235,900 francs. Encore faut-il en déduire 18 millions environ à provenir de la vente des terrains des ouvrages déclassés. Reste en chiffre rond un capital à servir de 60 millions. Le service de l'intérêt et de l'amortissement étant calculé au taux de fr. 3.30, il en résulte une charge annuelle de moins de 2 millions pour le Trésor public.

On reconnaîtra que ce n'est pas une charge de cette importance qui doit désorganiser les finances du pays, surtout si l'on songe qu'elles ont supporté sans fléchir un poids autrement lourd pour la rémunération des miliciens, dont le dernier terme *annuel*, après la loi du 26 mars 1902, s'est élevé à la somme de 14,031,000 francs.

Mais le coût annoncé au projet ne sera-t-il pas dépassé? Et l'expérience des forts de la Meuse n'est-elle pas faite pour le faire craindre?

Le Gouvernement a démontré, semble-t-il, dans les considérations reproduites plus haut, que la procédure suivie pour les forts de la Meuse n'est pas celle du projet. Ici le plan d'ensemble est fait. Le nombre, l'importance et l'emplacement des ouvrages sont dès à présent arrêtés. Le détail donné en réponse à une question de votre Section centrale permet de constater le caractère sérieux de l'estimation. D'autre part, le coût du fort de Wavre, fort de premier ordre en construction, est un excellent contrôle des évaluations du projet. Enfin, le Ministre de la Guerre a déclaré que, pour éviter les surprises, une marge est réservée, dans le crédit sollicité, pour les dépenses imprévues.

D'un autre côté, dans le devis, tous accessoires sont compris : routes, armement, munitions, parcs mobiles, et aussi l'armement et les munitions pour les deux forts en construction.

On peut donc affirmer que les crédits sollicités ne sont pas appelés à être augmentés et représentent réellement la dépense complète.

Le fonds spécial.

L'article 5 du projet constitue en fonds spécial le crédit de 108 millions sollicité pour les travaux militaires. Ce fonds spécial aurait une durée égale à la durée présumée des travaux, soit jusqu'au 31 décembre 1912. Pour le montant affecté aux constructions et aux réfections, il serait alimenté par l'emprunt. Pour les 30,764,100 francs affectés à l'armement et aux munitions, il serait affecté par le Budget ordinaire.

Un doute s'est élevé sur la constitutionnalité de cette combinaison budgétaire. Mais il n'est pas fondé. Il atteindrait d'ailleurs les nombreux fonds spéciaux institués par diverses lois.

Le siège de la matière est aux articles 111 et 115 de la Constitution. Il résulte de ces articles combinés que les lois d'*impôts* ne valent que pour un an. La loi sur la comptabilité de l'Etat, article 1^{er}, appliquant les règles constitutionnelles, établit le vote annuel des recettes et dépenses relatives à chaque exercice. Mais rien dans la Constitution n'oblige le Gouvernement à dépenser dans le délai d'une année les crédits spéciaux et extraordinaires qui lui sont alloués.

Aussi, avant 1883, aucun délai ne limitait l'emploi des crédits extraordinaires. M. Graux, Ministre des Finances, révéla à la Chambre qu'il disposait de 137,679,000 francs de crédit votés et non utilisés, dont le plus ancien remontait à 1858. Cet usage était abusif parce qu'il supprimait en fait le contrôle du Parlement sur l'emploi des crédits. On fit alors rentrer annuellement tous les crédits spéciaux dans le budget.

Ainsi le vote de ces crédits subit tous les retards de la discussion des budgets, ce qui était de nature à empêcher l'adjudication des travaux publics aux époques voulues. M. Beernaert remédia à cet inconvénient et inaugura la méthode actuellement suivie des budgets extraordinaires, stipulant le délai de trois ans pour l'emploi des crédits.

Le délai à laisser au Gouvernement pour la dépense d'un crédit spécial est donc abandonné à l'appréciation de la loi ordinaire. On peut être d'avis que dans l'intérêt du contrôle, il ne convient pas de multiplier les fonds spéciaux, même temporaires. Mais, dans l'occurrence, le fonds spécial se justifie par cette raison que le Gouvernement s'engage à l'égard des communes intéressées, sous des peines civiles, à démolir l'enceinte actuelle à une date déterminée, et qu'il ne peut courir le risque de manquer de ressources pour continuer normalement le travail préalable à cette démolition.

Toutefois votre Section centrale a pensé qu'il est utile de mettre dans la loi l'obligation de rendre annuellement compte aux Chambres de l'emploi du fonds spécial.

Les servitudes militaires.

Dès que la loi sera votée, le Département de la Guerre est disposé à apporter aux servitudes nées des enceintes d'Anvers et de Termonde tous les tempéraments possibles. Cela résulte de la réponse du Gouvernement. Mais l'honorable Ministre de la Guerre a déclaré en Section centrale qu'il entre dans ses intentions de supprimer la partie des servitudes militaires actuelles existant autour des forts de seconde ligne qui tombera à l'intérieur de l'enceinte nouvelle. Il lui sera possible aussi, dès que la nouvelle enceinte d'Anvers sera suffisamment avancée, de se montrer extrêmement tolérant dans la pratique pour les servitudes de l'ancienne enceinte.

Comme le Gouvernement, la Section centrale est d'avis que les lois réglant les indemnités pour servitudes militaires ne statuent que pour le présent, et ne sauraient être invoquées par ceux dont les biens seront frappés de servitudes nées après lesdites lois.

Elle adopte en conséquence l'idée d'ajouter au projet la disposition proposée par le Gouvernement pour régler dès ce moment la question des indemnités dues aux propriétaires atteints par les servitudes militaires à résulter des travaux projetés. En voici le texte :

« ARTICLE 6. — Les propriétaires d'immeubles qui seront grevés de servitudes militaires, par suite de l'établissement des ouvrages de défense visés aux articles 1 et 2, seront indemnisés conformément aux dispositions des articles 1 et 2 de la loi du 19 août 1893 dont les articles 4, 5 et 6 sont également rendus applicables.

» Une loi ultérieure fixera le montant du capital nominal à concurrence duquel le Ministre des Finances sera autorisé à créer des titres de rente 3 % à répartir entre les propriétaires qu'il sera reconnu équitable d'indemniser.

» Les dépenses de personnel et de matériel résultant du fonctionnement de la Commission dont il s'agit à l'article 4 de la loi du 19 août 1893 précitée seront couvertes par les ressources ordinaires du Trésor. Un crédit sera inscrit à cet effet en temps opportun au Budget du ministère des Finances. »

Conventions avec les communes.

Ces conventions sont de simples options données aux communes de Borgerhout et de Berchem d'acquérir à certains prix unitaires des parties déterminées des terre-pleins de l'enceinte actuelle. Cette option ne peut s'exercer avant l'achèvement des travaux prévus au projet, et l'on a demandé en Section centrale pour quelle raison ces conventions s'étaient conclues dès à présent. On a répondu qu'elles ont surtout pour but de donner au Parlement une garantie contre tout retour d'opinion qui, une fois les crédits votés, tendraient à conserver l'enceinte ou à en retarder la démolition. Nul ne nourrit ces défiances contre le Gouvernement actuel, mais nul non plus ne peut répondre des hommes et des événements de l'avenir. Les droits civils que

confèrent aux communes intéressées les projets de conventions garantissent que personne ne pourra refuser ni retarder plus tard le démantèlement en vue duquel le pays aura consenti les sacrifices demandés aujourd'hui.

La Section centrale croit ne pas devoir donner au Gouvernement le blanc-seing proposé pour les conventions à conclure, et elle propose en conséquence d'inscrire à l'article 3 l'obligation de faire ratifier ces conventions par la législature.

Le plan posthume du général Brialmont.

Ce plan avec une brochure explicative a été remis à la Section centrale, qui l'a envoyé pour avis au Département de la Guerre. Le Ministre nous a remis la note qui figure au présent rapport comme annexe.

Il avait été dit en sections qu'au dire de son auteur le plan Brialmont avait un triple avantage sur celui du projet :

- 1^o Étendue attaquable moins grande;
- 2^o Coût moindre;
- 3^o Garnison réduite.

Il résulte de l'étude faite que le plan Brialmont ne présente aucun de ces trois avantages, bien au contraire.

D'autre part, il maintient le système des trois lignes de défense qu'aucune autorité militaire ne défend plus aujourd'hui.

Enfin au point de vue civil commercial et industriel, il n'y a pas de comparaison possible entre ce plan et celui du projet.

Résumé.

Le projet, rendant hommage à l'intérêt national de l'expansion du port d'Anvers, consent à la suppression de l'enceinte fortifiée actuelle.

Il propose l'équivalent de cette suppression.

Cet équivalent est le meilleur et le plus large possible au point de vue de l'intérêt économique d'Anvers et du pays.

Il semble présenté avec clarté et franchise.

Il comprend toutes les dépenses à faire.

Il ne comporte pas de nouveaux effectifs.

Et, hors une charge de 30 millions que l'ordinaire éteindra à mesure des dépenses, il grève le Trésor public d'une charge annuelle de moins de deux millions de francs.

Les droits d'Anvers et de Termonde.

La nation a le droit d'imposer à une ville le rôle de ville forte, avec ses servitudes, ses charges et ses risques, lorsque cette ville y est appelée par sa situation et que la sécurité du pays exige ce sacrifice.

Mais la nation ne peut l'imposer que dans la mesure de la nécessité. Et les villes ainsi sacrifiées pour le bien commun ont le droit, à leur tour, d'être sublevées de la charge lorsqu'elle devient inutile. Elles ont le droit de voir leur fardeau allégé lorsque l'autorité juge qu'il peut l'être. C'est pour le pays un devoir strict de réaliser cet allègement, dût-il en coûter, parce que la majorité des citoyens ne peut, sans injustice, faire peser sur ses compatriotes des souffrances et des sacrifices que l'intérêt de la patrie commune ne justifie plus.

Les représentants de la nation ne voudront pas commettre l'iniquité de laisser peser sur Anvers et sur Termonde les dangers et la compression que le projet proclame inutiles à la défense du pays.

La Section centrale en a la certitude. Ce serait plus qu'une injustice, ce serait une faute, puisque l'injustice empêcherait un essor économique dont le pays tout entier est appelé à profiter.

II.

TRAVAUX MARITIMES.

Le plan de l'avant-projet joint à l'Exposé des motifs indique, mieux que la description la plus détaillée, la belle, la grandiose solution que le Gouvernement propose de donner à la question des installations maritimes d'Anvers.

L'Escaut, à partir du coude du Kruysschans, serait rectifié, et au lieu de se rendre à Anvers par trois coudes fort prononcés et dont deux au moins rendent la navigation très difficile, il irait rejoindre directement le port par une légère courbe. La marche des navires serait ainsi facilitée en tous temps. En temps de glaces, l'évacuation des glaçons serait rendue plus aisée, ce qui aurait ce double résultat : de maintenir la navigabilité des accès du port, même en temps de glaces, aux gros navires, et de raccourcir pour le port d'Anvers cette période désastreuse. Une extension considérable des quais en eau profonde, directement accostables, sans éclusage, deviendrait facile et relativement peu coûteuse. Enfin, le développement des installations maritimes pourrait garder son unité, son harmonie, indispensables à une exploitation commode et rationnelle.

A côté de cette rectification appelée la Grande Coupure, l'avant-projet prévoit un large bassin-canal éclusé débouchant dans l'Escaut au coude du Kruysschans et allant parallèlement à la Grande Coupure rejoindre les bassins intercalaires en construction. Sur ce bassin-canal, large de 250 mètres, seraient embranchées à mesure des besoins des darses spacieuses, et l'on réserverait au point de soudure de quelques-unes de ces darses des bassins de virage de 400 mètres de diamètre. Ce dispositif permettra aux installations éclusées du port d'Anvers une extension indéfinie. Il aurait aussi le grand avantage de

mettre la navigabilité des accès du port à l'abri de tout aléa, si tant est que ces aléas existent, ce que le Gouvernement ne croit pas. Le chenal d'écluse débouchant en aval du point où le nouvel Escaut devra rejoindre l'Escaut actuel, quelque phénomène qui puisse se passer pendant la période de mise en communication du fleuve avec la coupure, les navires pourront toujours atteindre le port dans de bonnes conditions.

Enfin l'ancien bras de l'Escaut formerait un bassin commercial et industriel immense de 400 à 500 hectares de superficie, relié à l'Escaut en aval par un chenal de 100 mètres de largeur et un groupe d'écluses donnant accès aux grands navires, et débouchant dans la profondeur du coude du Doel. Ce bassin serait relié en amont par un embranchement du canal déjà projeté vers Burght et devant servir à la navigation intérieure. Cette installation, complétée par un outillage approprié de railways reliant le bassin avec la gare du pays de Waes, serait sans égale. Moyennant l'assainissement et l'exhaussement du polder et les accès commodes et rapides avec Anvers que le Gouvernement s'engage à ménager, elle pourra faire de la rive gauche un quartier des plus animés et des plus prospères.

Telles sont les dispositions essentielles du projet. La Section centrale se plaît à rendre hommage à sa conception.

Au point de vue économique, commercial, industriel, elle en apprécie tous les mérites et le recommande à l'approbation de la Chambre.

Le projet est-il techniquement bon ?

La Section centrale s'en réfère sur ce point à l'avis du Gouvernement.

Elle s'est inquiétée seulement de savoir si le projet avait subi l'épreuve de l'étude et de la discussion de la part des hommes techniques et responsables dont la mission est de préparer les solutions d'ordre technique.

La réponse du Gouvernement, insérée au présent rapport, lui donne à cet égard pleine satisfaction.

Déjà en 1899, un député d'Anvers, M. Koch, pouvait dire à la Chambre au sujet des projets maritimes : « Rien ne saurait plus justifier un retard. » Le côté technique de la question a été, en effet, étudié, discuté et rediscuté » par des commissions et des sous-commissions nombreuses, composées par » des hommes choisis parmi les plus compétents, et leurs avis ont été soumis » encore aux ingénieurs hydrographes les plus réputés de l'étranger. Les » rapports ont été publiés. Toutes les discussions, tous les avis émis sont » connus du public. Que faut-il attendre encore ? L'heure des discussions » est close, mais celle de l'action et de la décision a largement sonné. » Comme l'on dit en termes maritimes : les jours de surestarie ont com- » mencé à courir, et les responsabilités seront lourdes si l'on n'avise et n'agit » promptement. »

L'étude et la discussion du projet n'a donc, au gré de certains, que trop duré. Il arrive un moment où il faut passer aux actes, et le Parlement, lorsque le pouvoir exécutif a pris une décision, est bien obligé de suivre ses indications, sous peine de rendre le Gouvernement impossible, de substituer la discussion perpétuelle et les « remises continuelles sur le métier » à la déci-

sion finale d'où seule procède l'action effective et créatrice. Parler et discuter est bien; mais à condition que ce soit pour agir.

La discussion éternisée, sous prétexte d'arriver à mieux faire encore, et lorsque les intérêts en cause requièrent l'action, ne serait plus que de la palabre.

Cela ne veut pas dire qu'au Parlement la discussion soit interdite pour les projets techniques. Loin de là. Mais la Chambre ne doit pas, comme le disait l'honorable M. Helleputte dans le rapport déjà cité, « pénétrer dans la vie administrative proprement dite, s'occuper des mesures d'exécution au lieu de rester sur son domaine propre, qui est la discussion des principes qui doivent présider au gouvernement du pays ». Et, à propos du projet en discussion, l'un de ces principes dont le Parlement se fût occupé avec raison était celui-ci : « On prétend que la Grande Coupure va mettre le port d'Anvers en danger. Le doute sérieux sur ce point ne suffit-il pas pour faire écarter cette solution? » Une telle question n'est pas technique, elle est de la compétence de chacun, et le Gouvernement a bien fait de prévenir cette discussion et, bien qu'il ne partageât ces craintes en aucune manière, d'en écarter jusqu'à la possibilité. Aujourd'hui sur ce point les oppositions ont loyalement cessé et la Chambre peut être désormais tranquille.

Le projet ne fait-il pas trop grand ?

A cette question, on peut répondre : si l'on veut faire bien, il faut faire trop grand. Car ce qui paraît trop grand aujourd'hui paraîtra trop petit demain, et pour n'avoir pas fait assez, on devrait recommencer, ce qui coûte plus cher d'abord, et ce qui fait un retard irréparable, ensuite.

Mais du moins le projet ne dépasse-t-il pas toutes les limites des prévisions permises ?

A ce sujet, une question a été posée au Gouvernement. Et la réponse est concluante : le projet n'excède pas les prévisions qu'imposent dès à présent le développement successif du trafic du port d'Anvers. Le diagramme annexé à ce rapport rend la démonstration tangible.

Encore faut-il ajouter à la réponse du Gouvernement cette considération, qui a une grande importance. Le progrès du trafic sur lequel se base la conclusion a été acquis, tel qu'il est, malgré l'insuffisance des installations. Avec des installations suffisantes, l'accroissement du trafic eût été beaucoup plus intense.

Il y a donc lieu de renforcer dans une large mesure les conclusions du Gouvernement au sujet du développement normal probable du port d'Anvers, *s'il est doté des installations nouvelles.*

En présence du canal-bassin, la Grande Coupure n'est-elle pas inutile ?

La seule inspection du plan démontre que depuis le coude du Kruysschans jusqu'au port d'Anvers, le canal-bassin projeté constitue un superbe accès

direct permettant à la navigation d'éviter, à partir de ce point, les coudes de l'Escaut.

Mais c'est un accès éclusé.

Et quelles que soient les facilités et la rapidité de la manœuvre d'écluses, quelle que soit la durée du temps de marée pendant laquelle elle peut s'opérer, les navires trouvent toujours un grand avantage à l'accostage direct. Ce sont les quais en eau profonde accessibles sans écluses qu'il faut avant tout à un port de premier ordre. C'est cela surtout que les ports concurrents cherchent à réaliser et qui fait de plus en plus l'infériorité, à leur égard, du port d'Anvers. Ayons encore une fois recours à la documentation de M. Helleputte dans le rapport sur le Budget extraordinaire de 1900 et consultons-y les tableaux comparatifs.

« Depuis 1888, disait le Rapporteur, la surface des bassins (Anvers) et des darses (Rotterdam et Hambourg) a augmenté de 52 % à Anvers, de 77 % à Rotterdam et de 64 % à Hambourg.

» A l'heure actuelle, la surface des darses à Rotterdam dépasse de 84 % celle d'Anvers, et cet écart est de 156 % pour Hambourg.

» La longueur des murs de quai à accostage direct, qui est restée stationnaire à Anvers depuis 1885-1886, a augmenté de 28 % à Rotterdam et de 68 % à Hambourg.

» Aujourd'hui, la longueur des murs de quai à accostage direct à Anvers n'est que le septième de ce qu'elle est à Rotterdam et le cinquième de ce qu'elle est à Hambourg.

» Seule la longueur des murs de quai des bassins éclusés a augmenté à Anvers de 48 %, tandis qu'il n'existe pas de murs de quai de cette espèce à Rotterdam et à Hambourg.

» Mais en comptant la longueur des murs de quai de toute espèce, on arrive encore pour Anvers à une infériorité exprimée par les chiffres suivants :

» Anvers 14.3 kilomètres, dont 3.5 kilomètres seulement à accostage direct.

» Rotterdam 25.5 kilomètres à accostage direct.

» Hambourg 16.5 kilomètres à accostage direct.

» Or, on sait combien les quais à accostage direct sont préférables aux quais de bassins éclusés. »

Mais notre collègue prévoyait pis encore :

« Cette situation, dit-il, est franchement mauvaise pour Anvers, et nous ne pensons pas qu'il faille chercher ailleurs la raison de la lenteur relative des progrès de ce port.

» Dans deux ou trois ans, elle sera devenue désastreuse.

» Anvers sera pourvu alors des 2 kilomètres de quais nouveaux actuellement en voie d'exécution.

» Anvers aura donc 5.5 kilomètres de quais à accostage direct et 10.8 kilomètres de murs de quai de bassin éclusé, mais

» Rotterdam aura 30 kilomètres de quais à accostage direct.

» Hambourg aura 25 kilomètres de quais à accostage direct indépendamment des points de déchargement fournis au large par les ducs d'Albe.

- » Anvers aura 64.5 hectares de bassins éclusés.
- » Rotterdam aura 176 hectares de darses ou bassins sans écluses.
- » Hambourg aura 225 hectares de darses ou bassins sans écluses.
- » Anvers aura 110 hectares de superficie de quai dont 52 hectares à accostage direct.
- » Rotterdam aura 177 hectares de superficie de quai à accostage direct.
- » Hambourg aura 155 hectares de superficie de quai à accostage direct. »

C'est donc bien le quai à accostage direct qu'il faut avant tout multiplier à Anvers.

Or ceux qui demandent au Gouvernement de se borner au canal-bassin, et qui proposent même d'élargir ce bassin-canal, déjà large de 250 mètres, comme pour mieux marquer leur intention de se contenter à l'avenir d'un Escaut éclusé, où veulent-ils prendre les quais en eau profonde directement accostables?

Dans le coude du Kruysschans? Puis plus loin entre le fort la Perle et Calloo? Puis à la Ferme bleue? Puis à la Pipe de tabac? Tantôt sur l'une rive, tantôt sur l'autre, au gré des déplacements du thalweg de l'ancien Escaut, et à plusieurs kilomètres des installations éclusées prévues, ensemble disparate, sans cohésion, inexploitable rationnellement?

Ou, plus tard, dans le fleuve rectifié d'après les données sinusoïdales?

Mais, d'abord, ce serait proposer un projet nouveau — et rejeter celui du Gouvernement.

Et de deux choses l'une : ou bien ceux qui souhaitent qu'on s'en tienne aujourd'hui au canal-bassin veulent abandonner provisoirement l'Escaut à son sort, et se contenter du nouveau bassin éclusé. Ils renoncent, au moins pour le moment, à la possibilité d'étendre suffisamment les quais directement accostables.

Or, c'est là perdre de vue le principal *desideratum* du port d'Anvers, c'est ôter au projet la plus grande part de son efficacité et de son mérite. La Chambre verra, en effet, dans la réponse du Gouvernement à l'une des questions de la Section centrale, que la Grande Coupure permet une extension notable des quais à accostage direct.

C'est aussi se résigner, au moins provisoirement, au maintien des trois coudes de l'Escaut qui, malgré le canal-bassin, resteraient toujours le chemin des navires qui se rendent par la rade aux 5,500 mètres de quais directement accostables déjà existants. C'est maintenir enfin, dans toute leur rigueur, les conséquences du charriage des glaces.

Et qui sait ce que peut durer le provisoire?

Ou bien ceux qui ne demandent aujourd'hui qu'un canal-bassin élargi se réservent de demander plus tard une rectification de l'Escaut pour permettre l'extension des quais à accostage direct. Et alors ils reconnaissent qu'au lieu de résoudre définitivement et complètement le problème, comme le propose le projet, ils réclament une solution mutilée, fragmentaire, incomplète, et avouent la nécessité de revenir, après un temps plus ou moins long et un retard irréparable, solliciter des Chambres les ressources pour l'achèvement qu'ils refusent aujourd'hui.

Coût des travaux.

L'Exposé des motifs, page 17, et la réponse du Ministre des Finances sur cet objet donnent des indications sur l'évaluation approximative du coût des travaux maritimes.

Ces évaluations ne sont qu'approximatives, car le Gouvernement ne présente et ne pouvait présenter qu'un avant-projet. C'est ce qui se fait toujours pour des travaux de cette envergure. Les plans d'exécution demandent un temps assez long et un grand travail qui ne se fait ordinairement qu'en vue de l'adjudication.

Les chiffres produits pour les terrassements et les murs de quais reposent sur une excellente base : c'est le prix d'adjudication des quais des bassins intercalaires actuellement en construction.

L'Exposé exprime la confiance que l'opération immobilière se soldera sans charge pour l'État. Sans doute, l'État a-t-il des raisons pour ne pas manifester plus d'optimisme. Mais, à propos du coût des travaux, il importe cependant de signaler à la Chambre le côté recettes aussi bien que le côté dépenses de l'œuvre à entreprendre.

Les 3,275 hectares dont l'expropriation a été autorisée en 1900, le millier d'hectares à exproprier en vertu du projet, ensemble 4,275 hectares sur la rive droite, ainsi que les terrains acquis déjà et à entreprendre sur la rive gauche serviront en grande partie de dépôts pour les excédents de déblai provenant du creusement du bassin-canal et du nouveau lit de l'Escaut. Une partie des terrains de la rive gauche a déjà reçu des dépôts provenant de dragages. Ces terres exhausées et assainies deviendront habitables et prêtes à recevoir des constructions. Les travaux maritimes, les travaux de navigation intérieure, la voirie, l'outillage de chemins de fer projetés sur ces terres et dans leur voisinage immédiat doivent forcément leur donner une valeur industrielle et commerciale de beaucoup supérieure à leur prix de revient. La marge sera certainement suffisante pour laisser un large bénéfice, même après déduction du terrain nécessaire pour les installations maritimes, la voirie et d'autres buts d'utilité publique. Ce bénéfice, qu'il serait téméraire de chiffrer dès à présent, ne pourra entrer au Trésor que peu à peu et dans quelques années. Mais il ne peut être contesté que l'État ne soit appelé à trouver là la contrepartie d'une fraction notable, sinon de la totalité, de la dépense à faire pour les installations maritimes d'Anvers.

La Section centrale exprime l'avis que le Gouvernement fait bien de se montrer bienveillant à l'égard des communes intéressées pour la cession des terrains destinés à leur voirie et leurs installations. Mais elle croit que pour le reste des terrains, l'État doit rester seul bénéficiaire de l'opération immobilière qui se présente comme un notable allègement, dans l'avenir, des sacrifices que le pays s'imposera pour le port d'Anvers.

Règlements financiers entre l'État et la ville d'Anvers.

L'Exposé des motifs les indique. Voici méthodiquement résumées les bases du règlement que l'État croit équitable de faire avec la ville d'Anvers et en vue duquel le projet porte l'autorisation de conclure.

1° Conformément aux principes, l'État supporte seul toutes les dépenses faites au fleuve qui fait partie de son domaine public. Les frais de la Grande Coupure et des quais directement accostables lui incombent.

2° D'autre part, les installations éclusées et tout ce qui concerne l'exploitation du port sont du domaine communal, et la ville doit en supporter la dépense, toute question de subsides réservée. Ainsi, les darses, les cales sèches, la superstructure et l'outillage des quais, des bassins et du fleuve sont à sa charge exclusive.

3° Mais l'État s'est fait autoriser à exproprier en une fois toute la région destinée à recevoir les nouvelles installations maritimes. Cette initiative de l'État a été des plus favorables à la ville, car l'acquisition graduelle, au fur et à mesure des besoins, eût été une cause de retard, et surtout de plus-value pour les emprises successives. Les terrains à exproprier fussent devenus d'un prix inabordable.

Cette heureuse gestion d'affaires de l'État au profit d'Anvers ne coûtera rien à la ville. Les terrains nécessaires à ses travaux lui seront délivrés contre remboursement du prix coûtant augmenté d'un intérêt de 3 % l'an dont on défalquera le revenu donné au Trésor par les biens cédés.

4° Enfin, l'État avance les frais de creusement du bassin-canal ainsi que du chenal d'accès et les frais de construction des écluses. La ville d'Anvers, au fur et à mesure de ses besoins et de la construction des darses, pourra prendre possession des parties successives du bassin-canal et en rembourser le coût, en même temps que d'une part proportionnelle du chenal et des écluses. Mais l'État admet dès à présent le principe d'un subside pour les écluses et pour le chenal d'accès, subside dont le montant viendra en déduction du remboursement du coût de ces travaux.

Protection des propriétés riveraines.

La protection des propriétés riveraines contre les conséquences de la rectification du fleuve est à charge de l'État, de même que les travaux spéciaux d'écoulement des eaux que cette rectification occasionnerait à certains polders. La Section centrale, d'accord avec le Gouvernement, propose d'insérer dans la loi une disposition destinée à mettre le principe hors de doute.

Indemnités aux expropriés.

La Section centrale a représenté au Gouvernement que l'expropriation de toute une grande région est sans précédent dans notre pays et que la législation existante sur l'expropriation n'a pu avoir en vue de régler de telles situations.

Les propriétaires expropriés en vertu de la loi de 1900 ont reçu, en général, des indemnités équitables. Mais les vraies victimes, ce sont les locataires. La loi n'accorde d'indemnité qu'à l'occupant muni d'un bail, et elle l'indemnise pour la privation du droit dont il apporte une preuve certaine. Mais dans la région poldérienne du nord d'Anvers, les fermiers occupent leur

ferme la plupart du temps sans bail. Et leur père et leur grand-père occupaient la ferme avant eux, sans écrit. Avant l'expropriation, ils avaient la certitude de continuer leur occupation. Et voici pourtant que, faute de bail, ils ne pourront prétendre à aucun dédommagement! Dans une expropriation ordinaire, le mal est moindre, car, à côté des parcelles expropriées, le fermier peut trouver à se remplacer. Ici c'est impossible. Il y a là une situation à laquelle l'équité commande de porter remède. Le Gouvernement a consenti à une mesure provisoire, indiquée dans la réponse faite à une question de la Section centrale. Nous proposons de l'inscrire dans la loi. Il est entendu que le chiffre de 250,000 francs n'est pas et ne saurait être basé sur des données positives et que, si l'expérience et l'équité le commandent, le Gouvernement proposera de l'augmenter.

La note du membre dissident.

Le membre dissident a demandé l'insertion d'une note motivant son vote. Cette note figure à la suite de ce rapport. Mais la Section centrale a chargé son Rapporteur d'y faire une courte réponse, résumant la discussion que cette note a provoquée.

C'est pour déférer à ce désir que nous faisons suivre les observations qu'on va lire.

TRAVAUX MARITIMES.

I. Les dimensions du canal éclusé et les bassins de virage sont assez vastes. Il faut faire des installations suffisantes, mais il ne faut pas aller au delà. Le canal et les darses prévues suffisent même pour les progrès à attendre dans les dimensions des navires. L'élargissement du canal ne donnerait pas un mètre d'accostage de plus et entraînerait des dépenses inutiles de construction et d'entretien.

II. La zone douanière franche ou le port franc peut toujours s'établir. La question n'est pas liée au projet. Il faut remarquer que l'idée du port franc à Anvers a rencontré dans ces derniers temps des oppositions dans le monde commercial et maritime.

III. Les discussions techniques au sujet de la Grande Coupure sont publiées.

Toute une littérature existe sur cette question, et au cours de débats récents au Parlement, les principaux éléments en ont été exposés et discutés.

IV. Les expériences dont parle la note ne peuvent, d'après le Gouvernement, conduire à des conclusions sérieuses, et plusieurs membres de la Section centrale sont de cet avis.

V. La note affirme qu'avec le canal éclusé seul, il serait pourvu pour des

années aux besoin du port. Le rapport répond déjà à cette affirmation. La note perd de vue la nécessité absolue de l'extension des quais directement accostables et les avantages que le port attend de la rectification de l'Escaut.

TRAVAUX MILITAIRES.

I. La note reconnaît qu'il faut « des sécurités militaires équivalentes » à l'élargissement de l'enceinte. Mais elle ne dit pas lesquelles. Assurément ce n'est pas l'auteur de la note, ni la Section centrale ni la Chambre qui peut les fixer. Il faudra donc un accord avec le Département de la Guerre. Quel sera cet accord? Quand sera-t-il conclu? Pourra-t-il se conclure? Sera-t-il meilleur que l'accord représenté par le projet? En quoi? C'est ce que la note aurait dû dire.

II. La Section centrale est d'avis qu'il n'a jamais été question de diminuer l'importance de la position d'Anvers, même lors du vote des forts de la Meuse.

III. La note déclare que la Section centrale n'est pas suffisamment éclairée sur la double question de savoir :

1° Si le nouveau dispositif n'est pas excessif;

2° Si les ressources du pays suffisent pour le défendre.

Sur le premier point, le présent rapport donne des éléments décisifs. D'abord la ligne avancée doit être assez éloignée pour préserver Anvers du bombardement. Ensuite la coïncidence très approximative des trois projets les plus récents établit que la ligne qui réalise ce but s'indique par la nature des choses et des lieux.

Sur le second point, le doute exprimé par la note n'est plus permis. Des personnes sans responsabilité et qu'on ne nomme pas peuvent affirmer qu'il faudra une augmentation de contingent, cela n'a pas d'importance. Ce qui est décisif, c'est l'avis officiel du Gouvernement, des comités responsables et compétents, de la Commission militaire. Tous les avis concordent pour dire que nous avons aujourd'hui les effectifs pour défendre la place projetée.

IV. La Commission militaire, quoi qu'en dise la note, était unanime sur la question des garnisons pour le système définitif proposé; les annexes du présent rapport l'établissent.

V. Le fort de Hoboken sera déclassé pour permettre l'expansion de la commune industrielle de Hoboken, expansion qui serait entravée par l'enceinte nouvelle si le fort gardait son emplacement. C'est là un mérite du projet. La place de Termonde joue dans le projet le rôle secondaire que lui assignait la Commission de 1904.

VI. La note se demande si, en présence du « gigantesque ensemble de travaux amorcés ou annoncés », le pays est en état de supporter la dépense prévue au projet.

Mais chacun de ces travaux à son service financier déjà réglé. Et l'état de nos finances publiques est là pour dissiper toutes les inquiétudes.

Et quant au projet, d'une part les travaux militaires ne comportent qu'une charge permanente de moins de 2 millions, et d'autre part la dépense des travaux maritimes incombant à l'État est d'une centaine de millions, dont une très notable partie sera récupérée par la revente des terrains. Qui prétendra que ces chiffres soient de nature à désorganiser les ressources de l'État, même avec la marge que suppose l'approximation des chiffres, et les dépenses que l'équité commande en faveur de la rive flamande?

Mais l'évocation des grands travaux déjà amorcés ne souligne-t-elle pas le caractère équitable du projet? Bruges, Heyst, Bruxelles ont reçu des ports maritimes, le port de Gand a été agrandi, le canal maritime de Gand à Terneuzen a été entièrement refait, et après tous ces sacrifices, au moment où il s'agit de remettre à son rang notre port national, au moment où il est question de sublever Anvers et Termonde d'une charge intolérable, que le bien commun ne justifie plus, on s'arrêterait, sous le prétexte mal fondé du manque de ressources?...

VII. Il est un point de vue que néglige complètement la note, et pourtant il domine tout. Comment, si l'on refuse de voter le projet militaire, comment fera-t-on pour émettre un vote efficace en faveur du projet maritime, puisque sans le projet militaire l'enceinte ne disparaît pas, et que faute de cette disparition il est impossible de songer aux travaux maritimes?

A-t-on, pour la question de l'enceinte, une autre solution sous la main?

Croit-on qu'il soit possible de trouver un gouvernement qui puisse proposer de raser à Anvers des ouvrages de défense contrairement à l'avis des autorités militaires?

Croit-on qu'il soit possible de trouver une majorité pour suivre un tel gouvernement?

Dès lors, refuser le projet militaire, c'est, en dépit des déclarations les plus chaleureuses en faveur de notre métropole commerciale et maritime, rejeter Anvers dans son carcan, et le rayer du nombre des grands ports, au dam du pays.

Le Rapporteur,

A. DELBEKE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

Amendements proposés par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Comme au projet avec addition de la disposition suivante :

Le Gouvernement est autorisé à dédommager, à concurrence d'une somme de 250,000 francs, ceux des locataires des biens visés au premier alinéa du présent article qui n'ont pas droit à des indemnités et dont la jouissance ne pourrait être maintenue pendant une durée suffisamment longue.

ART. 2.

(Comme au projet.)

ART. 3.

(Alinéa 1 comme au projet.)

Sous ratification de la législature, ils sont également autorisés à conclure avec la ville d'Anvers une convention contenant vente, échange ou promesse de vente de diverses autres parties de cette enceinte; la même autorisation leur est accordée en ce qui concerne l'enceinte de Termonde.

ART. 4.

Ajouter à la suite de l'alinéa 1 :

Les travaux en question comprennent notamment tous ceux à effectuer aux digues de l'Escaut maritime et de ses affluents ainsi qu'aux voies d'écoulement des eaux poldériennes, que nécessiteraient les modifications apportées au cours de l'Escaut.

ART. 5.

Comme au projet avec addition de la disposition suivante :

Chaque année, le Gouvernement rendra

ARTIKEL EÉN.

Zooals in het ontwerp met bijvoeging der volgende bepaling :

De Regeering wordt gemachtigd de schade te vergoeden, tot een gezamenlijk bedrag van 250,000 frank, die zou geleden worden door de huurders van de goederen aangeduid in 't eerste lid van dit artikel, die geen recht tot schadevergoeding bezitten en aan wie het genot der goederen niet lang genoeg zou kunnen gelaten worden.

ART. 2.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 3.

(Eerste lid zooals in het ontwerp.)

Behoudens bekrachtiging door de wetgeving zijn zij ook gemachtigd met de stad Antwerpen eene overeenkomst aan te gaan houdende verkoop, uitwisseling of belofte van verkoop van verschillende andere deelen van deze omheining; dezelfde machtiging wordt hun verleend voor wat betreft de omheining van Dendermonde.

ART. 4.

Bij het eerste lid te voegen :

In deze werken zijn namelijk begrepen alle degene aan de dijken der Zeeschelde en zijner bijrivieren alsook aan de uitwateringen der polders uitvoeren, welke door de wijziging van den loop der Schelde zouden genoodzaakt worden.

ART. 5.

Zooals in het ontwerp met bijvoeging der volgende bepaling :

De Regeering zal ieder jaar rekenschap

compte aux Chambres de l'emploi du fonds spécial institué par le présent article.

ART. 6.

Les propriétaires d'immeubles qui seront grevés de servitudes militaires, par suite de l'établissement des ouvrages de défense visés aux articles 1 et 2, seront indemnisés conformément aux dispositions 1 et 2 de la loi du 19 août 1893, dont les articles 4, 5 et 6 sont également rendus applicables.

Une loi ultérieure fixera le montant du capital nominal à concurrence duquel le Ministre des Finances sera autorisé à créer des titres de rente 3 % à répartir entre les propriétaires qu'il sera reconnu équitable d'indemniser.

Les dépenses de personnel et de matériel résultant du fonctionnement de la Commission dont il s'agit à l'article 4 de la loi du 19 août 1893 précitée seront couvertes par les ressources ordinaires du Trésor. Un crédit sera inscrit à cet effet en temps opportun au Budget du Ministère des Finances.

geven aan de Kamers over het gebruik van het bijzonder fonds ingesteld bij dit artikel.

Aart. 6.

De eigenaar van vaste goederen welke zullen belast worden met krijgsdienstbaarheden tengevolge der oprichting van de verdedigingswerken voorzien in artikel 1 en 2 zullen vergoed worden volgens artikels 1 en 2 der wet van 19^e Augustus 1893, wier artikels 4, 5 en 6 insgelijks toepasselijk worden gemaakt.

Eene volgende wet zal het nominaal kapitaal vaststellen tot wiens beloop M. Minister van Financiën zal gemachtigd zijn rentetitels van 3 % uit te geven om verdeeld te worden tusschen de eigenaars aan wie het zal billijk blijken schadevergoeding te betalen.

De uitgaven voor personeel en materieel benoodigd voor de werking der Commissie waarvan kwestie in artikel 4 van gezegde wet van 19^e Augustus 1893 zullen gedekt worden bij middel der gewone inkomsten van de Staatskas. Een crediet zal daartoe op gevoeglijken tijd in de Begrooting van Financiën en Openbare Werken ingeschreven worden.

QUESTIONS POSÉES PAR LA SECTION CENTRALE
ET RÉPONSES DU GOUVERNEMENT.

TRAVAUX MILITAIRES.

1^{re} Question.

Le projet relatif aux fortifications d'Anvers est-il le résultat d'un changement dans le système défensif de la Belgique? Marque-t-il l'abandon du système de la Meuse? Est-ce une conciliation des deux systèmes d'Anvers et de la Meuse?

Réponse.

Le projet relatif aux fortifications d'Anvers n'est pas le résultat d'un changement dans le système défensif de la Belgique. Il procède d'une double nécessité : compléter la ligne des ouvrages avancés, dont la construction a été entamée en 1878; donner une satisfaction légitime aux intérêts de notre métropole commerciale, tout en sauvegardant ceux de la défense nationale.

D'ailleurs, le système défensif de la Belgique n'a pas changé dans son essence depuis l'édification des forts de la Meuse. A cet égard, le Gouvernement rappelle la déclaration suivante faite au Sénat, le 4 avril 1894, par le lieutenant général Brassine, Ministre de la Guerre :

« En résumé, en fortifiant la Meuse, le Gouvernement n'a, en aucune » façon, voulu blâmer le système de défense adopté en 1859, sous l'empire » de préoccupations politiques toutes différentes de celles d'aujourd'hui. Il a » voulu parer à une situation internationale nouvelle par des moyens qui » s'y trouvent appropriés. La grande œuvre de 1859 n'a donc pas été » désavouée; elle a été seulement modifiée et complétée pour répondre aux » éventualités que nul homme politique n'aurait pu prévoir il y a trente » ans. »

2^e Question.

Quel est le devis des travaux militaires prévus? Ou du moins quelles sont les bases sur lesquelles s'appuient les chiffres du projet?

Réponse.

Le devis des travaux militaires prévus s'élève à 108,000,000 de francs, dont 98,000,000 pour Anvers et 10,000,000 pour Termonde.

Ce devis comprend toutes les dépenses relatives à la construction et à

l'armement des nouveaux ouvrages et au renforcement des ouvrages anciens à conserver.

Il a été dressé de façon à exclure toute demande de crédit supplémentaire.

L'estimation de 98,000,000 de francs pour Anvers comprend notamment :

A. Pour la 1^{re} ligne :

3 forts de 1 ^{er} ordre, coûtant en moyenne 3,067,000 francs environ,	
soit	fr. 9,200,000 »
8 forts de 2 ^e ordre à 2,484,250 francs	19,850,000 »
3 fortins à 1,450,000 francs	4,350,000 »
14 redoutes à environ 350,700 francs	4,910,000 »
2 forts pour la défense du Bas-Escaut à 3,800,000 francs.	7,600,000 »
Transformation des ouvrages existants.	2,650,000 »
Barrage de mines sous-marines à installer dans l'Escaut	
en temps de guerre	1,000,000 »

B. Pour la 2^e ligne :

Nouvelle enceinte.	fr. 11,770,000 »
Transformation des forts existants	3,540,000 »
Amélioration de la défense maritime au coude de Calloo.	1,050,000 »

TOTAL. . . . fr. 65,920,000 »

Les prix indiqués pour les ouvrages comprennent toutes les dépenses accessoires relatives aux coupoles, à l'éclairage, à la ventilation, à l'installation de la force motrice, aux projecteurs destinés à éclairer le terrain extérieur, etc.

L'évaluation de 98,000,000 de francs comprend encore la construction d'habitations pour le personnel qui doit être logé à proximité des ouvrages de fortifications, de hangars pour le matériel et pour les approvisionnements et l'amélioration des routes aux abords des fortifications, soit. . fr. 3,080,000 »

Enfin l'armement et l'approvisionnement en munitions, ainsi que le parc mobile y figurent pour 29,000,000 »

TOTAL. . . . fr. 98,000,000 »

Pour la place de Termonde, l'évaluation de 10,000,000 de francs comprend :

3 forts à 1,888,775 francs en moyenne	fr. 5,666,925 »
1 fort à 2,568,975 francs	2,568,975 »
Armement et munitions.	1,764,000 »

TOTAL. . . . fr. 10,000,000 »

3° Question.

Le chiffre du projet comprend-il toutes les dépenses d'armement, de munitions et de parcs mobiles?

Réponse.

Le chiffre du projet comprend toutes les dépenses d'armement, de munitions et de parcs mobiles.

4° Question.

Quel sera le coût du fort en construction à Wavre-Sainte-Catherine?

Réponse.

La dépense totale pour la construction du fort de Wavre-Sainte-Catherine sera de 3,024,686 francs.

Le coût de l'armement et des munitions est compris dans la somme de 30,764,100 francs demandée actuellement.

5° Question.

Quels sont les effectifs nécessaires pour la défense des fortifications d'Anvers dans leur état actuel et quels seront-ils après l'achèvement des travaux militaires projetés?

6° Question.

Ayant constaté que les assurances données officiellement au sujet des effectifs nécessaires aux forts de la Meuse ont été démenties, en fait, la Section centrale demande si le Ministre de la Guerre a pris sur ce point important l'avis des autorités compétentes. Quelles sont ces autorités? Peut-il nous faire connaître leur avis?

Réponse aux 5° et 6° questions.

On conçoit que le Gouvernement, comme tous les gouvernements d'ailleurs, se tienne sur une extrême réserve quant aux effectifs des garnisons des forteresses, à leur armement et aux détails des ouvrages. Cependant, il n'hésite pas à déclarer que :

La place d'Anvers, après l'achèvement des travaux militaires proposés, exigera pour sa défense des effectifs notablement inférieurs à ceux qui seraient nécessaires actuellement. Il existe, en effet, sur la ligne avancée d'Anvers, quatre trouées dépourvues d'ouvrages permanents et qui devraient être occupées par des troupes nombreuses.

Le Gouvernement rappelle que la Commission chargée en 1900 de l'étude de la situation militaire du pays a été consultée sur la question des effectifs

et sur celle des forteresses. La Sous-Commission militaire, formée au sein de cette Commission, après avoir admis dans son principe le projet du lieutenant général Liénart, analogue dans ses grandes lignes au projet actuel, a assigné à l'armée une force numérique totale que la loi de 1902 a permis d'atteindre. L'action de nos troupes de campagne est assurée. Il résulte, d'autre part, des rapports fournis par les autorités et les collèges compétents, notamment le Comité d'études de la position d'Anvers et le Comité supérieur des forteresses, que nos effectifs suffisent à assurer la défense de toutes nos forteresses.

7° Question.

Est-il vrai que la zone d'inondation sera moins grande qu'actuellement et que, par suite, une troisième ligne de forts devra être construite ultérieurement?

Réponse.

Les zones d'inondation actuelles seront évidemment réduites de toutes leurs parties englobées dans la nouvelle enceinte.

Le projet permet en outre d'autres réductions d'inondations.

Une troisième ligne de forts ne devra en aucun cas être construite ultérieurement.

8° Question.

Quel est le rôle des ouvrages projetés autour de Termonde? Comportent-ils une extension ultérieure, et laquelle?

Réponse.

Les ouvrages projetés autour de Termonde ne comportent aucune extension ultérieure.

Termonde, ainsi que le dit l'Exposé des motifs, doit être considérée en quelque sorte comme une annexe d'Anvers, destinée à augmenter les difficultés de l'investissement du camp retranché.

Les forts de Termonde garantiront en outre la possession des passages importants sur l'Escaut et serviront éventuellement d'appui aux opérations de l'armée de campagne et des troupes mobiles de la position d'Anvers.

9° Question.

Les effectifs de notre artillerie actuelle suffiront-elle pour desservir les ouvrages proposés?

Réponse.

Les effectifs actuels de l'artillerie de forteresse suffiront pour la défense de toutes nos positions fortifiées.

10^e Question.

Quels sont le caractère et le rôle de l'enceinte de sûreté ?

Réponse.

L'enceinte forme la deuxième ligne de défense.

Elle permettra de pousser à fond la résistance sur la première ligne et d'empêcher les troupes ennemies, qui auraient passé dans les intervalles des forts avancés, de pénétrer jusqu'au cœur de la place, au risque d'affoler la population et de paralyser la défense. Pour remplir ce rôle, il suffit que l'enceinte soit à l'abri d'une attaque de vive force, c'est-à-dire qu'on ne puisse s'en emparer par un coup de vigueur : c'est la caractéristique de l'*enceinte de sûreté*.

Le système que réalise le projet est simple et aussi économique que possible, tout en répondant entièrement aux conditions requises.

11^e Question.

L'Exposé des motifs dit qu'il faut améliorer les trois forts et la digue défensive situés en deuxième ligne sur la rive gauche. En quoi consistera cette amélioration ?

Réponse.

Les trois forts dont il s'agit sont ceux de Cruybeke, de Zwyndrecht et de Sainte-Marie.

Les améliorations à exécuter aux forts de Cruybeke et de Zwyndrecht consistent dans le renforcement des voûtes des caponnières, des abris du front de tête et des magasins à poudre.

Au fort Sainte-Marie, les transformations concernent les terrassements, les locaux à renforcer, l'entrée du fort à déplacer, l'enlèvement de la batterie cuirassée, etc.

Quant à la digue défensive, elle sera maintenue telle quelle, sauf qu'on la prolongera jusqu'au fossé capital du fort Sainte-Marie.

12^e Question.

N'y a-t-il pas lieu de supprimer ou du moins de réduire les servitudes militaires ?

Réponse.

Il est d'importance capitale pour la défense que le terrain autour des ouvrages fortifiés soit débarrassé des couverts qui peuvent gêner ou empêcher l'action de ces ouvrages.

D'autre part, le temps et les bras font défaut pour opérer ces dégagements au moment de la guerre. On ne pourrait donc supprimer les servitudes militaires sans s'exposer à rendre presque inutiles les dépenses faites pour l'établissement des fortifications.

Il n'est pas possible non plus de les réduire, et si des modifications pouvaient y être apportées, ce devrait être dans le sens de l'extension des dispositions actuelles. Les lois qui les régissent en Belgique remontent, en effet, à une époque où la portée des canons était à peine de 600 mètres.

13^e Question.

Le Gouvernement n'est-il pas disposé à considérer comme inexistantes, dès le vote de la loi, les servitudes nées de l'enceinte actuelle d'Anvers et de Termonde?

Réponse.

Tant que les enceintes d'Anvers et de Termonde ne sont pas désaffectées, elles doivent être tenues comme nécessaires à la défense, et il importe de continuer d'en assurer l'action sur le terrain des attaques.

Mais ensuite du vote de la loi, le Département de la Guerre pourra examiner la possibilité d'apporter aux servitudes, en ce qui concerne ces enceintes, tous les tempéraments compatibles avec l'intérêt indispensable de la défense.

14^e Question.

Le Gouvernement estime-t-il que les lois actuelles sur les servitudes militaires (lois des 28 mars 1870 et 2 avril 1873) sont applicables aux fortifications nouvelles?

Réponse.

La loi du 28 mars 1870 a atténué le poids et l'étendue des servitudes militaires; elle est générale et s'appliquera aux fortifications nouvelles.

La loi du 2 avril 1873 a, en premier lieu, alloué, par mesure d'équité, des indemnités aux propriétaires d'immeubles grevés à cette époque de servitudes militaires; elle n'a rien préjugé quant aux servitudes qui résulteraient de l'exécution de nouveaux travaux de fortification.

Une loi du 19 août 1893 a étendu le paiement des indemnités aux servitudes créées depuis le 2 avril 1873, par suite de la construction des forts de la Meuse et de l'extension du camp retranché d'Anvers; elle ne statue non plus que pour le présent et ne saurait être invoquée par les propriétaires des immeubles qui se trouveront dans les zones asservies des travaux militaires actuellement projetés.

Le Gouvernement aurait pu se borner, comme il l'a fait en 1887, lors du vote du premier crédit pour la construction des forts de la Meuse, à prendre l'engagement, en cours de discussion, de déposer plus tard un projet de loi rendant applicables au cas actuel les dispositions adoptées antérieurement quant aux indemnités.

Mais il préfère régler la question dès maintenant et propose, dans ce but, d'ajouter au projet de loi un article ainsi conçu :

« ARTICLE 6. — Les propriétaires d'immeubles qui seront grevés de servitudes militaires, par suite de l'établissement des ouvrages de défense visés

» aux articles 1 et 2, seront indemnisés conformément aux dispositions des
» articles 1 et 2 de la loi du 19 août 1893 dont les articles 4, 5 et 6 sont
» également rendus applicables.

» Une loi ultérieure fixera le montant du capital nominal à concurrence
» duquel le Ministre des Finances sera autorisé à créer des titres de rente 3 %
» à répartir entre les propriétaires qu'il sera reconnu équitable d'indem-
» niser.

» Les dépenses de personnel et de matériel résultant du fonctionnement
» de la Commission dont il s'agit à l'article 4 de la loi du 19 août 1893 pré-
» citée seront couvertes par les ressources ordinaires du Trésor. Un crédit
» sera inscrit à cet effet en temps opportun au Budget du ministère des
» Finances.

15^e Question.

Toutes les issues nécessaires ou d'utilité publique sont-elles prévues dans l'enceinte de sûreté?

Les intervalles entre les issues ne sont-ils pas excessifs?

Les issues que rendrait nécessaires le développement de la nouvelle banlieue *intra muros*, seront-elles pratiquées?

Réponse.

Toutes les issues qui ont paru nécessaires en vue de l'utilité publique ont été prévues dans l'enceinte de sûreté et, dans aucune partie de celle-ci, les intervalles de ces issues ne sont excessifs.

On a prévu de plus la construction de trois ou de quatre portes à des emplacements indéterminés; pour tenir compte des légitimes demandes de l'administration civile, l'emplacement de ces portes devait être concerté avec l'autorité militaire.

La circulation à travers les remparts sera facilitée par le tracé en ligne droite des passages et par leur largeur. De plus, il y aura, à l'intérieur, le long du rempart, une voie publique de communication.

A l'extérieur, on ménagera le long du fossé tous les chemins d'exploitation nécessaires.

16^e Question.

Est-il vrai que le plan de l'enceinte prévoit des portes monumentales et coûteuses?

Combien et lesquelles?

Réponse.

Le plan de l'enceinte ne prévoit aucune porte monumentale ni coûteuse. Toutes les portes de l'enceinte seront construites comme les entrées des forts, avec grande simplicité, de façon à réduire la dépense à ce qui est strictement nécessaire.

Il en est du reste de même pour toutes les parties des ouvrages.

17^e Question.

Est-il vrai qu'un inspecteur du génie a fait récemment déclasser sur l'Escaut, en aval, deux forts qu'aujourd'hui le projet propose de rétablir?

Réponse.

Les forts du Bas-Escaut qui ont été déclassés en 1894 sont les anciens forts Lillo et Liefkenshoek, construits respectivement en 1573 et en 1584; ils ont été déclassés par arrêté royal.

Le projet ne comporte nullement la reconstruction de ces ouvrages : les deux nouveaux forts projetés pour la défense du Bas-Escaut doivent être établis beaucoup plus en aval.

Ce sont les deux seuls ouvrages dont l'emplacement indiqué au plan communiqué à la Section centrale n'est pas définitif; leur emplacement exact dépendra des modifications apportées au fleuve dans cette région.

TRAVAUX MARITIMES.

18^e Question.

L'expropriation décrétée à l'article 1^{er} du projet, surtout mise en rapport avec l'expropriation décrétée par la loi du 10 mai 1900, constituant un fait exceptionnel qui n'a pu être envisagé par la législation existante, le Gouvernement ne croit-il pas devoir insérer dans le projet une disposition accordant une indemnité équitable aux personnes lésées par le projet et non protégées par la loi actuelle sur les expropriations?

Réponse.

Le Gouvernement ne méconnaît point l'expropriation d'une zone d'immeubles aussi considérable que celle dont il s'agit à l'article 1^{er} du projet de loi, s'ajoutant à l'expropriation déjà autorisée par l'article 8 de la loi du 10 mai 1900, soit à considérer comme un fait sans précédent et qui ne se représentera pas, d'autant plus qu'il entraînera la disparition d'une commune et le déplacement de l'agglomération d'une autre commune et, parlant, l'exode des habitants qui ne pourront se réinstaller qu'à une grande distance.

Comme il l'a fait, en règle, pour les biens acquis en vertu de l'article 8 de la loi du 10 mai 1900, l'État se proposait de maintenir aussi longtemps que possible dans leur jouissance les locataires qui n'ont pas droit à des indemnités; il aurait ainsi tâché d'atténuer le préjudice que subiraient ces locataires.

Mais le Gouvernement n'avait pas cru pouvoir prendre l'initiative d'une mesure d'exception en leur faveur; toutefois, il déclare ne pas s'y opposer, si la Section centrale estime que les circonstances sont tellement exception-

nelles qu'il importe de déroger, dans l'espèce, aux principes établis par la doctrine et la jurisprudence.

Dans cet ordre d'idées, on pourrait ajouter à l'article 1^{er} du projet de loi une disposition ainsi conçue :

« Le Gouvernement est autorisé à dédommager, à concurrence d'une »
» somme maximum de 250,000 francs, ceux des locataires des biens visés au »
» premier alinéa du présent article qui n'ont pas droit à des indemnités et »
» dont la jouissance ne pourrait être maintenue pendant une durée suffisam- »
» ment longue. »

19^e Question.

La Flandre orientale sera-t-elle lésée par suite des travaux projetés à Anvers?

Réponse.

La Flandre orientale n'a jamais pu tirer parti du tronçon de l'Escaut à convertir en bassin. Ce fait s'explique par la difficulté d'accès de la rive d'un fleuve à marée et à courants rapides, bordé de schorres et de digues poldériennes de grande hauteur, ainsi que par l'élévation de la dépense d'établissement de quais de déchargement bordant le fleuve.

La création d'un immense bassin à niveau constant (bassin à flot) dotera le pays de Waes d'un port appelé à lui rendre les plus grands services. Tandis que les navires de mer entreront dans ce bassin par l'écluse maritime d'aval à établir à Liefkenshoek, les bateaux d'intérieur pourront y accéder par un embranchement du canal à construire de Saint-Gilles vers l'Escaut à Burght.

Les rives du bassin pourront être desservies par des voies ferrées reliées au railway du pays de Waes.

Les installations précitées sont figurées au croquis ci-annexé.

Cet ensemble n'aura pas son équivalent dans le pays au point de vue des facilités offertes à l'industrie et au commerce.

Les travaux destinés à la mise en valeur du bassin (écluse maritime, chenal d'accès et canal de jonction) sont compris pour une somme de douze millions dans l'évaluation totale mentionnée dans l'Exposé des motifs.

20^e Question.

Quel est le devis des travaux maritimes prévus au projet, ou du moins sur quelles bases d'évaluation s'appuient les chiffres indiqués à l'Exposé des motifs pour les déblais, les murs de quais, les hangars, l'outillage et les voies ferrées?

Réponse.

Les chiffres indiqués à l'Exposé des motifs pour le coût des terrassements et des murs de quai reposent sur les résultats d'adjudications récentes.

Les prix unitaires adoptés sont : pour les terrassements fr. 0.50 au mètre

cube, pour les murs de quai à l'Escaut et au bassin-canal, respectivement 5,000 et 2,000 francs le mètre courant (1).

En ce qui concerne les hangars, l'outillage et les voies ferrées, leur estimation ne figure pas au dit exposé; ces accessoires des quais ne seront établis qu'à mesure des besoins et ne constitueront dès lors que des dépenses essentiellement productives.

21^e Question.

Le contrat Bates est-il toujours en vigueur?

Réponse.

L'État n'est lié ni envers M. Bates ni envers aucun autre entrepreneur.

22^e Question.

L'extension du port d'Anvers proposée au projet correspond-elle au développement *normal* susceptible d'être atteint d'ici vingt ou trente ans?

Réponse.

La courbe progressive du mouvement à l'entrée du port d'Anvers, établie pour la période de 1883 à 1904 et prolongée suivant une allure régulière jusque 1914, montre que le tonnage passe de 9,347,000 tonnes en 1904 à 22,820,000 en 1914.

D'après cela, le mouvement serait donc plus que doublé en dix ans; or, en se basant sur l'énorme et rapide extension du trafic du port d'Anvers et sur l'allure constatée dans les ports concurrents, on est en droit de s'attendre à une progression plus accentuée encore que celle indiquée sur le diagramme ci-annexé, pour autant que l'emplacement ne fasse pas défaut.

Le tableau inséré à la page 15 de l'Exposé des motifs montre qu'Anvers possède actuellement 16 1/2 kilomètres à peu près de quais d'accostage pour navires de mer, et qu'après l'achèvement des bassins intercalaires, le développement de ces quais atteindra 19 kilomètres environ.

Les nouveaux quais de l'Escaut et le quai ouest du bassin-canal (les darses de la rive est non comprises) auront un développement d'environ 15 kilomètres (8,600 mètres + 6,200 mètres).

Ces indications montrent que l'extension projetée n'est nullement exagérée au regard du développement normal du futur port.

23^e Question.

Quelle sera la destination de l'île qui subsisterait entre l'Escaut actuel et la Grande Coupure? La région est sous le coup de la loi d'expropriation et

(1) Les quais des bassins intercalaires en construction offriront un mouillage de 9 à 10 mètres et coûtent 1,200 francs le mètre courant.

une partie en est déjà acquise par l'État. Les vues du Gouvernement se sont-elles modifiées à l'égard de ces terrains et quelles sont-elles?

Réponse.

Les vues du Gouvernement ne se sont aucunement modifiées en ce qui concerne l'île ou plutôt la presqu'île limitée par les deux lits de l'Escaut.

La région avoisinant les rives sera raccordée au chemin de fer du Pays de Waes et pourra être affectée à des installations industrielles et commerciales.

Les parties destinées à la création de nouveaux quartiers seront exhaussées de manière à assurer la salubrité de ces quartiers.

24° Question.

Les modifications à apporter au cours de l'Escaut nécessitent des travaux de protection spéciaux pour les propriétés riveraines. N'y a-t-il pas lieu d'inscrire dans la loi le principe de l'obligation pour l'État de faire ces travaux à ses frais et de prévoir les ressources à cet effet?

Réponse.

Ainsi que le constate l'Exposé des motifs, c'est à l'État qu'incomberont éventuellement les travaux nécessaires à la protection des propriétés riveraines de l'Escaut en vue de les soustraire aux conséquences des modifications à apporter au cours du fleuve.

Le Gouvernement ne voit aucun inconvénient à l'inscription dans la loi du principe de l'obligation pour l'État d'exécuter ces travaux à ses frais sur les crédits alloués pour l'amélioration de l'Escaut.

Il n'est pas inutile d'ajouter que toute modification qui se produirait dans l'amplitude de la marée profiterait soit à l'irrigation, soit à l'assèchement des terres riveraines.

25° Question.

Quel est exactement le périmètre des expropriations dont parle l'article 1^{er} du projet?

Réponse.

Ci-joint un exemplaire de chacun des plans et des tableaux d'emprises visés par l'article 1^{er}. Les plans présentent, dans leur ensemble, le périmètre des expropriations.

(13 plans et 10 tableaux.)

26° Question.

Quels sont les travaux dont la ville d'Anvers devra assumer la charge?

Réponse.

Les travaux dont l'exécution incombe à la ville d'Anvers sont :

1° Les cales sèches;

d

2° Les darses;

3° La superstructure et l'outillage de tous les quais.

La ville aura, en outre, à rembourser successivement, comme il est expliqué à la page 18 de l'Exposé des motifs, le coût du bassin-canal et, sous déduction du subside admis en principe, de ses écluses et de leur chenal d'accès.

27° Question.

Pour les dépenses qui incombent normalement à la ville d'Anvers, notamment pour les écluses, quelles seront les limites de l'intervention de l'État dont parle l'Exposé des motifs? Sur quelles bases le Gouvernement se propose-t-il de traiter avec la ville? A quelle solution le Gouvernement se résoudra-t-il si l'accord ne peut s'établir?

Réponse.

L'intervention de l'État dans les dépenses qui incombent normalement à la ville d'Anvers a été promise exclusivement en ce qui concerne les écluses et leur chenal d'accès.

Cette intervention constitue un acte purement gracieux de la part du Gouvernement; son quantum sera fixé au moment opportun et dépendra des circonstances de fait qui se présenteront alors.

Si, contrairement à toute vraisemblance, l'accord avec la ville ne pouvait s'établir sur les travaux et dépenses incombant à celle-ci, le Gouvernement aviserait soit à exploiter lui-même les nouvelles installations, à l'instar de ce qui a été décidé pour les installations nouvelles de l'avant-port d'Ostende, soit à confier cette exploitation à un organisme spécial, ainsi que la chose se pratique en Angleterre et à Gênes.

28° Question.

Quels sont les avantages de la Grande Coupure? Y a-t-il lieu de craindre qu'à côté du canal-bassin projeté, la Grande Coupure et la dépense de 80 millions qu'elle entraînera ne soient inutiles?

Réponse.

Les avantages de la Grande Coupure sont :

1° Facilité d'accès de la rade actuelle d'Anvers, grâce à la disparition des trois coudes du fleuve;

2° Évacuation facile des glaces;

3° Extension considérable, dans des conditions relativement économiques, des quais d'accostage direct.

Le prix de revient du kilomètre de nouveaux quais, à large terre-plein et à fort mouillage, sera à peine de 10 millions, y compris les emprises et le creusement du nouveau lit du fleuve ainsi que les travaux corrélatifs en

amont. On se rappelle de quels applaudissements a été saluée la construction des 3,500 mètres de quais exécutés en vertu de la loi du 17 avril 1874; or, malgré la faible largeur des terre-pleins de ceux-ci — aujourd'hui reconnue insuffisante — et le mouillage relativement réduit existant au pied des murs, la dépense kilométrique moyenne s'est élevée à 20 millions.

Les renseignements fournis en réponse à la 6^e question démontrent, d'ailleurs, la nécessité des nouveaux quais de l'Escaut; enfin, les produits du creusement du nouveau lit du fleuve sont indispensables à l'exhaussement et à la mise en valeur des terrains situés à l'est des nouvelles installations projetées.

29^e Question.

Quelles sont les autorités techniques qui ont recommandé le projet maritime? Est-il le résultat du travail d'une commission? Des ingénieurs étrangers ont-ils été consultés?

Réponse.

Du point de vue technique, le projet soumis à la Législature constitue le développement et la mise au point de celui qui avait été soumis en 1898, tant à des spécialistes étrangers qu'au Comité consultatif des ponts et chaussées, et auquel celui-ci s'était rallié. Le nouveau projet tient compte de certaines critiques soulevées au sujet de son devancier, et le Comité susdit est unanime à reconnaître les progrès qu'il réalise.

30^e Question.

Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas fixé pour Termonde, par des conventions civiles, les délais après lesquels le démantèlement pourrait être civilement exigé?

Réponse.

Le projet donne à la ville de Termonde toute garantie quant au démantèlement. L'article 3, alinéa 2, place la ville de Termonde dans les mêmes conditions que celle d'Anvers au point de vue de la convention à conclure au sujet des terrains de l'enceinte.

31^e Question.

Ayant pris connaissance de la réponse faite à la 19^e question, la Section centrale fait observer que l'appropriation de la rive gauche ne se conçoit pas sans l'exhaussement du niveau, l'assainissement, l'aménagement de toute la région dans des vues d'ensemble. Notamment le niveau de tout le polder de Borgerweert devrait être relevé, et des communications commodas et rapides établies avec Anvers. Quelles sont à cet égard les intentions du Gouvernement?

Réponse.

Le Gouvernement a acquis déjà une étendue notable du polder de Borgerweert; il est disposé à faire de ce côté ce qu'il se propose de faire sur d'autres points, c'est-à-dire exproprier la totalité du polder en question et en effectuer l'aménagement dans des vues d'ensemble, ce qui comporte notamment l'exhaussement du sol, l'assainissement et l'établissement de communications faciles avec Anvers.

Questions supplémentaires.**Question.**

Qu'est-il advenu du fonds spécial, existant au Ministère de la Guerre, alimenté par le prix des ventes des terrains militaires désaffectés et destiné à l'achèvement des fortifications d'Anvers.

Réponse.

Ce fonds spécial n'a jamais existé au Ministère de la Guerre.

La Section centrale fait, sans doute, allusion à la loi du 1^{er} juin 1874.

Cette loi parle, il est vrai, de fonds spécial, mais elle stipule que le produit de la vente des immeubles devenus disponibles par suite de la suppression des places fortes, notamment de celles de Charleroi, Ostende, Menin, Namur, Mons, Tournai et Nieuport, sera rattaché au Budget des Voies et Moyens sous un chapitre intitulé « Ressources spéciales et extraordinaires ».

D'autre part, la loi ouvrait au Ministère des Finances un premier crédit spécial pour faire face aux dépenses relatives à la mise en valeur desdits immeubles, en ajoutant que ce crédit sera couvert au moyen du produit de l'aliénation.

Il ne s'agissait donc pas d'un fonds spécial rentrant dans les termes de l'article 24 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, puisque les recettes étaient rattachées au Budget des Voies et Moyens et que des crédits devaient être votés pour liquider les dépenses.

Le loi ne réglait pas l'emploi du boni.

Mais, à diverses reprises, il avait été implicitement admis par les Chambres que les ressources à provenir de l'aliénation du domaine militaire soit des places démantelées, soit d'autres places, pourraient être affectées, *en vertu des lois spéciales*, aux travaux de la défense nationale.

La loi du 1^{er} juin 1874 a été suivie d'un arrêté royal d'exécution du 19 juin 1876 qui en détermine nettement la portée. Il est ainsi conçu :

« ARTICLE UNIQUE. — Le Ministre des Finances fera ouvrir un *compte spécial* du produit de la vente des immeubles et terrains militaires.

» Ce compte sera crédité des recettes qui sont déjà réalisées et de celles
» qui le seront ultérieurement; il sera débité des dépenses qui sont ou seront
» autorisées par la Législature, tant pour la mise en valeur des terrains que
» pour l'exécution des travaux qui seront décrétés à l'avenir et imputables
» sur ces recettes.

» Le solde actif disponible sera reporté d'année en année; il sera maintenu
» dans les comptes avec la même distinction jusqu'à ce qu'il soit absorbé. »

Les recettes provenant de l'aliénation des places fortes déclassées ont d'abord figuré au Budget des Voies et Moyens; elles sont portées au Budget extraordinaire depuis la création de celui-ci (1884). Quant aux dépenses nécessaires pour la mise en valeur des anciens terrains militaires, elles ont été liquidées sur des crédits votés par les Chambres et qui ont été inscrits au Budget du Ministère des Finances jusqu'en 1884, au Budget extraordinaire depuis cette époque.

Le coût des nouveaux ouvrages de défense, y compris ceux concernant Anvers, a toujours été imputé sur des crédits accordés par la Législature au Département de la Guerre.

Jusqu'au 31 décembre 1884, le produit net de la vente des terrains des anciennes places fortes a dépassé les dépenses de nouvelles fortifications; mais, depuis 1885, ces dépenses ont définitivement excédé les recettes par suite de l'établissement des forts de la Meuse.

En conclusion, depuis trente et un ans qu'est intervenue la loi du 1^{er} juin 1874, son exécution n'a comporté que la formation d'un compte spécial de relevés annuels, et non l'existence d'un fonds spécial dans lequel le Gouvernement aurait pu puiser des ressources sans le concours de la Législature.

Question.

N'existe-t-il pas au Ministère de la Guerre d'autres fonds spéciaux, notamment la caisse de remplacement?

Réponse.

Il existe au Département de la Guerre :

1^o Un fonds spécial et temporaire de 20 millions, institué par la loi du 9 août 1897, pour la construction, l'amélioration et l'ameublement des casernes, des hôpitaux militaires, etc. . . . Au 1^{er} janvier 1905, il restait disponible une somme de fr. 15,404.96; au 31 décembre prochain, le fonds sera complètement épuisé;

2^o Un fonds pour l'encouragement du service militaire, mis à la disposition du Gouvernement par l'ancienne société pour l'encouragement du service militaire (jugement du Tribunal de première instance de Bruxelles, du 8 juin 1861, confirmé par arrêt de la Cour d'appel du 8 août 1863).

Ce fonds figure au Budget pour ordre; il possède actuellement un capital de 400,000 francs en titres de rentes belges. Les arrérages servent à accorder des secours à des militaires réformés ou pensionnés ;

3° Le fonds spécial des volontaires de réserve, institué par arrêté royal du 10 octobre 1904. Il est formé de prélèvements opérés sur le crédit ouvert pour la rémunération en matière de milice. Le fonds possède actuellement, outre une encaisse de fr. 20.10, un capital de 35,000 francs en titres de rentes belges;

4° Une caisse de remplacement instituée en vertu de la loi du 3 juin 1870.

Cette caisse est alimentée par les ressources ci-après :

a) Intérêts de capital placé en rentes sur l'État, savoir :

En 2 1/2 %	fr. 2,311,000 »
En 3 %	fr. 32,308,500 »

b) Versements effectués par les miliciens qui désirent se faire remplacer par les soins du Département de la Guerre.

Les dépenses sont les suivantes :

1° Pensions viagères de 200 francs allouées, en vertu des arrêtés royaux des 3 septembre 1848 et 10 novembre 1870, aux militaires rengagés. (La caisse de remplacement a été substituée, à partir du 1^{er} juillet 1871, à la caisse spéciale de retraite pour les militaires rengagés par le Département de la Guerre, laquelle assumait la charge de ces pensions);

2° Rémunération de 1,500 à 1,700 francs payable par acomptes successifs aux volontaires avec prime; indemnités aux agents recruteurs;

3° Remboursement du versement de 200 francs aux miliciens qui n'ont pas été appelés à faire partie du contingent;

4° Suppléance des volontaires avec prime qui viennent à désertir ou à être renvoyés pour inconduite;

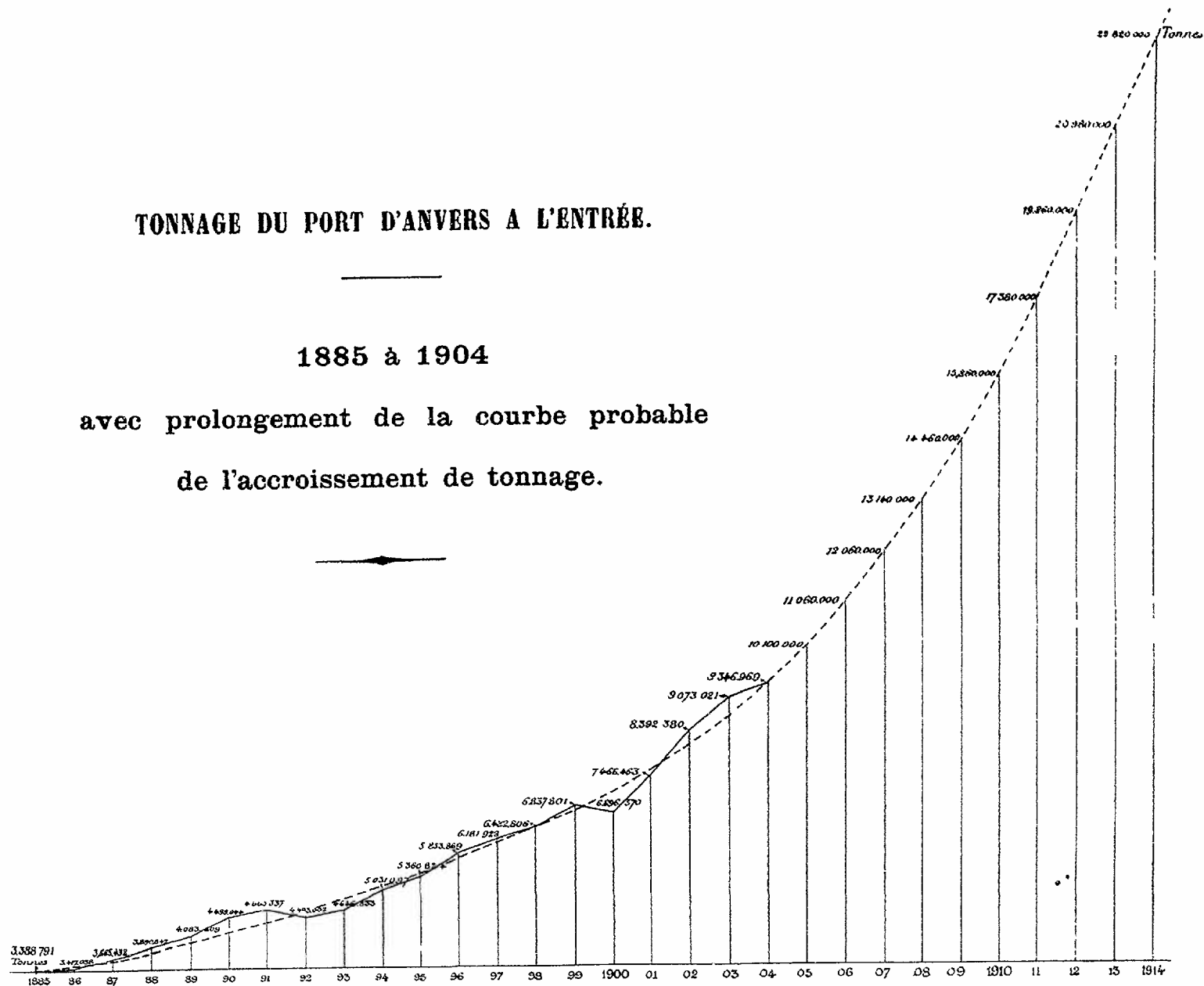
5° Indemnités aux officiers de milice; remises aux receveurs de l'enregistrement et frais d'administration de la caisse (frais de justice, personnel et matériel).

Outre les dépenses courantes énumérées ci-dessus, la caisse doit trouver dans son capital placé en rentes sur l'État les ressources nécessaires à l'effet de pourvoir, en cas de mise de l'armée sur le pied de guerre, aux dépenses à résulter du remplacement des volontaires avec prime qui ne répondraient pas au rappel sous les armes.

TONNAGE DU PORT D'ANVERS A L'ENTRÉE.

1885 à 1904

avec prolongement de la courbe probable
de l'accroissement de tonnage.



(XVIII)

NOTE DE M. BEERNAERT.

Dans les conditions où ce très grave projet de loi est présenté et avec les éléments d'appréciation qui nous sont fournis, il m'est impossible d'émettre un vote approbatif.

Ce n'est pas, assurément, que j'aie à faire aux vues du Gouvernement quelque objection de principe. J'ai toujours été et suis d'avis : d'une part, que rien n'est plus important pour la Belgique que de développer son commerce maritime et spécialement le port d'Anvers; d'autre part, que la neutralité de la Belgique doit pouvoir être défendue et que nous devons, à cet effet, nous imposer les sacrifices nécessaires.

Mais je n'ai pas ma conviction formée quant à l'élément principal des travaux maritimes projetés, et l'effort nouveau que l'on nous demande pour la défense d'Anvers me paraît excessif.

I. — Le développement du commerce d'Anvers a été si rapide que les grands travaux commencés en 1874 et poursuivis depuis lors sont insuffisants. Il faut donc créer de nouveaux quais et de nouveaux bassins, avec leurs accessoires indispensables, et j'approuve absolument l'établissement d'un canal destiné à desservir toutes les installations du port et des darses qui le complèteraient. Je voudrais même ce canal plus large et muni d'évitages plus amples que ce qu'indique le plan. Peut-être aussi pourrait-il déboucher un peu plus au nord et être doté d'une sorte d'avant-port. Et l'occasion semblerait bien favorable pour doter Anvers d'une zone franche de douanes.

Mais je n'ai nullement les apaisements nécessaires quant à « la Grande Coupure ». Depuis plus d'un quart de siècle, il y a eu à ce sujet les plus graves divergences, tant au sein de l'administration des Ponts et Chaussées que parmi les ingénieurs étrangers. Il est des spécialistes qui tiennent le grand travail projeté comme dangereux pour le maintien du fleuve, et la Section centrale, appelée à décider ces questions d'une inexprimable gravité, ne connaît ni les objections ni les réponses qui y ont été faites. Il est vrai qu'une absence, commandée par l'intérêt public, ne m'a pas permis d'entendre les explications de MM. les Ministres des Finances et de la Guerre, mais les réponses écrites qui en reproduisent la substance semblent tout à fait insuffisantes.

D'autre part, un crédit de 100,000 francs avait été mis à la disposition du Gouvernement par le Parlement pour des expériences jugées utiles, et la ville d'Anvers était disposée à y ajouter 50,000 francs. Ces expériences n'ont pas été faites et nous ignorons pour quel motif.

Il semble que provisoirement on pourrait réduire le travail à l'exécution du canal et de ses compléments. La Grande Coupure a pour but d'améliorer

le cours de l'Escaut, incontestablement défectueux entre Kruysshans et Anvers, et de doter le port de nouveaux quais en eau profonde. Or, sur l'une de ses rives, le nouveau canal serait bordé de 8 kilomètres de quais, et tous les navires en destination d'Anvers pourraient en prenant cette route, éviter les sinuosités du fleuve.

Dans ces conditions, il serait pourvu pour des années aux besoins du port; l'avenir, d'ailleurs assuré par les expropriations déjà faites, serait complètement réservé et l'on pourrait étudier à loisir les modifications que peut comporter le cours de l'Escaut.

II. — La création du canal et des nouvelles darses entraînerait des travaux militaires auxquels il y aurait évidemment lieu de pourvoir, et puisque, malgré sa date relativement récente, l'enceinte d'Anvers paraît devoir être élargie, il faudrait des sécurités militaires équivalentes.

Mais le nouveau dispositif proposé n'est-il pas excessif? Et correspond-il aux ressources dont le pays pourrait disposer pour le défendre?

Ce sont là de très graves questions au sujet desquelles la Section centrale ne me paraît pas non plus suffisamment éclairée.

Il est à remarquer que jamais le Parlement n'a été saisi de propositions d'ensemble relatives à une ligne de forts à grande distance. Elle ne fut pas réclamée alors qu'Anvers devait concentrer toutes nos ressources défensives. Après les événements de 1870, le général Guillaume, Ministre de la Guerre, estima, l'un des premiers, que désormais l'effort du pays devait se porter avant tout sur la Meuse, et lors des débats approfondis auxquels donna lieu le projet des têtes de pont de Namur et Liège, le général Pontus émit le même avis. L'importance de la position d'Anvers semblait ainsi diminuée, et c'est assurément ce qui détermina mon ancien collègue de la Guerre à répondre à une question posée par la Section centrale, que « pour compléter la défense éloignée d'Anvers, il ne restait plus à construire que quelques redoutes et batteries et à achever les forts de Schooten et de la Perle ». Encore la dépense de ces travaux devait, disait-il, être couverte par le produit de la réalisation des terrains militaires des places déclassées.

A la Commission de 1901, la question fut longuement débattue, mais ceux des membres civils qui ne jugèrent pas devoir abandonner leur mandat se sont abstenus, et il y eut de graves divergences entre militaires.

Ceux-ci ont-ils été de nouveau réunis? Ont-ils délibéré? Sont-ils arrivés à l'accord et sur tous les points? Nous ne savons.

Mais non seulement la ligne avancée est reportée plus loin encore qu'il n'avait été proposé jusqu'ici, mais voici que le fort d'Hoboken devrait être démoli, comme bientôt aussi sans doute celui de Rupelmonde, et l'on demande un crédit important pour la place de Termonde, à laquelle il semble que la Commission de 1901 n'attachait pas d'importance.

Il résulterait de tout cela une place de guerre d'un développement sans précédent et qui exigerait des ressources défensives qui semblent hors de proportions avec nos forces.

Il convient, d'autre part, de se préoccuper de la dépense. Si prospère que soit l'état du pays, on ne peut oublier qu'il se trouve en ce moment devant

un gigantesque ensemble de travaux amorcés ou annoncés et d'autres crédits encore devront être sollicités, notamment celui nécessité par le renouvellement de notre artillerie de campagne qui doit s'élever à 25 millions environ.

Et soit quant à la dépense, soit quant aux effectifs nécessaires, les indications données sont-elles définitives? Il ne m'est pas possible d'oublier les mécomptes des travaux de la Meuse. Et dès à présent des partisans du projet déclarent qu'il entraînera une augmentation du contingent, notamment pour l'artillerie. A noter encore que quant aux travaux maritimes, le Gouvernement, ne disposant que d'avant-projets, ne peut nous donner que des chiffres approximatifs et que nous ne savons rien de ce que coûteront les subsides à la ville d'Anvers et les travaux dont-il est question sur la rive flamande.

Ces considérations me contraignent à regret à voter contre le projet tel qu'il est présenté.

(XXI)

ANNEXES

ANNEXE I.

Rapport de la Sous-Commission militaire chargée de l'étude de la question des forteresses.

1. — NOTRE SYSTÈME DE DÉFENSE NATIONALE A-T-IL CHANGÉ PAR SUITE DE L'ÉDIFICATION DE LIÈGE ET DE NAMUR?

Depuis 1852, certaines tendances de nos voisins du Sud devaient faire croire à la possibilité d'une action dont le but serait la conquête de notre pays. Le devoir pour nous, la prudence, commandaient de constituer un refuge national où il serait possible de se maintenir jusqu'au moment où de plus puissants que nous, des amis intéressés autant que nous-mêmes à la conservation de la Belgique, viendraient nous aider. D'où le système de la concentration à Anvers.

Les événements de 1870 ont fait naître un autre danger.

Il ne faut pas seulement considérer le cas d'une invasion menaçant notre indépendance, il faut encore, tenant compte de ce qui s'est passé lors de la guerre franco-allemande, considérer celui de la violation de notre neutralité par le passage de belligérants à travers notre territoire.

Cette éventualité a donné lieu à des études qui ont abouti au barrage de la vallée de la Meuse par l'édification des forts de Liège et de Namur, mais le système de la concentration n'a pas été abandonné.

Notre système de défense nationale n'a donc pas changé dans son essence depuis la construction des places de Liège et de Namur, mais des nécessités nouvelles en ont amené l'extension.

2. — ANVERS A-T-IL CONSERVÉ TOUTE L'IMPORTANCE QU'IL AVAIT AUPARAVANT?

De ce que notre système de défense nationale n'a pas changé dans son essence, il s'ensuit qu'Anvers a conservé toute l'importance qu'il avait auparavant.

La déclaration suivante que le général Brassine, Ministre de la Guerre, faisait au Sénat le 4 avril 1894 ne laisse aucun doute à cet égard :

« En résumé, disait-il, en fortifiant la Meuse, le Gouvernement n'a, en

aucune façon, voulu blâmer le système de défense adopté en 1859, sous l'empire de préoccupations politiques toutes différentes de celles d'aujourd'hui. Il a voulu parer à une situation internationale nouvelle par des moyens qui s'y trouvent appropriés. La grande œuvre de 1859 n'a donc pas été désavouée; elle a été seulement modifiée et complétée pour répondre aux éventualités que nul homme politique n'aurait pu prévoir il y a trente ans. »

L'importance d'Anvers n'a pas diminué, car qu'il s'agisse de l'invasion crainte autrefois, ou de la violation de notre territoire par des belligérants, plus particulièrement redoutée aujourd'hui, l'éventualité d'une guerre qui sévirait chez nous n'est pas moins grande actuellement qu'avant les événements de 1870. Quelles qu'en soient les péripéties, Anvers, base d'opérations et de ravitaillement de notre armée de campagne, ne cesserait pas d'être le refuge du Gouvernement, le réduit national dont la chute consacrerait notre défaite et la perte de notre indépendance.

3. — LES FORTIFICATIONS D'ANVERS SATISFONT-ELLES ACTUELLEMENT AUX CONDITIONS VOULUES?

La place d'Anvers comprend trois parties bien distinctes : la partie située sur la rive droite, la partie située sur la rive gauche et le Bas-Escaut.

A. — RIVE DROITE. — Sur la rive droite existent trois lignes de défense successives : la ligne avancée établie à hauteur du Rupel et de la Nèthe, la deuxième ligne appelée communément camp retranché et l'enceinte formant troisième ligne.

a) *Ligne avancée.* — Elle comprend actuellement trois forts et deux redoutes satisfaisant complètement aux exigences de la poliorcétique moderne et défendant efficacement un espace de 20 kilomètres. Un espace de même étendue peut être couvert par des inondations.

Or la ligne avancée a un développement de 72 kilomètres, il reste donc 32 kilomètres sans aucune défense permanente. Il serait d'ailleurs illusoire, vu les progrès de la poliorcétique et la rapidité des opérations des guerres modernes, de compter pour boucher les énormes trouées de la ligne avancée sur l'efficacité d'ouvrages semi-permanents, complétés au dernier moment. Quant à notre armée de campagne, elle serait également impuissante à défendre ces trouées, vu leur étendue hors de toute proportion avec ses effectifs.

Il résulte de l'exposé précédent que l'ennemi serait en mesure d'attaquer directement la deuxième ligne.

b) *Deuxième ligne.* — Les ouvrages de la deuxième ligne datent de 1860 et n'ont subi depuis lors aucune modification importante. Ils sont hors d'état de résister aux projectiles actuels de l'artillerie, un simple bombardement en aurait promptement raison.

c) *Troisième ligne.* — Non seulement l'enceinte est dans les mêmes conditions que la deuxième ligne, mais elle pourrait être détruite, sans change-

ment de position, par les batteries construites contre cette deuxième ligne. Ces batteries pourraient même bombarder la ville jusqu'à 4 kilomètres des remparts, c'est-à-dire jusqu'à l'Escaut.

B. — RIVE GAUCHE. — Sur la rive gauche existent deux lignes : a) *une ligne avancée* qui se réduit actuellement au fort de Rupelmonde; ce fort, dans la pensée de son auteur, devrait être relié au moment de la guerre au fort de Cruybeke par des ouvrages provisoires sur l'efficacité desquels on ne peut compter pour empêcher le bombardement, et b) *une deuxième ligne*, composée des forts de Cruybeke et de Zwyndrecht et de la digue défensive. Le fort de Rupelmonde peut fournir une défense sérieuse; ceux de Cruybeke et de Zwyndrecht ne le peuvent pas; ils sont dans le même état que les forts de deuxième ligne de la rive droite.

Dans l'état actuel des fortifications de la rive gauche, l'ennemi pourrait établir des batteries à la fois contre le fort de Rupelmonde et ceux de Cruybeke et de Zwyndrecht et de ces mêmes batteries bombarder la ville.

C. — BAS-ESCAUT. — Le Bas-Escaut possède deux lignes de défense, l'une située au coude de Calloo, à hauteur du camp retranché, l'autre formée par la coupole qui termine l'enceinte au Nord. Les ouvrages du coude de Calloo (fort Sainte-Marie, fort Saint-Philippe, fort inachevé de La Perle, batterie sous-marine, redoutes d'Oorderen et de Beirendrecht) satisfont très incomplètement dans leur ensemble aux conditions d'une bonne défense, soit à cause de leur constitution, soit à cause de leur armement, soit à cause de leur action insuffisante sur le fleuve.

En résumé, des navires pourraient s'emboîser à hauteur de Liefkenshoek et de là bombarder le port et la ville d'Anvers, sans que les fortifications existantes puissent les en empêcher.

Il ressort à l'évidence des diverses considérations précédentes que ni les fortifications de la rive droite ni celles de la rive gauche, ni, enfin, celles du Bas-Escaut ne satisfont aux conditions voulues pour effectuer à Anvers une défense suffisante.

4. — DESCRIPTION SUCCINCTE DES PROJETS DU LIEUTENANT GÉNÉRAL LIÉNART, DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BRIALMONT ET DU COLONEL VAN BEVER.

1. — *Projet du lieutenant général Liénart.*

A. — RIVE DROITE. — Deux lignes de défense, la première ligne ou ligne principale ou avancée et la deuxième ligne ou enceinte.

a) *Ligne principale.* — Elle est distante de la deuxième ligne d'environ 7 kilomètres du côté nord, de 11 kilomètres du côté sud, où elle s'étend sur la rive gauche du Rupel et de la Nèthe, et de 8 à 11 kilomètres du côté est. Elle comprend le fort de Waelhem, la redoute du Chemin de fer, le fort de Lierre, ouvrages déjà construits, et douze forts nouveaux. Son développement est de 100 kilomètres. Les ouvrages existants de Schooten et de Cappellen sont conservés en deçà de la ligne principale. La ligne principale met à l'abri

du bombardement non seulement la ville, mais aussi le terrain compris dans l'enceinte projetée.

b) *Seconde ligne ou enceinte.* — L'enceinte actuelle est démolie et reportée sur la ligne des anciens forts (forts de deuxième ligne ou du camp retranché de la place actuelle). Du fort n° 8 au fort de Merxem, les forts mis en état de résister aux obus-torpilles serviraient de points d'appui et seraient reliés entre eux par de simples courtines défensives flanquées par des coupoles armées de canons à tir rapide. Au delà du fort de Merxem, la nouvelle enceinte, couverte sur toute son étendue par l'inondation, se composerait d'un certain nombre de fronts semblables aux fronts inondables du corps de place actuel. La nouvelle enceinte serait terminée au Nord et au Sud par une batterie à coupoles destinée à battre l'Escaut; elle aurait un développement total de 28 kilomètres et pourrait soutenir un siège en règle.

Le projet suppose la rectification du fleuve; si l'Escaut conservait son cours actuel, la batterie à coupoles serait placée au Nord sur le fort Saint-Philippe, auquel aboutirait la nouvelle enceinte.

B. — RIVE GAUCHE. — Deux lignes de défense, la première ligne ou ligne avancée ou principale et la deuxième ligne.

a) *Ligne principale.* — Elle est distante de 9 kilomètres de la deuxième ligne et se compose du fort actuel de Rupelmonde et de trois ouvrages nouveaux; elle met à l'abri du bombardement tout ce qui se trouve à l'intérieur de la deuxième ligne.

b) *Seconde ligne.* — Elle comprend les forts actuels de Cruybeke, de Zwyndrecht, de Sainte-Marie et de Saint-Philippe et la digue existante entre Zwyndrecht et Sainte-Marie; celle-ci serait prolongée vers l'Est jusqu'à l'Escaut redressé, où elle se terminerait par un ouvrage à coupoles destiné à battre le fleuve. Si l'Escaut conserve son cours actuel, cet ouvrage serait le fort Sainte-Marie, auquel se terminerait alors la deuxième ligne. Cette seconde ligne n'est pas entièrement continue, elle offre une solution de continuité de 1,600 mètres entre les forts de Cruybeke et de Zwyndrecht.

C. — BAS-ESCAUT. — Deux lignes de défense, la première ligne ou ligne avancée ou principale et la deuxième ligne.

a) *Ligne principale.* — Elle est située à 8 kilomètres de l'enceinte projetée et se compose de deux forts et d'une batterie sous-marine. Elle met la ville à l'abri d'un bombardement par la marine.

b) *Seconde ligne.* — Elle comprend les deux ouvrages à coupoles élevés, l'un à l'extrémité nord de la seconde ligne de la rive droite, l'autre à l'extrémité nord de la seconde ligne de la rive gauche.

II. — *Projet du lieutenant général Brialmont.*

Il suffit pour le caractériser de signaler les différences qu'il présente avec le projet précédent.

A. — RIVE DROITE. — Au Sud et au Sud-Est, la ligne avancée se confond avec celle du projet Liénart, puis s'en éloigne pour se rapprocher de la place

afin d'utiliser les ouvrages existants de Schooten et de Cappellen. La ligne avancée a 97 kilomètres de développement.

L'enceinte actuelle n'est supprimée au Nord que sur 5 fronts seulement qui sont remplacés par 13 fronts semblables (fronts inondables), ce qui donne à la nouvelle enceinte une étendue de 22 kilomètres.

Les forts 1 à 8 et le fort de Merxem sont conservés et renforcés.

La place aurait donc trois lignes de défense au Sud et à l'Est (ligne avancée, ligne des anciens forts et enceinte) et deux au Nord (ligne avancée et enceinte).

B. — RIVE GAUCHE. — Au lieu de continuer, comme dans le projet précédent, la ligne avancée sur la rive gauche, le lieutenant général Brialmont se contente de constituer complètement dès le temps de paix la tête de pont latérale de Basel par la construction d'un ouvrage en avant de cette localité. Cette tête de pont comporterait donc, outre ce nouvel ouvrage, les forts existants de Rupelmonde et de Cruybeke.

Les forts de Zwyndrecht et de Sainte-Marie et la digue défensive seraient conservés; les forts La Perle et Saint-Philippe seraient déclassés.

C. — BAS-ESCAUT. — Comme dans le projet précédent, les défenses du Bas-Escaut comporteraient deux lignes. Au lieu de deux ouvrages à coupoles élevés de part et d'autre du fleuve, la deuxième ligne comporterait une coupole et un cavalier avec traverses bétonnées construits sur la rive droite à quelque distance de l'Escaut et dont l'action serait combinée avec celle de la redoute d'Oorderen.

III. — *Projet du colonel Van Bever.*

A. — RIVE DROITE ET RIVE GAUCHE. — Une seule ligne de défense, composée de batteries espacées de 2,000 mètres et ayant en arrière d'elles, à 500 mètres environ, un rempart d'un faible profil n'ayant d'autre but que celui de masquer les mouvements des troupes. Cette ligne de défense serait établie sur la rive droite de la Nèthe et du Rupel à 2,500 mètres environ de ces rivières; elle comprendrait sur la rive droite vingt ouvrages, dont ceux de Schooten et de Cappellen déjà construits, et, sur la rive gauche, quatre ouvrages, dont le fort de Rupelmonde.

B. — BAS-ESCAUT. — Les défenses du Bas-Escaut consisteraient en un certain nombre de batteries indépendantes échelonnées le long du fleuve.

5. — *URGENCE D'ACHEVER LA LIGNE AVANCÉE.*

L'exposé qui a été fait de la situation actuelle de la place d'Anvers démontre l'urgente nécessité d'achever la ligne avancée, qui est incapable de remplir le rôle qui doit lui incomber dans la défense. Telle qu'elle existe, l'assaillant en choisissant judicieusement ses points d'attaque peut la négliger et, comme par un véritable coup de main, s'établir à bonne portée pour bombarder la ville et la détruire de fond en comble.

La situation est la même sur les deux rives.

Le Gouvernement a d'ailleurs constaté cette situation et l'urgence d'y remédier.

M. Vandenpeereboom, Ministre de la Guerre par intérim, s'exprimait comme suit à la Chambre des Représentants, dans la séance du 14 mai 1897 :

« Les fortifications actuelles ne mettent plus Anvers à l'abri d'un bombardement. »

» Les installations actuelles se trouvent considérablement affaiblies. La ligne avancée d'Anvers devra, si l'on veut assurer la défense de la place, être complétée par la construction de quelques redoutes intermédiaires, afin de combler les intervalles trop grands entre les ouvrages actuels.

» Je pense que l'exécution de ces travaux est absolument nécessaire. »

6. — TRACÉ GÉNÉRAL A ADOPTER.

A. — *Peut-on conserver Cappellen et Schooten?*

Le tracé actuel de la ligne avancée est marqué par le fort de Rupelmonde, le fort de Waelhem, la redoute du Chemin de fer, le fort de Lierre, le fort de Schooten, la redoute de Cappellen et celle de Beirendrecht. Il suit la rive gauche du Rupel et de la Nèthe à une distance qui met la place à l'abri du bombardement, puis se rapproche de celle-ci à une distance telle que ce bombardement devient possible. Le fort de Schooten et la redoute de Cappellen ne couvriraient pas suffisamment les installations maritimes projetées. Il est donc nécessaire d'établir des ouvrages plus au Nord. Cependant il sera avantageux de conserver Schooten et Cappellen, car on pourra ainsi réduire l'importance des nouveaux ouvrages, ce qui constituera une économie notable. Ces ouvrages pourraient d'ailleurs être construits en dernier lieu.

B. — *Dangers du bombardement.*

Il est de toute importance de soustraire la ville d'Anvers et les installations maritimes aux effets du bombardement, qui seraient foudroyants; on ne peut admettre avec le général Brialmont qu'il n'est pas à redouter si la garnison est dévouée et le gouverneur ferme et énergique.

L'assaillant n'hésitera certes jamais à y recourir malgré les ruines qu'il accumulera et les morts innombrables qu'il causera parmi la population civile. Les raisons d'humanité n'auront pour lui aucune valeur, il ne verra qu'un but à atteindre : la reddition de la place. Alors qu'un siège régulier lui ferait perdre beaucoup de monde et l'immobiliserait pour un laps de temps qu'il ne peut prévoir, il serait naïf de croire qu'il renoncerait à un moyen d'action qui ne l'expose pas et menace dans leur source toutes les richesses commerciales et industrielles d'une grande ville, et même la prospérité tout entière d'un pays. Autre chose est du bombardement exécuté contre des

ouvrages de fortification, ne fussent-ils même pas tout à fait capables d'y résister, et de celui qui, à coups sûrs, promène la mort et l'incendie dans une grande cité et ne laisse de sa splendeur qu'un amoncellement de ruines.

C. — *Faut-il occuper la rive gauche du Rupel et de la Nèthe?*

La défense d'une place forte ne doit pas être seulement passive, l'assiégé ne doit pas cesser de contrarier continuellement l'assiégeant dans sa marche en avant et dans l'établissement de sa ligne d'investissement et de ses travaux d'attaque. Ce thème n'a pas besoin de développements.

Or, si l'on s'établit derrière la rive droite du Rupel et de la Nèthe, tout mouvement offensif devient impossible, on s'enferme derrière un obstacle qu'on ne peut franchir, on renonce à toute initiative, on se borne à attendre l'attaque.

Aussi l'assiégeant n'aurait-il aucune peine à établir le blocus et à le maintenir avec très peu de troupes.

D'autre part, à considérer le cas de la retraite de notre armée de campagne vers le Rupel ou vers la Nèthe, il importe que les passages de ces rivières soient défendus en avant par des ouvrages construits sur la rive gauche afin de permettre aux troupes de s'écouler en toute sécurité vers l'intérieur du camp retranché.

La rive gauche du Rupel et de la Nèthe doit donc être occupée. Rien n'empêchera pour cela de défendre la rive droite, où l'on établira la ligne de défense intermédiaire, qui permettra, en utilisant l'obstacle formé par les cours d'eau, de disputer opiniâtement le passage à l'ennemi.

D. — *Faut-il tendre l'inondation du Rupel?*

Si l'on supprime de Waelhem à Puers, entre la Senne et le Vliet, les inondations qui sont projetées le long du Rupel, on rend attaquable une étendue de 11 à 12 kilomètres qui ne le serait pas grâce à ces inondations, et l'on se priverait du bénéfice de défendre avec peu de monde ce grand espace.

On serait forcé, afin d'être en bonnes conditions de défense, de créer de nouveaux ouvrages et d'augmenter la garnison de 3,000 hommes environ.

La crainte que les inondations du Rupel empêchent la retraite de l'armée de campagne doit être écartée. Elle supposerait deux choses : un affolement tel chez les troupes qu'elles seraient incapables de toute direction et la non-occupation de la rive gauche de la rivière que nous avons condamnée au paragraphe précédent.

E. — *Faut-il un ouvrage à Willebroeck?*

Entre Wintham et Waelhem, il y a 16 kilomètres, espace trop grand pour qu'il soit possible de le surveiller par des patrouilles et détachements; il faut donc à Willebroeck un ouvrage intermédiaire de proportions modestes. D'ailleurs, outre la surveillance, cet ouvrage a deux raisons d'être impor-

tantes : la première, celle de couvrir le passage de Boom, nœud de communications de premier ordre où passent plusieurs routes, où existe un pont de chemin de fer et où aboutit le canal de Willebroeck ; la seconde, d'empêcher l'ennemi d'occuper le plateau de Heyndonck, d'où il pourrait canonner Waelhem et tenter le passage à Rumpst.

F. — Faut-il une tête de pont à Wintham ?

Il est indispensable d'établir une tête de pont à Wintham afin d'assurer la retraite de l'armée au cas où elle serait poussée par l'ennemi dans la direction de Puers et acculée dans l'angle formé par l'Escaut et le Rupel.

Si elle était immobilisée sans issue possible dans ce véritable fond d'entonnoir, elle serait à la merci du vainqueur ; il faut qu'arrivée là elle puisse, suivant les circonstances, passer soit sur la rive gauche de l'Escaut, soit sur la rive droite du Rupel.

Le fort de Rupelmonde répond à la première éventualité ; la tête de pont de Wintham, à la seconde.

G. — Faut-il un camp retranché latéral à Basel ?

Le camp retranché de Basel, tel que le conçoit le général Brialmont, ne suffirait pas à retenir l'assaillant. Rien ne l'empêcherait, ainsi que nous l'avons dit, en exposant la situation actuelle de la place d'Anvers, de s'établir en même temps devant les forts de Rupelmonde, de Cruybeke et de Zwyndrecht et de bombarder la ville sans se préoccuper du rang que la défense assigne aux ouvrages.

Il lui suffit pour parer à tout danger de rendre la ligne d'investissement plus forte dans les parties les plus exposées.

H. — Faut-il continuer la ligne avancée sur la rive gauche ?

Même abstraction faite du danger que présente pour la défense la faiblesse du saillant de Rupelmonde, il faut absolument continuer la ligne avancée de la rive droite sur la rive gauche, afin de préserver la ville du bombardement. Si les batteries de l'assaillant sont placées à 3,000 mètres des ouvrages, le fleuve, tous les quais et le nord de l'agglomération anversoise peuvent être bombardés.

7. — EXAMEN DES PROJETS DU LIEUTENANT GÉNÉRAL LIÉNART, DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BRIALMONT ET DU COLONEL VAN BEVER AU POINT DE VUE DU TRACÉ DE LA LIGNE AVANCÉE

De la description succincte faite des projets du lieutenant général Liénart, du lieutenant général Brialmont et du colonel Van Bever et des considérations émises précédemment au sujet du tracé général de la ligne avancée, on peut conclure qu'en ce qui concerne ce tracé :

1° Le projet du lieutenant général Liénart satisfait à toutes les conditions désirables ;

2° Le projet du lieutenant général Brialmont encourt deux critiques : celle de tenir au Nord et au Nord-Est la ligne avancée trop rapprochée de la place par l'utilisation des ouvrages existants de Schooten et de Cappellen et celle de ne point continuer cette ligne avancée sur la rive gauche, le camp retranché latéral de Basel ne soustrayant pas la ville au bombardement;

3° Le projet du colonel Van Bever est à rejeter à cause de l'emplacement de la ligne avancée sur la rive droite du Rupel et de la Nèthe et de son trop grand rapprochement de la place, au Nord, par l'utilisation des ouvrages existants de Schooten et de Cappellen.

8. — SUFFIT-IL SUR LA RIVE DROITE DE TERMINER LA LIGNE AVANCÉE OU FAUT-IL ENCORE ASSURER DES COMPLÉMENTS DE DÉFENSE EN ARRIÈRE ?

Il ne suffit pas de terminer la ligne avancée sur la rive droite, il faut encore assurer en arrière des compléments de défense.

En effet, il est nécessaire d'avoir deux lignes de défense composées d'ouvrages permanents, abstraction faite des lignes supplémentaires à élever au moment du siège dans les secteurs attaqués. Ces deux lignes de défense doivent être, l'une et l'autre, en état de résister à un siège en règle; or, dans l'état actuel des choses, ni la ligne des anciens forts, ni l'enceinte, ainsi que nous l'avons fait voir en exposant la situation présente de la place, ne sont capables d'une défense sérieuse contre une attaque régulière. Il faut donc créer en arrière de la ligne avancée des compléments de défense.

9. — FAUT-IL DEUX OU TROIS LIGNES PERMANENTES DE DÉFENSE ?

Tout le monde est d'accord sur la nécessité de deux lignes permanentes de défense, mais n'en faut-il pas trois, ainsi que le comporte le projet Brialmont pour la partie sud et la partie est de la place? Le lieutenant général Brialmont, pour justifier cette manière de voir, admet l'éventualité d'une garnison insuffisante, d'un chef incapable et de la prise de possession rapide de la ligne avancée par l'ennemi. Si de telles circonstances calamiteuses se produisent, la multiplicité des lignes ne sauvera pas la place, elles seront par elles-mêmes la cause déterminante de sa chute.

La vérité est que la défense de deux lignes permanentes fournira à une garnison courageuse et suffisante et à un chef énergique et habile tous les moyens de donner la complète mesure de leurs forces morales et physiques et que cette dépense épuisera les approvisionnements de toute nature accumulés dans la place. On peut affirmer hardiment que l'existence d'une troisième ligne permanente n'augmenterait en rien la longueur du siège.

10. — FAUT-IL UNE LIGNE INTERMÉDIAIRE? Y FAUT-IL DES OUVRAGES PERMANENTS ?

En arrière des points attaqués de la première ligne, il faut une ligne intermédiaire d'une longueur relativement faible et ne comportant en

général que des ouvrages du moment et des travaux de fortification passagère. Cette ligne intermédiaire a pour but d'appuyer les défenseurs de la première ligne, de protéger la retraite de l'artillerie de cette ligne, de favoriser les retours offensifs de la réserve mobile et de retarder l'apparition de l'ennemi devant la ville.

Cette ligne intermédiaire peut avoir comme points d'appui des ouvrages permanents, mais il ne faut pas en conclure que l'existence de tels ouvrages est adéquate à sa constitution.

Il ne peut s'agir que d'anciens ouvrages appartenant à des combinaisons abandonnées dont l'utilisation est purement accidentelle.

11. — LA DEUXIÈME LIGNE DE DÉFENSE DOIT-ELLE ÊTRE AUSSI FORTE,
PLUS FORTE, OU MOINS FORTE QUE LA PREMIÈRE?

La ligne principale est celle qui met la place à l'abri du bombardement, c'est la ligne avancée, c'est sur cette ligne que doit se concentrer la résistance de l'assiégé.

Il doit y résister jusqu'à la dernière limite de ses forces, car aucune autre ligne ne peut empêcher que la ville ne soit bombardée. Il en résulte que la première ligne doit être plus fortement constituée que la deuxième.

12. — S'IL FAUT DEUX LIGNES PERMANENTES DE DÉFENSE, LAQUELLE DES
TROIS LIGNES DE DÉFENSE ACTUELLES D'ANVERS FAUT-IL ABANDONNER?

S'il faut abandonner l'une des trois lignes de défense d'Anvers, le choix ne peut être douteux. La ligne avancée qui met la ville à l'abri du bombardement doit être conservée, sa suppression n'est pas en question. Restent la ligne des anciens forts et l'enceinte.

L'intérêt militaire commande de reporter la défense le plus loin possible de la ville; l'intérêt civil demande que la ville puisse s'étendre au delà des remparts qui compriment son expansion. C'est donc le déclassement de l'enceinte qui s'impose.

13. — COMMENT POURRA ÊTRE CONSTITUÉE SUR LA RIVE DROITE
LA DEUXIÈME LIGNE DE DÉFENSE?

Sur la rive droite, la deuxième ligne doit-elle être à intervalles ou continue? Si elle est à intervalles, il sera impossible d'empêcher que des détachements ennemis de faible importance ne se glissent entre les forts et viennent jeter le trouble dans la ville.

L'ennemi pourrait même, si la chance le favorise, occasionner de graves dégâts aux établissements militaires existant tant dans la ville elle-même qu'entre la ville et la deuxième ligne.

Celle-ci doit donc être continue; c'est ce que réalise le projet du lieutenant général Liénart. Ce projet donne d'ailleurs à la deuxième ligne une très grande capacité de résistance par suite du renforcement des forts qui en constituent les points d'appui.

**14. — FAUT-IL UNE DEUXIÈME LIGNE DE DÉFENSE SUR LA RIVE GAUCHE?
DOIT-ELLE ÊTRE CONTINUE?**

L'éventualité d'une attaque régulière par la rive gauche devant être envisagée, il faut y édifier, comme sur la rive droite, une deuxième ligne de défense, mais il n'est pas nécessaire que cette ligne soit continue, car entre cette deuxième ligne et le fleuve il n'existe pas d'établissements importants contre lesquels l'ennemi puisse tenter un coup de main et parce que, d'autre part, l'Escaut l'empêcherait de lancer de ce côté des détachements dans la ville.

**15. — LA GRANDE COUPURE EST-ELLE DE NATURE A FAVORISER
L'UN OU L'AUTRE PROJET?**

L'exécution de la Grande Coupure n'aurait, au point de vue de la réfection de la place d'Anvers, aucune influence appréciable. Elle n'est pas de nature à favoriser l'adoption de tel ou tel projet.

En ce qui concerne en particulier le projet du lieutenant général Liénart, il se prête avec une égale élasticité à l'hypothèse de la conservation du cours actuel de l'Escaut et à celle de sa rectification. Dans le premier cas, ainsi que nous avons eu l'occasion de le signaler, on utilise pour battre le fleuve les ouvrages existants de Saint-Philippe et de Sainte-Marie, sur lesquels on établit des batteries à coupoles; dans le second cas, il faut dans ce but élever deux ouvrages nouveaux.

16. — COMMENT DOIT ÊTRE CONSTITUÉE LA DÉFENSE DU BAS-ESCAUT?

La défense du Bas-Escaut doit comporter deux lignes. La première ligne doit se trouver le plus loin possible de la ville afin de soustraire celle-ci au bombardement par les canons de la marine.

On doit l'établir aussi loin que les limites du territoire le permettent.

La deuxième ligne doit se composer au moins de deux ouvrages élevés, l'un sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du fleuve. Son emplacement est marqué à la hauteur de l'enceinte projetée.

Dans leur conception, les projets du lieutenant général Liénart et du lieutenant général Brialmont répondent aux conditions énoncées ci-dessus.

**17. — L'INTERVALLE ENTRE LES OUVRAGES DE LA LIGNE AVANCÉE DOIT-IL ÊTRE CONSTANT?
CES OUVRAGES DOIVENT-ILS ÊTRE TOUS DE CONSTITUTION IDENTIQUE?**

A moins que les circonstances topographiques, comme en pays de montagnes ou de collines par exemple, n'imposent pour les ouvrages d'une ligne de défense des emplacements nettement déterminés et n'en fassent par cela même varier notablement les intervalles en obligeant parfois à en constituer des groupes, il n'y a aucune raison pour ne pas les construire à des distances très sensiblement égales les uns des autres. C'est le cas à Anvers : sur

l'une et l'autre rive, les intervalles sur la ligne avancée doivent être les mêmes.

Le danger moins grand d'un investissement sur la rive gauche pourrait inciter à y espacer davantage les ouvrages, mais comme le terrain y est plus couvert que sur la rive droite et y rend la surveillance et l'action de la défense plus difficiles, il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette idée.

On est généralement d'accord que sur une ligne de défense il faut un ouvrage soit permanent, soit semi-permanent, soit provisoire tous les 2,000 ou 2,500 mètres, les ouvrages semi-permanents ou provisoires alternant avec les ouvrages permanents.

Les lieutenants généraux Liénart et Brialmont proposent d'espacer en moyenne les ouvrages permanents de 4,000 mètres, ce qui implique la construction dans les intervalles de redoutes ou de batteries provisoires. Le lieutenant général Liénart porte dans certains cas jusqu'à 4,600 mètres l'intervalle d'axe en axe entre les ouvrages. Nous pensons qu'il est préférable d'espacer les ouvrages permanents de 5,000 mètres, portée efficace actuelle de l'artillerie, et de construire dans les intervalles, dès le temps de paix, des ouvrages semi-permanents à achever au moment de la guerre.

En effet, les ouvrages semi-permanents peuvent être munis à la gorge d'organes indestructibles de loin, pour le flanquement des intervalles; il n'en est pas de même des ouvrages provisoires. C'est une considération des plus importantes.

Des ouvrages semi-permanents, comportant en capitale un bloc bétonné pour coupoles transportables, assureront mieux que des ouvrages provisoires la défense du terrain en avant.

Enfin, cette seconde solution est moins onéreuse que la première; car elle exige moins d'ouvrages permanents, qui, dans l'une et l'autre hypothèse, peuvent être semblablement constitués.

La diminution de dépenses qui en résulte excède sensiblement le coût des ouvrages semi-permanents.

En appliquant cette solution à Anvers, il faudrait en moins que dans le projet du lieutenant général Liénart deux ouvrages permanents, dont coût 4 millions environ, d'où il faudrait déduire le coût de treize ouvrages semi-permanents, soit 1,560,000 francs. On réaliserait donc une économie de près de 2 1/2 millions.

Quelle que soit la solution adoptée, il est entendu que les ouvrages permanents à construire sur les points d'attaque probable doivent être pourvus d'un armement renforcé.

18. — EXAMEN DES TYPES D'OUVRAGES DU LIEUTENANT GÉNÉRAL LIÉNART, DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BRIALMONT ET DU COLONEL VAN BEVER.

Les types d'ouvrages proposés par les lieutenants généraux Liénart et Brialmont sont bien conçus dans leur ensemble et applicables les uns et les autres suivant les circonstances, pourvu qu'on y apporte certaines modifications de détail.

Quant au type proposé par le colonel Van Bever, on ne peut l'accepter.

Le fossé est sans flanquement; de plus, il n'est pas vu directement du terre-plein de l'ouvrage. La défense par l'artillerie aux distances moyennes et rapprochées est impossible, car la batterie qui devrait l'assurer est placée à 3^m50 en contre-bas de la ligne de feu; elle serait sans aucune efficacité contre les troupes en marche. Le tracé bastionné de la gorge est tel que ses différentes parties ne peuvent se soutenir.

Bref, l'ouvrage ne manquerait pas d'être emporté de vive force.

19. — GARNISON QU'EXIGERAIT L'ADOPTION DES PROJETS DU LIEUTENANT GÉNÉRAL LIÉNART, DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BRIALMONT ET DU COLONEL VAN BEVER.

A. — *Projet du lieutenant général Liénart.*

52,500 hommes. Ce chiffre est suffisant, abstraction faite des troupes mobiles qui, contrairement à l'opinion du lieutenant général Liénart, n'y sont pas comprises et dont il devrait être augmenté (1).

B. — *Projet du lieutenant général Brialmont.*

A la Commission, le lieutenant général Brialmont n'a pas répondu à la question qui lui a été posée à ce sujet; il n'en a rien dit non plus dans sa brochure « *Projet d'agrandissement d'Anvers, de nouveaux travaux de défense et de port franc* », mais, dans ses discours à la Chambre des Représentants (séances des 23, 27 et 28 février 1894), il a indiqué le chiffre de 35,282 hommes, plus 15,958 hommes de réserve mobile. Total, 51,240 hommes.

Le chiffre de 35,282 hommes est fort insuffisant, et cependant le lieutenant général Brialmont réclame 246,000 hommes comme effectif général de nos forces!

C. — *Projet du colonel Van Bever.*

Dans ses brochures, le colonel Van Bever n'indique pas le chiffre de la garnison, mais, à la Commission, répondant à une question de M. Tournay, il a déclaré qu'il faudrait au moins de 70,000 à 75,000 hommes, et pour bien faire 100,000 hommes.

20. — COÛT DES PROJETS DU LIEUTENANT GÉNÉRAL LIÉNART, DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BRIALMONT ET DU COLONEL VAN BEVER, NON COMPRIS L'ARMEMENT.

A. — *Projet du lieutenant général Liénart.*

Le lieutenant général Liénart a estimé à 65 millions le coût de son projet, mais il dit ne pas avoir tenu compte du renforcement des forts construits

(1) Le lieutenant général Deruydts et les généraux-majors Ninitte, Bruylant et Hellebaut estiment que ce chiffre de 52,500 hommes est insuffisant et devrait être porté à 55,000.

sur les points d'attaque probable, d'où une majoration d'un million et demi environ et une dépense totale de soixante-six millions et demi.

Mais il y a lieu de remarquer qu'il faut déduire de cette somme 5 millions déjà votés par la Législature et la valeur des terrains à vendre, soit 30 millions.

La dépense à effectuer réellement se réduirait donc à 31 $\frac{1}{2}$ millions.

B. — *Projet du lieutenant général Brialmont.*

Le général Brialmont évalue le coût de son projet à 50 millions. D'autre part, il pense que son projet coûterait 25 millions de moins que celui du lieutenant général Liénart. Examinons cette affirmation : le lieutenant général Brialmont construit quatre forts en moins, d'où une économie de 10 millions (1), à laquelle il faut ajouter 6 $\frac{1}{2}$ millions dépensés en plus dans le projet du lieutenant général Liénart pour 9 kilomètres supplémentaires d'enceinte nouvelle, soit en tout 16 $\frac{1}{2}$ millions que l'on doit majorer de 3 millions pour expropriations supplémentaires, soit finalement 19 $\frac{1}{2}$ millions.

Mais le projet du lieutenant général Liénart permet de réaliser 18 millions, valeurs des terrains rendus disponibles par le déclassement des 7 fronts de l'enceinte actuelle conservés par le lieutenant général Brialmont et pour la transformation desquels une somme de 3 $\frac{1}{2}$ millions est nécessaire d'autre part.

Il reste donc en faveur du projet du lieutenant général Liénart une différence de 2 millions.

C. — *Projet du colonel Van Bever.*

Le colonel Van Bever, dans ses brochures, évalue le coût de son projet à 24 millions, dont il faut défalquer la valeur des terrains militaires de l'enceinte, du camp retranché et de quelques forts de deuxième ligne, soit au moins 35 millions. Il en résulterait un bénéfice de 14 millions pour le Trésor. Il est vrai que le colonel Van Bever, lors de son exposé à la Commission, a fixé la dépense à 34 millions, soit une majoration de 10 millions de la somme renseignée dans ses ouvrages.

24. — DÉPENSE POUR L'ARMEMENT DANS LES PROJETS DU LIEUTENANT GÉNÉRAL LIÉNART, DU LIEUTENANT GÉNÉRAL BRIALMONT ET DU COLONEL VAN BEVER.

Les renseignements fournis par les publications du lieutenant général Brialmont et du colonel Van Bever ne sont pas suffisamment explicites quant au nombre et à l'espèce de bouches à feu devant composer l'armement d'Anvers pour qu'il soit possible d'évaluer le coût de celui-ci.

D'après le projet du lieutenant général Liénart, la dépense pour l'arme-

(1) Dans ce qui suit, il sera fait usage des chiffres fournis par le général Brialmont.

ment, y compris le parc mobile, serait d'environ 28 $\frac{1}{2}$ millions. Ce chiffre élevé est dû à ce que les trois quarts des bouches à feu appartiendraient aux types les plus perfectionnés, ce qui entraînerait l'acquisition de nombreuses pièces nouvelles, pour le parc mobile notamment.

22. — PROJET DE LA SOUS-COMMISSION. — Coût. — GARNISON. — ARMEMENT.

La Sous-Commission admet dans son principe le projet du lieutenant général Liénart, mais elle propose, comme elle l'a déjà fait pressentir, d'espacer à 5,000 mètres les ouvrages permanents de la ligne avancée et de construire dans leurs intervalles des ouvrages semi-permanents.

Les ouvrages nouveaux se répartiraient comme suit dans l'un et l'autre projet :

PROJET DE LA SOUS-COMMISSION.				PROJET DU LIEUTENANT GÉNÉRAL LIÉNART.	
	Ouvrages permanents	Ouvrages semi-permanents		Ouvrages permanents	
Ligne avancée	rive droite. 11	9	} 13	12	} 15
	rive gauche 2	4		5	
	Bas-Escaut. 2	»		2	
Inondation de la rive gauche 1		»		1	
TOTAUX.	16	13		18	

Parmi les ouvrages permanents, ceux de Wavre-Sainte-Catherine, de Schilde et de Saint-Job-in-'t-Goor, construits sur les points d'attaque probable, seraient renforcés.

L'économie réalisée par l'adoption du projet de la Sous-Commission au lieu de celui du lieutenant général Liénart serait, du chef de la construction des ouvrages, de 2 $\frac{1}{2}$ millions environ, chiffre déjà annoncé plus haut dans le rapport.

La garnison nécessaire serait la même dans les deux projets.

Quant à l'armement, il est incontestable qu'il y aurait avantage à ce qu'il fût des plus perfectionnés et répondit aux derniers progrès accomplis dans les procédés modernes de l'attaque et de la défense des places, présentant même, en prévision de perfectionnements futurs, un surcroît de puissance pour le but auquel il serait actuellement destiné.

Mais il importe de n'imposer au pays que des dépenses strictement indispensables, et, dès lors, il a paru sage à la Sous-Commission de chercher, dans la plus large mesure conciliable avec les intérêts d'une bonne défense, à utiliser le matériel existant, dont on est parvenu d'ailleurs, pour certains de ses éléments, à accroître la puissance.

Dans ces conditions, la Sous-Commission estime que le coût de l'armement de la position d'Anvers agrandie s'élèvera à 11,733,800 francs, soit en chiffres ronds 12 millions, y compris une somme de 443,000 francs du chef de l'acquisition de coupes transportables.

C'est donc une économie de 16 millions et demi sur l'évaluation produite d'abord à la Commission.

23. — TERMONDE A-T-IL CONSERVÉ SON IMPORTANCE? QUEL EST SON RÔLE
DANS LA DÉFENSE DU PAYS?

L'agrandissement d'Anvers, dont la défense éloignée a été reportée au Sud au delà de la ligne Rupel-Nèthe et à l'Ouest non loin de Saint-Nicolas, a fait disparaître la grande saillie que formait la place de Termonde en avant de celle d'Anvers, aussi bien sur la rive droite que sur la rive gauche de l'Escaut, et a certainement diminué l'importance de la première de ces places.

Cependant d'aucuns lui assignent encore dans la défense du pays un double rôle stratégique : celui d'assurer la retraite sur la rive gauche de l'Escaut de notre armée de campagne refoulée vers la Dendre et celui de permettre à cette armée supposée repliée sur la base d'opérations de déboucher de la rive gauche sur la rive droite du fleuve pour attaquer ou inquiéter les flancs ou les derrières de l'ennemi.

De ce double rôle, la Sous-Commission est d'avis qu'il ne faut aujourd'hui considérer que le premier.

24. — QUEL SYSTÈME DÉFENSIF FAUT-IL ADOPTER POUR TERMONDE?
PEUT-ON SUPPRIMER L'ENCEINTE?

Le rôle de Termonde est donc celui d'une tête de pont simple sur la rive droite de l'Escaut.

Ses fortifications comprennent : sur la rive gauche de l'Escaut, un simple tracé bastionné fermant la boucle du fleuve; sur la rive droite, une enceinte bastionnée et trois batteries permanentes construites à l'est de la place entre 2 et 2 1/2 kilomètres de la ville. Ces batteries sont incapables de résister aux projectiles actuels de l'artillerie.

Le lieutenant général Liénart propose d'entourer Termonde, aussi bien sur la rive droite que sur la rive gauche de l'Escaut, d'ouvrages nouveaux qui seraient reliés à ceux d'Anvers. Anvers et Termonde formeraient ainsi système, cette dernière place étant considérée comme un adjuvant de la première. Il s'ensuit que le développement déjà si grand des lignes de défense de notre réduit national serait augmenté de 55 kilomètres environ.

Remarquons immédiatement que les ouvrages proposés par le lieutenant général Liénart seraient construits à 4 kilomètres de la ville et ne la préserveraient aucunement du bombardement en cas de siège.

Le lieutenant général Brialmont entoure également Termonde sur les deux rives du fleuve d'ouvrages construits sensiblement à la même distance de la ville que dans le projet précédent, mais il fait de la place une position indépendante. De cette façon, il accroît non seulement le nombre de nouveaux ouvrages de fortification à élever dans le pays, mais il accroît aussi les effectifs nécessaires à la défense de nos forteresses.

Dans le projet du lieutenant général Liénart, une seule réserve mobile

serait suffisante pour les deux places d'Anvers et de Termonde formant système; dans le sien, il faut deux réserves mobiles distinctes.

Interrogé d'ailleurs sur ce point à la Commission, il a déclaré qu'il faudrait une division à Termonde.

La Sous-Commission estime qu'il vaut mieux, si l'intérêt de la ville exige la suppression de l'enceinte, se contenter de renforcer les fortifications actuelles de Termonde en mettant les batteries existant sur la rive droite de l'Escaut en état de résister aux obus-torpilles et en construisant sur cette même rive deux batteries nouvelles vers Denderbelle et Audeghem. Tous les ouvrages, anciens et nouveaux, seraient capables de résister à une attaque de vive force.

La dépense totale s'élèverait à environ 4 millions, y compris l'armement.

Dans ce cas, l'enceinte serait supprimée; elle est assise sur des terrains de grande valeur, dont la réalisation pourrait compenser une grande partie, voire la totalité de la dépense.

Le tracé bastionné de la rive gauche de l'Escaut serait conservé.

2. — LES PLACES DE LIÈGE ET DE NAMUR SATISFONT-ELLES AUX CONDITIONS VOULUES? FAUT-IL, DÈS LE TEMPS DE PAIX, CONSTRUIRE DES NOYAUX D'OUVRAGES INTERMÉDIAIRES ENTRE LES OUVRAGES EXISTANT ACTUELLEMENT?

Les places de Liège et de Namur telles qu'elles sont constituées satisfont aux conditions qu'elles doivent réaliser.

Certes, la construction, dès le temps de paix, entre les ouvrages actuellement existants de noyaux d'ouvrages intermédiaires serait des plus utiles, mais il ne faut pas oublier que ces places ne sont pas destinées à soutenir un siège régulier et que l'importance de pareilles dispositions fortificatives y est moins manifeste qu'à Anvers. D'ailleurs, il y a lieu de remarquer que la construction de [redoutes provisoires dans les intervalles des forts fait partie des travaux prévus dans les plans de mobilisation des places de la Meuse.

26. — PEUT-ON SUPPRIMER DIEST?

On ne peut nier qu'éventuellement certaines circonstances de guerre ne rendraient utile l'existence de fortifications à Diest, mais cette même considération peut s'appliquer à beaucoup d'autres points du pays. Il faut évidemment se borner.

Ce qui importe avant tout, c'est d'acquérir des compléments de défense là où la nécessité en est démontrée.

Aussi, la Sous-Commission, persuadée de l'urgence de rendre Anvers capable de remplir le rôle qui lui incombe dans le plan de défense du pays et considérant, d'autre part, qu'il convient de n'imposer à celui-ci que les dépenses strictement indispensables, n'hésite pas à se prononcer pour la suppression des fortifications de Diest.

**27. — PEUT-ON SUPPRIMER HUY ?
FAUT-IL Y FAIRE DES TRAVAUX IMPORTANTS ?**

En ce qui concerne Huy, la Sous-Commission s'en rapporte à la déclaration faite au Sénat, dans la séance du 5 mai 1900, par M. le Ministre de la Guerre :

« Je tiens à déclarer d'abord, disait-il, que le fort de Huy doit être maintenu comme ouvrage fortifié d'importance secondaire et non pas seulement comme caserne. Il doit jouer le rôle de fort d'arrêt. A ce titre, son armement a été un peu modifié... »

Donc Huy doit être maintenu, mais on ne peut lui assigner un rôle plus considérable que celui qu'il possède actuellement, partant, il n'y a aucune raison d'y effectuer des travaux de quelque importance.

Le présent rapport a été adopté dans son ensemble à l'unanimité des membres présents, sauf le lieutenant général Liénart, qui s'est abstenu comme étant l'auteur de l'un des projets que la Sous-Commission a été appelée à examiner.

Le lieutenant général chevalier Marchal et le général-major Bruylant, empêchés, n'assistaient pas à la réunion.

Bruxelles, le 11 mars 1901.

Le Rapporteur,
GÉNÉRAL DOCTEUR.

ANNEXE II.

**Extraits du Rapport de la Sous-Commission militaire sur
la question des effectifs, la composition et l'organisation
de l'armée et la durée des obligations militaires.**

(Annexe G. — 31 mars 1901.)

1. — EFFECTIFS GÉNÉRAUX. (p. 5).

Adoptant les conclusions du mémoire sur les effectifs, remis aux membres de la Commission, la Sous-Commission estime que les effectifs du pied de guerre doivent s'élever à environ 100,000 hommes pour l'armée de campagne et à environ 80,000 hommes pour les troupes de forteresse, abstraction faite, pour celles-ci, d'un effectif complémentaire en gardes civiques.

2. — EFFECTIFS DES DIFFÉRENTES ARMES ET DES SERVICES (p. 12).

Il résulte des propositions de la sous-commission que les effectifs des différentes armes et des services de l'armée de campagne seraient approximativement les suivants :

État-major	700
Infanterie	70,400
Cavalerie	6,400
Artillerie	9,900
Génie	1,500
Train	4,600
Bataillon d'administration. . .	1,800
Total.	95,300

3. — COMPOSITION ET EFFECTIFS DES TROUPES DE FORTERESSE (p. 12).

La Sous-Commission propose de donner aux troupes de forteresse, abstraction faite des dépôts, la composition suivante :

Infanterie : 6 bataillons actifs, 42 bataillons de réserve;

Cavalerie : 8 escadrons de réserve;

Artillerie de campagne : 12 batteries de réserve;

Artillerie de forteresse : 55 batteries actives, 23 batteries de réserve,
3 compagnies spéciales;

Génie : 12 compagnies actives, 12 compagnies de réserve, 4 compagnies spéciales ;

Train : 2 compagnies actives, 1 compagnie de réserve ;

Bataillon d'administration : un faible noyau destiné à encadrer des ouvriers civils.

Les effectifs des troupes de forteresse se répartiraient approximativement de la façon suivante, dans les différentes places :

Anvers	$\left\{ \begin{array}{l} \text{garnison} \\ \text{de défense} \end{array} \right\}$	44,500	$\left\{ \begin{array}{l} 56,200 \end{array} \right\}$	$\left. \begin{array}{l} \text{TOTAL GÉNÉRAL :} \\ 87,800 \end{array} \right\}$
		11,700		
Liège.	.	.	15,400	
Namur	.	.	13,400	
Termonde	.	.	2,500	
Huy	.	.	300	

ANNEXE III.

Anvers, le 9 juin 1905.

A Monsieur le Ministre de la Guerre, Bruxelles.

MONSIEUR LE MINISTRE,

M. le représentant Van de Venne, exécuteur testamentaire de feu M. le lieutenant général Brialmont, a fait parvenir à la Section centrale chargée de l'examen du projet de loi relatif au système défensif d'Anvers et à l'extension de ses installations maritimes, des plans, établis par M. Brialmont, de nouvelles fortifications pour cette place. Une notice explicative, qui doit paraître dans une huitaine de jours, y sera jointe.

Au nom de la Section centrale, j'ai l'honneur de vous envoyer ces plans, avec prière de nous faire parvenir les observations que cet examen est de nature à vous suggérer.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Rapporteur,
AUG. DELBEKE.

Bruxelles, le 23 juin 1905.

A Monsieur A. Delbeke, membre de la Chambre des Représentants, Rapporteur de la Section centrale chargée de l'examen du projet de loi relatif au système défensif d'Anvers et à l'extension de ses installations maritimes.

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

J'ai l'honneur de vous restituer, avec l'épreuve de la notice explicative qui les concerne, les plans élaborés par feu le lieutenant général Brialmont, que vous avez bien voulu me communiquer au nom de la Section centrale chargée de l'examen du projet de loi relatif au système défensif d'Anvers et à l'extension de ses installations maritimes.

Je joins à ces documents une note des observations qu'ils m'ont suggérées.

Veuillez agréer, etc.

Le Ministre de la Guerre,
A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

**Note sur le nouveau projet d'agrandissement de la place
d'Anvers par le lieutenant général Brialmont.**

Le nouveau projet d'agrandissement de la place d'Anvers dû au lieutenant général Brialmont est figuré aux documents ci-joints, se composant d'un plan d'ensemble au $\frac{1}{160\,000}$, d'un plan du tracé de l'enceinte au $\frac{1}{20\,000}$ et de deux feuilles de détails. Il est accompagné d'une brochure fournissant des renseignements sur les travaux proposés; pour certaines parties, ils sont vagues ou font défaut; il y a lieu de croire que la brochure devait, dans la pensée de son auteur, recevoir encore quelques développements avant sa publication. Les questions de l'armement et de la garnison, notamment, ne sont traitées qu'accessoirement; la pensée et les projets de l'auteur sur ces points ne sont pas précisés.

Le projet du lieutenant général Brialmont suscite les remarques essentielles suivantes :

1. — PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE.

A. Rive droite. — L'étendue de la première ligne de défense sur la rive droite est sensiblement la même ($74^{\text{km}5}$) que celle du projet du Gouvernement (73 kilomètres).

Les ouvrages sont espacés de 4,000 mètres, ce qui est considérable étant donnés les nombreux couverts du terrain (habitations, bois, etc.).

Dans le projet du Gouvernement, les forts sont espacés de 4,000 à 5,000 mètres, et dans les intervalles s'élève une redoute intermédiaire.

De plus, pour assurer le flanquement des intervalles, les forts et les redoutes intermédiaires possèdent des batteries « traîtres » indestructibles. Il en résulte un très notable accroissement de la valeur défensive de la première ligne.

B. Rive gauche. — Les ouvrages proposés par le lieutenant général Brialmont pour la rive gauche ne mettent pas sur cette rive la place à l'abri d'un bombardement.

C'est par économie que le lieutenant général Brialmont n'adopte pas des dispositions défensives plus étendues, qu'il prévoit d'ailleurs. La valeur de l'ensemble du système en est compromise et l'ennemi ne manquerait pas de profiter d'une circonstance avantageuse pour lui. C'est pourquoi le projet du Gouvernement comporte la construction de trois forts et de six redoutes pour prolonger la première ligne de défense sur la rive gauche. La place d'Anvers est, ainsi sur tout son pourtour, mise à l'abri du bombardement.

2. — ENCEINTE.

Le développement de l'enceinte du lieutenant général Brialmont est de près de 22 kilomètres. Mais le premier de ces tracés n'a pas été établi en tenant compte des intentions du Gouvernement en ce qui concerne les terrains à réserver au nord pour le développement des installations maritimes, intentions que l'auteur ne pouvait du reste pas connaître. En admettant que l'on conserve le tracé Brialmont dans ses parties sud et est, il faudrait, à partir de la rencontre avec le chemin de fer de Rotterdam, le développer au nord, de façon à englober les terrains dont il s'agit; il en résulterait au minimum une augmentation de 6,000 mètres pour la longueur du tracé, qui serait donc portée à 28 kilomètres.

L'enceinte du lieutenant général Brialmont est une enceinte de siège dans les onze fronts du Sud, tandis que toute l'enceinte du projet gouvernemental est une simple enceinte de sûreté, ce qui permet une grande réduction dans les dépenses.

Cette réduction n'entraîne pas un affaiblissement dans les propriétés défensives de la place, car c'est surtout sur la première ligne qu'il faut compter pour prolonger la durée de la résistance.

Les dépenses supplémentaires occasionnées par une enceinte de siège ne se justifient pas.

3. — LIGNE DE DÉFENSE INTERMÉDIAIRE.

Cette ligne est constituée par les anciens forts existants (forts n° 1 à 8 et fort de Merxem).

Deuxième ligne du lieutenant général Brialmont.

La création d'une ligne de défense intermédiaire permanente ne se justifie pas davantage; elle n'a été préconisée par aucun spécialiste autre que le lieutenant général Brialmont. Les charges résultant de l'établissement de cette deuxième ligne (renforcement des ouvrages existants, armement et défenseurs) ne seraient aucunement compensées par un accroissement des propriétés défensives de la place.

Il est beaucoup plus rationnel d'utiliser les anciens forts comme éléments de la nouvelle enceinte; on arrive de la sorte à une notable économie dans les dépenses.

D'ailleurs, trois lignes de défense permanentes sont inutiles. A cet égard, la Sous-Commission militaire de 1901 s'exprimait comme suit :

« La vérité est que la défense de deux lignes permanentes fournira à une garnison courageuse et suffisante et un chef énergique et habile tous les moyens de donner la complète mesure de leurs forces morales et physiques et que cette défense épuisera les approvisionnements de toute nature accumulés dans la place. On peut affirmer hardiment que l'existence d'une troisième ligne permanente n'augmenterait en rien la longueur du siège. »

(Procès-verbaux. Annexe D. *Rapport de la Sous-Commission militaire chargée de l'étude de la question des forteresses*, page 14.)

On ne peut, d'autre part, tirer un argument en faveur de trois lignes de défense de ce que la place d'Anvers, dans son état actuel, en possède trois. La ligne avancée a été décidée non pas pour augmenter le nombre des lignes permanentes, mais pour soustraire le corps de place aux effets de plus en plus puissants de l'artillerie.

4. — ARMEMENT ET GARNISON.

Les données contenues à ce sujet dans la brochure explicative sont insuffisantes pour permettre des appréciations numériques précises.

Mais si l'on considère que le projet du lieutenant général Brialmont présente : 1° une première ligne un peu plus développée que celle du projet du Gouvernement; 2° une deuxième ligne comprenant les deux tiers environ de l'enceinte de ce dernier projet, et 3° une enceinte qui devrait avoir un développement de 28 kilomètres, on doit forcément en conclure qu'à qualité égale, le nombre de bouches à feu et de défenseurs nécessaires sera plus considérable pour ce projet que pour celui du Gouvernement.

5. — DÉPENSES.

Pour que les évaluations relatives au projet Brialmont et au projet du Gouvernement soient comparables, il est indispensable qu'elles, soient basées sur les mêmes prix unitaires et qu'elles comprennent tous les postes qui doivent être envisagés dans l'un comme dans l'autre projet.

Les évaluations du lieutenant général Brialmont prévoient en divers endroits des prix inférieurs à ceux qu'il est prudent de porter en compte; de plus, elles négligent des dépenses importantes qui doivent inévitablement être faites.

Les estimations du projet déposé ont été calculées de manière que les prévisions ne soient pas dépassées; on s'est attaché à faire en sorte que les mécomptes survenus lors de la construction des forts de la Meuse ne puissent plus se reproduire.

En examinant le détail estimatif donné par le lieutenant général Brialmont pour l'un de ses forts, on constate qu'il compte seulement 110 francs par mètre carré de constructions bétonnées, pavements, enduits, tout compris. Ce prix doit être porté à 120 francs au moins, prix qui a été adopté pour le projet du Gouvernement.

Le même détail estimatif fixe pour les coupoles des prix insuffisants.

Pour l'enceinte, l'évaluation des terrassements est faite en comptant fr. 0.85 le mètre cube. Dans le projet du Gouvernement, ce prix est porté à 1 franc le mètre.

Pour les expropriations des fronts attaquables, le lieutenant général Brialmont compte un prix insuffisant.

Certains postes indispensables ne figurent pas aux estimations du lieutenant général Brialmont, notamment : installations relatives à la force motrice, à la ventilation et à l'éclairage électrique pour les forts. Renforcement des forts de Schooten, de Lierre, de Welhem, de Rupelmonde et de la redoute de Beirendrecht. Barrage pour le Bas-Escaut (mines sous-marines). Renforcement du fort Saint-Philippe. Construction d'habitations et de magasins. Amélioration de routes. Frais de surveillance des travaux. Renforcement des forts 1 à 8 et du fort de Merxem (évaluation du projet Brialmont de 1900). Enfin, il faut ajouter le coût des six fronts inondables qui devraient être ajoutés au projet, pour englober dans l'enceinte les terrains réservés pour l'extension des installations maritimes.

D'après un devis établi sur les mêmes bases que le projet du Gouvernement et en adoptant le même chiffre pour l'armement, le projet du lieutenant général Brialmont coûterait, pour Anvers, environ 118 millions, soit 20 millions de plus que celui du Gouvernement.

Au point de vue des dépenses, la comparaison a été faite sans aucune préoccupation tendancieuse, on a même négligé plusieurs éléments de dépenses supplémentaires, tels le renforcement des fronts conservés de l'enceinte actuelle, la majoration du nombre des portes de ville, qui n'est que de 9; le projet du Gouvernement en prévoit 22. Enfin, il n'a pas été tenu compte de la diminution de superficie des terrains à céder aux communes par suite de la conservation de fronts de l'enceinte actuelle, soit plus de 40 hectares.

En résumé, le projet du lieutenant général Brialmont, sans donner à la place d'Anvers plus de capacité défensive, exigerait des dépenses beaucoup plus considérables que celui du Gouvernement.

BORDEREAU

des plans et documents déposés sur le bureau de la Chambre pour servir à la discussion du projet de loi relatif au système défensif d'Anvers et à l'extension de ses installations maritimes.

1° Un plan d'ensemble de la position d'Anvers à l'échelle de un quarante millième ;

2° Un plan d'ensemble de la position de Termonde à l'échelle de un quarante millième ;

3° Plans du nouveau projet d'agrandissement de la place d'Anvers élaborés par le lieutenant général Brialmont ;

4° Plans et tableaux des emprises visées par l'article 1^{er} du projet et présentant dans leur ensemble le périmètre des expropriations proposées. (13 plans et 10 tableaux.)

5° Deux plans joints aux projets de Convention avec les communes de Berchem et Borgerhout.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

ANNEXE AU N° 223 DU 28 JUIN 1905.

TROIS PLANS

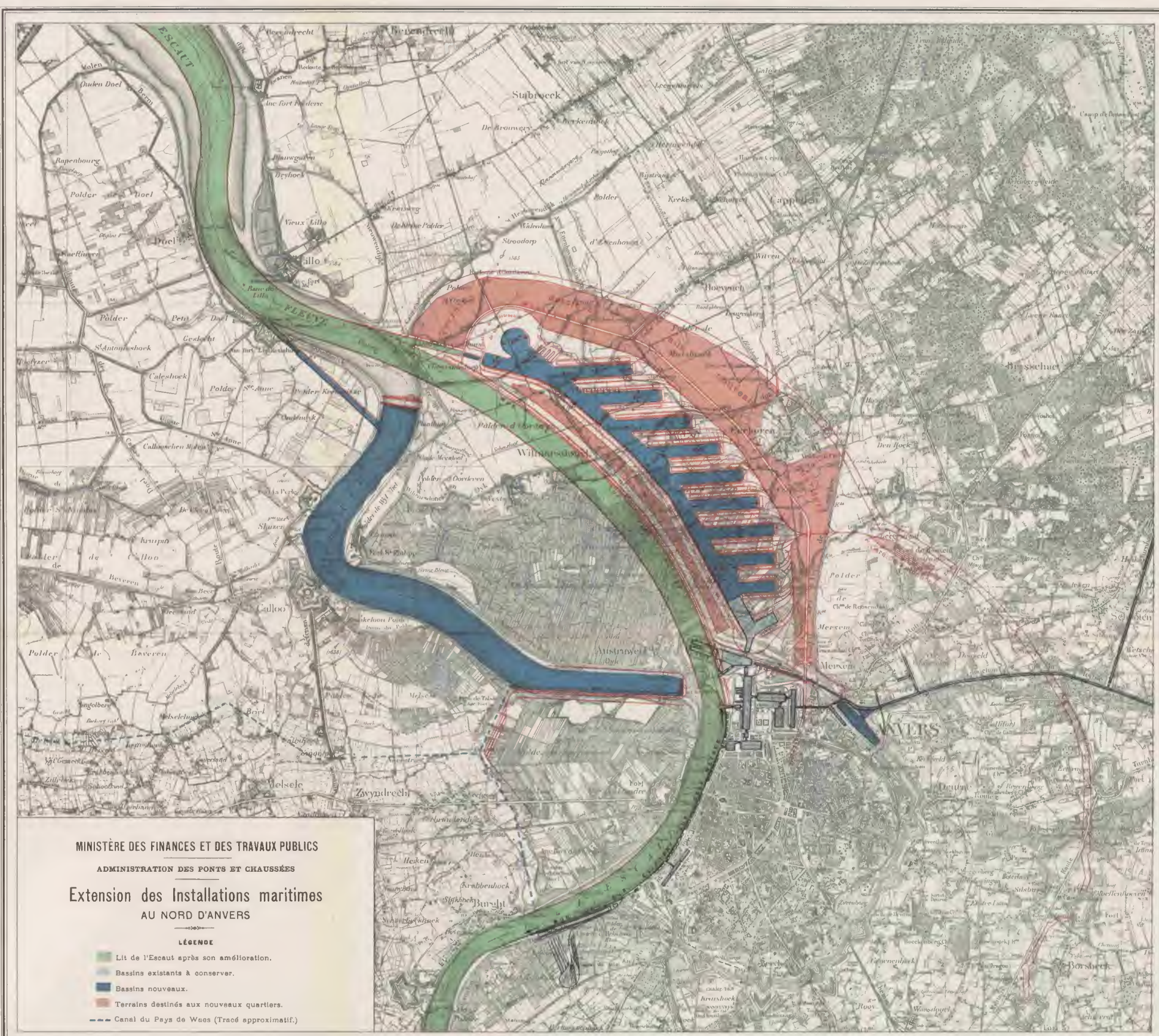
**annexés au Rapport de la Section centrale
chargée de l'examen
du projet de loi relatif au système défensif d'Anvers
et à l'extension de ses installations maritimes.**



Echelle de 1:100,000

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 Kilomètres

Les ouvrages existants à maintenir sont marqués en vert
Les ouvrages projetés sont indiqués en rouge



MINISTÈRE DES FINANCES ET DES TRAVAUX PUBLICS

ADMINISTRATION DES PONTS ET CHAUSSÉES

Extension des Installations maritimes
AU NORD D'ANVERS

LÉGENDE

- Lit de l'Escaut après son amélioration.
- Bassins existants à conserver.
- Bassins nouveaux.
- Terrains destinés aux nouveaux quartiers.
- Canal du Pays de Waes (Tracé approximatif.)

Echelles Métriques. (1:50,000)



KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

TOEVOEGSEL AAN N° 223 VAN 28 JUNI 1905.

DRIE PLANNEN

toegevoegd aan het Verslag van de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp betreffende het verdedigingsstelsel van Antwerpen en de uitbreiding der haveninrichtingen van deze stad.



Echelle de 1:100,000

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 Kilomètres

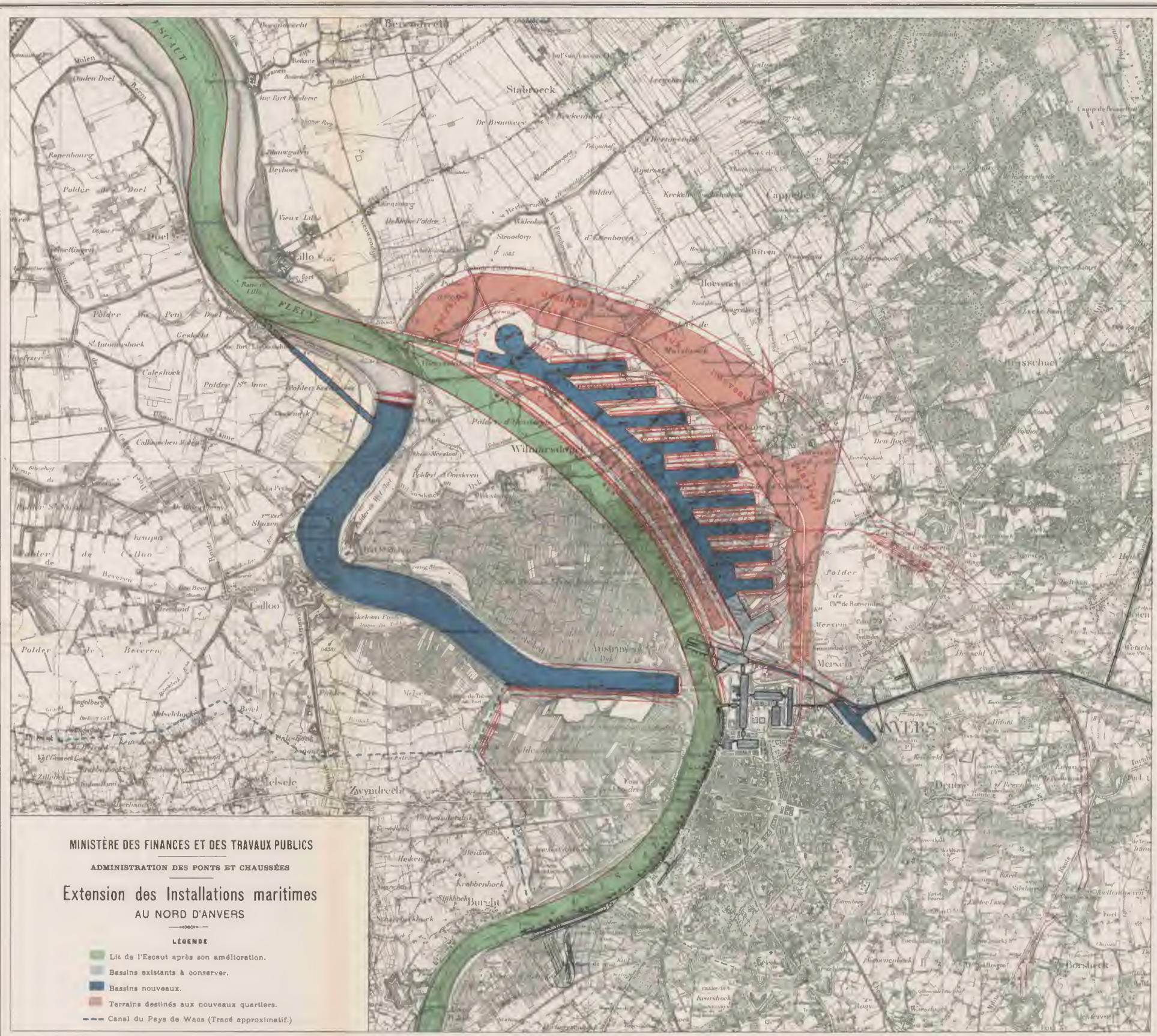
Les ouvrages existants à maintenir sont marqués en vert
Les ouvrages projetés sont indiqués en rouge



Echelle de 1:100,000

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 Kilomètres

- Tracé du L' Général Brialmont.
- Tracé du L' Général Liéart.
- Projet actuel.



Échelles Métriques. (1:100,000)

0 1000 2000 3000 4000 5000 6000 Mètres

0 1 2 3 4 5 6 Kilomètres

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JUNI 1905.

**Ontwerp van wet betreffende het verdedigingsstelsel van Antwerpen
en de uitbreiding der haveninrichtingen dezer stad ⁽¹⁾.**

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER A. DELBEKE

MIJNE HEEREN,

In een door degelijke bewijsstukken gestaafd verslag, dat veel ophef maakte, heeft ons medelid de heer Helleputte, naar aanleiding der Buitengewone Begroting voor 1899, waarbij werd toegestaan de onteigening van gronden voor de uitbreiding onzer groote nationale haven, op treffende wijze aange-
toond « dat er, op stoffelijk gebied, geen vraagstuk van meer dringenden
aard is dan dit der Antwerpsche haveninrichtingen ».

Hij bewees dat ondanks de gestadige toeneming van het verkeer, de haven van Antwerpen achterbleef bij hare mededingsters Rotterdam en Hamburg.

« Wil men dien achteruitgang stuiten, zegde de heer Helleputte, wil men
» den verloren grond terugwinnen, dan dienen er spoedig krachtdadige
» maatregelen te worden genomen. »

Vervolgens onderzocht hij van nabij de oorzaken van dien toestand en hield zich aan deze voorname zooniet eenige oorzaak, dat de inrichting van 's lands groote haven ontoereikend was.

« De gevolgtrekking, zegde de Verslaggever, is duidelijk en dringend.
» Ten allen prijze moet de haven van Antwerpen worden uitgebreid.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 168.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren
BEERNAERT, A. DELBEKE, LEVIE, RENKIN, VAN RIJSWICK en WOESTE.

» Daarenboven moet zij op groote schaal worden uitgebreid, dienen de
» ontwerpen te zijn opgevat in eenen breeden zin, al de vergrootingen
» veroorlovend, welke in de toekomst vereischt kunnen worden.

» Voor Antwerpen werd reeds veel geld uitgegeven. Toen de kredieten
» werden aangevraagd, achtte men ze aanzienlijk, overgroot, wellicht
» overdreven.

» Uit ervaring is gebleken dat zij ontoereikend waren.

» Men hadde meer en sneller moeten handelen, dus meer en sneller
» uitgeven.

» Hadde men van 1880 tot 1890 de groote werken uitgevoerd, waarvan
» thans voor Antwerpen spraak is, niet alleen ware deze stad niet voorbij-
» gestreefd door Hamburg en Rotterdam, maar zouden die twee havens
» wellicht nooit in staat zijn geweest om zich uit te breiden en Antwerpen
» te schaden.

» Antwerpen verkeerde in den toestand van eenen waard wiens inrichting
» te klein is geworden om al de vreemdelingen te herbergen, die bij hem
» aankloppen. »

En na de uiteenzetting van de wetenschappelijke redenen waarom steeds
meer diepgang wordt vereischt in havens van eersten rang, besluit ons
uitstekend medelid aldus :

» Uit dit alles blijkt dat de haven die in betere voorwaarden tot stand
» komt dan hare mededingsters, dra bijzondere klanten zal bijwinnen, die
» aan haar gehecht geraken.

» Dus hoeven wij gestadig te denken aan verbetering der Antwerpsche
» haven, zelfs meer dan wordt gevergd door de huidige behoeften der
» scheepvaart.

» Sommigen zullen ons aandringen wellicht overdreven achten, doch zij
» vergeten dat de handels- en nijverheidstoekomst van België innig is
» verbonden aan Antwerpen's uitbreiding. Onze toenemende uitvoer, ons
» koloniaal verkeer, het inrichten van eene Belgische koopvaardijvloot, van
» scheepstimmerwerven, al deze punten van zoo dadelijk en zoo ernstig
» belang blijven onopgelost, zoolang de Antwerpsche haven in gevaar
» verkeert.

» Dus staat niet het belang van Antwerpen alleen op het spel, maar ook
» dit van gansch het land, en onder den schijn van plaatselijk vraagstuk,
» levert geen vraagstuk eigenlijk meer algemeen belang op. »

*
* *

Toen die welsprekende oproep weerklonk, was de Regeering erg bezorgd
om het lot van Antwerpen en de toekomst der menigvuldige belangen van
algemeenen aard, die deze stad zijn toevertrouwd.

Niet alleen is Antwerpen onze hoofdzetel voor handel en zeevaart, het werd
ook aangewezen om de rol te vervullen waar het nooit om vroeg en die geene
andere stad het ooit benijdde, namelijk die van de voornaamste vesting des
lands. In geval van oorlog, moet Antwerpen het uiterst bolwerk onzer onaf-

hankelijkheid, de laatste schuilplaats onzer nationaliteit zijn. Met het oog op die mogelijkheid, omringde men de stad met eene belegsomheining, vervolgens, drie of vier kilometer verder, met eenen gordel van groote forten, meestendeels twee kilometer van elkander verwijderd en die forten van de tweede lijn heeten, en eindelijk, nog een tiental kilometer verder, met eenen gordel forten van de eerste lijn, die nog onvoltooid doch reeds afgeteekend is door vier voltrokken en twee in aanbouw zijnde forten.

Deze belegsomheining omsluit onafgebroken de stad, behalve poorten met smalle, kronkelige en lastige uitgangen. De haveninrichtingen zijn ontoereikend geworden en de haven, welke in 's lands levensbelang moet vergroot en uitgebreid worden, is ingesloten binnen dien kring, en maakt er eene havenkom er eene bres in, dadelijk wordt de gordel opnieuw toegeschroefd en verhindert hij alle verdere uitbreiding.

Dus hoefde men eerst en vooral deze belegsomheining te doen verdwijnen

In overeenstemming met den Minister van Financiën, die Antwerpen eene moderne en bepaalde inrichting wilde geven, dacht de Minister van Oorlog *ad interim*, de heer Vandenpeereboom, reeds in 1898 eraan het verdedigingsstelsel van Antwerpen te vereenvoudigen, het tot twee lijnen te herleiden, zooals generaal Brassine van plan was, de bestaande en als belegsomwalling waardeloos bevonden omwalling te sloopen, verder tusschen de forten der tweede lijn eene eenvoudige veiligheidsomwalling tot stand te brengen en de forten der eerste lijn te voltrekken.

De krijgsgenie deelde die opvatting en verklaarde dat zulk een ontwerp de verdediging der stad zou verzekeren.

De Minister sprak er over met verscheidene zijner medeleden in het Parlement, en de vertegenwoordigers van Antwerpen in Kamer en Senaat verbonden zich onder zekere voorwaarden voor de kredieten te stemmen, zoo de stad Antwerpen harerzijds tot het ontwerp openbaar en uitdrukkelijk toetrad. Bij brief des Burgemeesters, 14 October 1898, beloofde het Antwerpsch Schepencollege zijnen steun.

Eenige maanden later meende de heer Vandenpeereboom de Kamer zijne inzichten te mogen mededeelen. Bij de behandeling der Begrooting van Oorlog, ter zitting van 22 Juni, zegde hij in antwoord op eene vraag betreffende de vesting Dendermonde :

« ... Ten gevolge van mijne aandachtige studie, heb ik bevonden dat er » verband bestaat tusschen de verdediging van Antwerpen en die van » Dendermonde.

» Ik verlang vurig beide vraagstukken op te lossen.

» Er valt op te merken dat er te Antwerpen plaats begint te ontbreken; » kan men hare bestaande omwalling niet wegnemen, dan geraakt de stad » in verval; zij heeft nieuwe gronden noodig om zich uit te breiden. Dus » moet men volstrekt de omwalling sloopen, mits men haar eene evenwaarde » in krijgskundig opzicht geeft. Ik weet dat men het daarover te Antwerpen » sedert lang eens is. Doch terwijl men zich inlaat met de Antwerpsche » vestingwerken moet er insgelijks worden gedacht aan die van Dender- » monde. Wil de Kamer goeden wil toonen, dan zullen wij, hoop ik, eerlang

- » het drievoudig vraagstuk kunnen oplossen, dat zoowel de belangen van
- » Antwerpen en Dendermonde als die van 's lands verdediging betreft.
- » De door de Regeering voor te stellen oplossing zal, hoop ik, door de
- » Kamer worden aangenomen. »

Deze tijding hadde ongetwijfeld eene spoedige verwezenlijking erlangd, zoo op dat zelfde oogenblik geene andere zorg de Regeering in aanspraak had genomen, en zoo twee maanden later het Kabinet niet was afgetreden. Kort na zijn aftreden, vond de heer Vandenpeereboom nog gelegenheid om op zijn ontwerp terug te komen.

« Toen ik, zegde hij ter vergadering van 5 Mei 1900, drie en half jaar
» geleden werd belast met het *interim* des Departements van Oorlog, was
» eene mijner eerste zorgen, eenerzijds in een krijgskundig opzicht en
» anderzijds met het oog op Antwerpen's burgerlijke belangen, het vraag-
» stuk der Antwerpsche vestingwerken te bestudeeren. Ten gevolge van
» studiën met vakmannen, ben ik tot de overtuiging gekomen dat er een
» grootsch werk was te verrichten in het opzicht onzer verdediging en in
» het opzicht der handels- en zeevaarthebelangen van Antwerpen.

» Onnoodig u te zeggen, Mijne Heeren, dat, alvorens onderhandelinge-
» gen aan te knopen met het Antwerpsch Gemeentebestuur, met mijne
» medeleden in Kamer en Senaat, ik het eerst was eens geworden met den
» achtbaren Minister van Financiën, en dat wij het daarover nog eens zijn.

» In een krijgskundig opzicht wil ik de Antwerpsche vestingwerken niet
» meer kleineeren dan noodig is, doch voor niemand is het een geheim
» dat vestingwerken, gebouwd van 1859 tot 1862, toen de kanonnen geene
» groote schootsverte hadden en men geene torpedo-houwitser kende, niet
» meer op de hoogte van den bestaanden toestand zijn. Dat is een
» stellig feit.

» Anderzijds, is de Antwerpsche omwalling veertig jaar geleden verplaatst.
» Men dacht zonder einde te kunnen bouwen op de overgroote gronden,
» maar nu staan er gebouwen schier tegen de omwalling. De groote werken,
» voor de statieën verricht, hebben een deel van den grond ingenomen en
» eerlang komt het oogenblik dat er te Antwerpen geen bouwgrond meer
» zal zijn.

» Nog anderzijds is het noodig eerlang nieuwe kaaien en dokken te
» maken, zoo men niet wil dat naburige havens ons overvleugelen, tot groot
» nadeel voor onze nijverheid en onzen handel.

» Mij plaatsend op dit tweevoudig standpunt, het krijgskundige aan den
» eenen en het burgerlijke en maritieme aan den anderen kant, had ik, met
» den Minister van Financiën het ontwerp bestudeerd dat ik aan de Kamer
» bekend zal maken en dat ik heb onderworpen aan de meeste mijner mede-
» leden der rechterzijde, alsmede aan al de Antwerpsche afgevaardigden,
» toen ze mij de eer bewezen te mijnent naar mijne uitleggingen te komen
» luisteren.

» Ik had hun — evenals aan het Gemeentebestuur dat het met mij eens was
» geworden en had beloofd mij te steunen — gezegd: Wij zullen de oude
» belegsomheining afbreken en daardoor Antwerpen van 1,500 tot 2,000
» hectaren geven. In een krijgskundig opzicht, dient de verdedigingslijn te

» worden verschoven op eenen afstand van 7,000 tot 8,000 meter, om de
 » stad voor beschieting te vrijwaren. Die baan werd ingeslagen bij het
 » bouwen van vijf goed bewapende forten, die torpedo-bomvrij zijn.

» Ik voegde er bij : tusschen de forten der tweede lijn zal men een werk
 » bouwen dat geene belegsomheining meer zal zijn, maar wel eene eenvoudige
 » veiligheidsomwalling, in goedkoope voorwaarden gebouwd, en om
 » eene beweging te vermijden van den vijand die, tusschen de forten in,
 » binnen de stad zou willen dringen...

» Ziedaar dus het ontwerp dat ik u aanbood, en ik houd mij overtuigd
 » dat het eerlang verwezenlijkt zal worden. Zonder eene verbintenis aan te
 » gaan, gaf de achtbare Minister van Financiën te verstaan dat hij er voor
 » is en geneigd het ontwerp te verwezenlijken, in 't belang van 's lands
 » verdediging en in 't belang van Antwerpen, dat al de groote belangen des
 » lands in zich besluit. Dat vergeet gij bij iederen stap dien gij doet, en
 » voor hen die inzonderheid de landbouwbelangen van andere arrondisse-
 » menten vertegenwoordigen, zou men zeggen dat als er spraak is van
 » Antwerpen, het eenen veelvraat geldt, die millioenen verslindt. Maar
 » 's lands welvaart en die van Antwerpen hangen nauw samen en wanneer
 » men 150 of 200 millioen zoo het noodig is, verleert voor Antwerpen, zal
 » men goud zaaien voor gansch het land. »

Bij deze bedenkingen voegde een Antwerpsch afgevaardigde er andere, welke het van belang is hier te herinneren. 't Was voor eerst den tekst van den brief des Burgemeesters van Antwerpen, die de Regeering verzekerde van den steun van het Schepencollege voor de verwezenlijking van het ontwerp tot ontmanteling en waarvan het voornaamste gedeelte luidt als volgt :

« ... Maakt de ontmanteling der omheining vooruitgeschoven verdedigingswerken noodig, zooals ge mij hebt verzekerd, dan hebben wij slechts te buigen voor het nationaal belang van de verdediging der vesting, en daarvan zou ons College het voorbeeld geven.

» Overigens hopen wij met u, Mijnheer de Minister, dat voor dergelijke zaak, van zoo groot belang voor de toekomst onzer stad, alle partijgeest ter zijde geschoven zal worden en dat de gansche openbare meening met u zal bijdragen om ze te doen welslagen. »

Ons Antwerpsch medelid voegde er bij :

« De aan de vergadering verstrekte inlichtingen hoeven nog van eene andere zijde te worden aangevuld. De Antwerpsche afgevaardigden, door ervaring wantrouwend gemaakt ten opzichte der militaire partij, en verlangend niet om den tuin geleid te worden, vroegen dat er tot de ontmanteling zou besloten worden door eene overeenkomst-wet. Het hadde trouwens kunnen gebeuren dat de krijgsgenie, nadat de verste fortenlijn was gebouwd, van houding veranderde en de bestaande omwalling behield. Op die wijze zouden de Antwerpsche lasthebbers, die eene opoffering toestemden om de krijgswerken van Antwerpen en van zijne haveninrichtingen te verwijderen, om den tuin zijn geleid en eigenlijk niets anders verkregen hebben dan Antwerpen eene derde lijn van vestingen te doen erlangen, en dat diende voorkomen te worden.

» Ook werd er met de Regeering goed afgesproken dat de ontmanteling
» niet slechts zou geschieden ten gevolge eener ministerieele verklaring, die
» later door eene tegenstrijdige verklaring kon ingetrokken worden, noch
» zelfs door eene eenvoudige wet, welke eene volgende wet steeds kan
» intrekken. De ontmanteling moest geschieden krachtens eene *overeen-*
» *komst-wet*, waarbij aan de belanghebbende gemeenten burgerlijke rechten
» worden verzekerd op den grond der vestingwerken en die in de praktijk
» door geene andere wet voortaan konden worden gewijzigd.

» Bij dezen eersten waarborg kwam er een tweede. Zoo wij de verbintenis
» namen de kredieten voor de verwijderde forten toe te staan, dan was het
» voorwaar niet uit liefde voor krijgsuitgaven. Wij allen beschouwden het
» meerendeel dier uitgaven als volkomen nutteloos. Hier gold het enkel een
» rantsoen te betalen. Doch wij wilden de weerstandskracht der Antwerpsche
» partij tegen aanhoudende toeneming van krijgslasten niet snuiken. De
» uitgaven toestaande, wilden wij niemand het recht geven te zeggen dat
» wij zoodoende vooraf toestemden in eene verhooging van het legercon-
» tingent. Dus verwierven wij de uitdrukkelijke verzekering dat het voor-
» gestelde nieuw verdedigingsstelsel niet meer manschappen zou vergen dan
» de huidige toestand der vesting Antwerpen. »

Zooals vanzelf spreekt, wilde de nieuwe Minister van Oorlog de door zijnen voorganger ontworpen oplossing van zeer nabij onderzoeken. Er werd eene gemengde Commissie benoemd om de militaire vraagstukken te bestudeeren, en eene Onder-Commissie, bestaande uit officieren-generaal, stemde in met het beginsel van het nieuwe verdedigingsstelsel dat voor Antwerpen was voorgesteld. En 't is met het oog op dit stelsel dat de Commissie het getal manschappen noodig om 't land in oorlogstijd te verdedigen, op 180 duizend man bepaalde. Gij weet dat onze militiewet ons thans dit getal van 180 duizend man verzekert.

Twée afgevaardigden van Antwerpen interpelleerden de Regeering over de ontworpen krijgs- en havenwerken. Te dier gelegenheid verklaarde de Minister van Oorlog ter vergadering van 29 April 1902 :

« Kort nadat ik aan het bewind kwam werd ik dienaangaande in Senaat
» en Kamer ondervraagd, en ik verklaarde niet te beweren gansch alleen dit
» zoo gewichtig vraagstuk op te lossen en dat het slechts opgelost zou worden
» nadat alle bevoegde overheden geraadpleegd zouden zijn. En dat heb
» ik gedaan.

» Niet enkel raadpleegde ik de overheden die door haar ambt geroepen
» waren om een oordeel te vellen, maar insgelijks de gemengde Commissie.
» Bij eenparigheid harer militaire leden (de burgerlijke leden onthielden
» zich), verklaarde zij zich in denzelfden zin en nam aan dat wanneer de
» eerste verdedigingslijn van Antwerpen zal zijn voltooid op de beide
» oevers, wanneer de tweede lijn insgelijks zal zijn voltooid, 't is te zeggen
» zoodra de forten 1 tot 8 verbonden en versterkt zullen zijn, dan, doch
» alleen dan, er kan gedacht worden aan ontmanteling der omwalling.

» De Regeering deelt volkomen dat gevoelen en maakt daarover geene
» hoegenaamde voorbehouding... »

Zijnerzijds antwoordde de Minister van Financiën en Openbare Werken

dat hij overtuigd voorstander bleef van de rechtmaking der Schelde, de Antwerpsche reede rechtstreeks verbindende met de bocht der Kruisschans, door middel eener lichtgebogen doorsnede, welke men de *Groote Doorsnede* heeft geheeten. Dat hij evenwel de zaak onopgelost liet, doch dat hij, om geenen tijd te verliezen, de toelating had verworven om al de gronden tusschen Antwerpen en de Kruisschans aan te koopen, opdat de Regeering op 't gepast oogenblik over de gronden zou kunnen beschikken. Dat, ondersteld dat de *Groote Doorsnede* niet werd uitgevoerd, dan nog die gronden hoofdzakelijk van belang zouden zijn voor de uitbreiding der Antwerpsche haven.

« Ik bevestig, zoo besloot de heer Minister, mijn onvoorwaardelijk geloof » in de *Groote Doorsnede*. Kunnen hare bestrijders mij niet overtuigen, dan » moet de Regeering op eigen gezag het vraagstuk oplossen. De Antwerpsche » Kamer van koophandel verklaarde volkomen vertrouwen te stellen in » de studiën en beslissingen der Regeering. »

En toen een lid antwoordde dat die Kamer hoegenaamd geene verantwoordelijkheid had, zegde de Minister :

« Die verantwoordelijkheid zullen wij op het gegeven oogenblik op ons » nemen. »

De door de Kamer veroorloofde onteigeningen werden voortgezet, en de eindoplossing scheen met groote schreden te naderen. Doch op zeker oogenblik werd zij met eene nieuwe vertraging bedreigd. Vóór den aanvang van den loopenden zittijd, uitte de Minister van Oorlog het verlangen zijn ontslag te nemen om gezondheidsredenen. Den 10ⁿ October 1904, deed Z. M. den Koning hem schriftelijk het verzoek op zijnen post te blijven; die brief werd openbaar gemaakt en hij eindigde aldus :

« Ook hoop ik, zoo schreef de Koning, dat gij de vaderlandslievende » medewerking der Kamers zult verwerven voor de verplaatsing der omwal- » ling en de voltooiing der Antwerpsche vestingwerken; die maatregelen, » welke ons sedert lang bezorgd maken, zijn onontbeerlijk voor de uitbrei- » ding der zeevaartinrichtingen van onze groote handelsstad en noodzakelijk » om ze te maken tot de best genaakbare, de best ingerichte en de best » verdedigde haven der wereld. »

Over den brief des Konings aan generaal Cousebant d'Alkemade werd in de Kamer breedvoerig beraadslaagd. Op de formeele aankondiging der ontwerpen ten behoeve onzer handelsmetropool werd met nadruk gewezen en sommige leden verzochten het hoofd der Regeering te verklaren « of het in zijne bedoeling lag nog in den loop van dezen zittijd een ontwerp van wet betreffende de slechting der omheining en de haveninrichtingen van Antwerpen over te leggen ».

Ter vergadering van 7 December laatstleden antwoordde de Minister :

« Wat den grond der zaak betreft, ligt het antwoord op de vraag besloten » in mijne redevoering van gisteren. De Regeering is vanzins haar ontwerp » in den loop van dezen zittijd over te leggen. »

Bij geene der beraadslagingen waar de Antwerpsche ontwerpen werden

aangeduid, vervolgens steeds vollediger en duidelijker aangekondigd, ontstond er eenig verzet of werd eenige voorbehouding gemaakt. Behalve de onderbreking van een lid protesteerend tegen de fortten die in zijn arrondissement zouden opgericht worden, maakte de Kamer niet de minste tegenwerping, en was het te denken dat de volksvertegenwoordigers het stilzwijgenderwijs volkomen eens zouden zijn over het aanbieden van een ontwerp dat, voor 's lands hoogste welzijn, onze nationale haven de bevrijding en eene onbeperkte vlucht moest verschaffen.

Een enkel punt werd betwist.

Eenmaal de militaire hinderpaal verdwenen en de plaats ingeruimd voor de uitbreiding der haven, wat moest daarop worden tot stand gebracht?

De Regeering, steunende op het eenparig en herhaald advies harer bevoegde besturen, op het gevoelen van vreemde ingenieurs, wier gezag berust op den goeden uitslag van dergelijke door hen geleide groote werken, is overtuigd voorstandster van de Groote Doorsnede. Sommigen, en met name het Antwerpsch Gemeentebestuur, steunende op het oordeel van andere ingenieurs, beweerden dat de uitslag van het werk twijfelachtig is en vooral dat er een bedenkelijk oogenblik zal ontstaan, dat waarop de vroegere bedding moet worden gesloten om den stroom in de nieuwe bedding der Groote Doorsnede te brengen : dan moet het water zich splitsen, de stroom verzwakken, de twee beddingen moeten verzanden, de rivierweg naar Antwerpen is belemmerd voor onbepaalden tijd, de groote zeevaart gestremd en aldus wordt eene onberekenbare en onmogelijk te herstellen schade aan de haven berokkend. Over dat punt sprak de Burgemeester van Antwerpen zelfs eene redevoering uit, die indruk maakte op velen onzer medeleden. Vrees is het minst beredeneerde van al onze gevoelens. Al te vaak blijft zij weerspannig aan alle redenen en het valt heel moeilijk met haar te redeneeren.

Ook ontstond het denkbeeld eener minnelijke schikking. En bij de beraadslagingen over de Groote Doorsnede werd deze voorwaar juiste meening geopperd dat het voor eene Regeering niet wenschelijk is dergelijke werken uit te voeren ondanks het al of niet gegrond verzet der belanghebbende gemeente.

Tot die bewustheid kwam de Minister van Openbare Werken. En uit de door hem aan de Middenafdeeling gegeven uitleggingen blijkt dat hij sedert ettelijke maanden trachtte aan zijn ontwerp een vorm te geven, waarbij rekening zou worden gehouden met de tegenwerpingen van het Gemeentebestuur en voor altijd de vrees worden weggenomen dat de uitvoering der Groote Doorsnede de bevaarbaarheid van den toegang der haven zou kunnen onderbreken.

Daartoe geraakte hij met de medewerking van zijn technisch personeel.

Stroomafwaarts de Kruysschans, waar de nieuwe bedding der Groote Doorsnede zich moet verbinden met de oude bedding, ten noorden, wilde hij een kanaal doen uitloopen, leidende naar eene groep sluizen, ieder van 300 meter lengte op 30 tot 55 meter breedte en kunnende gemakkelijk toegang geven aan schepen van 11 meter diepgang. Die sluizen zouden toegang verschaffen tot een breed dokkanaal, en langs dit kanaal tot de tusschendokken. Met die schikking zou in elk geval, en welke vrees er ook

mocht bestaan over den tijd der uitvoering van de Groote Doorsnede, — eene vrees welke de Regeering luide verklaart niet te deelen, — zal het vrij verkeer der haven met de zee verzekerd blijven voor de grootste schepen.

Zoo verdween de hinderpaal die de laatste toetreding kon vertragen. En voor dat het voorontwerp was vastgesteld, liet het verwittigd Gemeentebestuur weten dat het er mede instemde. De Gemeenteraad, de Kamer van Koophandel, de Zeevaartvereeniging verklaarden zich bevredigd. En men mag zeggen dat er bij de openbare meening een stroom van instemming ontstond, welke alle vroegere twisten wegnam en er slechts eenig nieuwsblad overbleef dat nog verzet aantekende.

* * *

Ziedaar de wordingsgeschiedenis van het ontwerp.

Zij bewijst dat de eerste opvatting als 't ware vanzelf ontstond uit de economische voorwaarden waarin het land verkeert, als eene noodzakelijkheid waaraan men zich onmogelijk langer kan onttrekken.

Zij bewijst dat het van langerhand werd opgemaakt; zoo van krijgskundige als burgerlijke zijde grondig werd onderzocht en bestudeerd en tot rijpheid is gekomen.

Zij bewijst, eindelijk, dat het ontwerp eigenlijk een ondeelbaar geheel is. Trouwens, ter verbetering der haven moet de omwalling verdwijnen en om de slooping der omwalling te vergoeden, wordt de aanvulling der vestingwerken gevraagd. Weigert men deze aanvulling, dan handhaaft men de omwalling en maakt daardoor de havenwerken onmogelijk.

* * *

Uwe Middenafdeeling was van oordeel dat men Antwerpen niet mag overlaten aan zijne handelsbestemming alleen. Bij groote meerderheid dacht zij met de gezaghebbende krijgskundigen dat Antwerpen de rol moet blijven vervullen van voornaamste sterkte des lands en bij voorkomend geval de basis blijven voor de verrichtingen en voorraadbezorging voor ons leger te velde, de schuilplaats der Regeering en het toevluchtsoord waar zij het kan volhouden tot het oogenblik waarop machtigeren dan wij, vrienden die zooveel belang als wij hebben bij het in stand blijven van België, ons ter hulp zouden komen.

Derhalve hoeft men met de Middenafdeeling te erkennen dat in een krijgskundig opzicht het ontwerp dit drievoudig voordeel oplevert, dat het verdedigingsstelsel van Antwerpen wordt vereenvoudigd, dat de stad de noodige ruimte erlangt voor hare uitbreiding op 't gebied van handel en zeevaart, en dat de haveninrichtingen, de stoffelijke rijkdommen en de kunstschaten der groote stad beveiligd zijn tegen beschieting.

En in een burgerlijk opzicht lost het ontwerp 't vraagstuk der haveninrichtingen in ruimen en beslisten zin op. Het verschaft aanzienlijk uitgestrekte kaaien in diep water, rechtstreeks genaakbaar bij om 't even welke tij; het brengt de nieuwe haveninrichtingen derwijze te zamen dat hare

benutting redematig en gemakkelijk wordt; het voorziet sluizen en dokken geschikt voor groote schepen en laat eene goede ruimte over voor lateren vooruitgang. Eindelijk, het waarborgt onze haven, naar gelang harer toekomstige behoeften, de mogelijkheid om zich gemakkelijk en onbepaald uit te breiden.

Dergelijke ontwerpen strekken tot eer aan de Regeering die ze der wetgeving voorlegt.

Onder voorbehoud van de studie en de opmerkingen die hier volgen, keurt de Middenafdeeling het ontwerp in zijn geheel goed. Zij houdt zich overtuigd dat de Kamer er zich na onderzoek zal mede vereenigen en er prijs zal op stellen het heerlijk streven van de Regeering te schragen.

Onderzoek in de Afdeelingen.

De voornaamste opmerkingen, in de afdeelingen gemaakt, werden in de Middenafdeeling overgenomen en men zal ze verder aantreffen. Derhalve kunnen wij ons bepalen bij het opgeven van de stemmingen.

De 1^o afdeeling keurde het ontwerp goed met 13 stemmen tegen 8 en 2 onthoudingen. De afdeeling stemde onder dit voorbehoud dat de weigerende stemmen niet zijn gericht tegen de havenwerken.

De 2^o afdeeling keurde het goed met 9 stemmen en 5 onthoudingen.

De 3^o afdeeling keurde het goed met 8 stemmen tegen 2 en 4 onthoudingen.

De 4^o afdeeling keurde het goed met 8 stemmen en 6 onthoudingen.

De 5^o afdeeling keurde het goed met 14 stemmen tegen 3.

De 6^o afdeeling keurde het goed met 8 stemmen en 6 onthoudingen.

De splitsing.

Waarom het ontwerp van krijgswerken vereenigen met het ontwerp der havenwerken? Waarom, aangezien de havenwerken waarschijnlijk eene groote meerderheid zullen verwerven en de krijgswerken veel aarzeling, ja tegenkanting verwekken, wordt thans bij de wetgeving niet het ontwerp van economischen aard ingediend en het ontwerp voor de verdediging van Antwerpen voorbehouden?

In eene afdeeling werd die vraag gesteld. In eene andere werd de splitsing voorgesteld doch verworpen met 11 stemmen tegen 4 en 2 onthoudingen.

Op hare beurt onderzocht de Middenafdeeling dit voorafgaande vraagstuk. De Ministers van Oorlog en van Financiën, ondervraagd over de mogelijkheid van splitsing, verklaarden dat het ontwerp een onafscheidbaar geheel is. Er kan niet worden gedacht aan havenwerken, voordat daartoe eene geschikte plaats is gevonden. Welnu, thans bekleedt de omwalling die plaats en door het krijgskundig ontwerp komt zij vrij. Wijst men het krijgskundig ontwerp van de hand, zoo wordt de omwalling behouden, en waartoe strekt het dan te besluiten tot havenwerken, die niet kunnen tot stand komen?

Kan er ten minste aan gedacht worden te vragen om eene bres in de omwalling, ten noorden, ten einde aan de havenwerken doorgang te laten?

Eerst en vooral dient het Departement van Oorlog daarin toe te stemmen, en de verklaringen, ter Middenafdeeling afgelegd, moeten dienaangaande alle hoop doen opgeven. En wordt eene bres van 3 kilometer gelaten, dan zal de krijgsgenie, evenals altijd, daarvoor iets van gelijke waarde eischen.

Wat zal dat equivalent zijn? Dadelijk vat men dat gansch het stelsel nogmaals ter spraak komt en men, om de zoo noodige uitbreiding der Antwerpsche haven te verwezenlijken, zich toch moet verstaan met het Departement van Oorlog. Welnu, zooals verder wordt gezegd, is het ontwerp de best mogelijke overeenkomst tusschen het belang van het krijgswezen en het burgerlijk belang.

Dus kan het nut der voorgestelde vestingwerken worden betwist, — en dat geschiedde ter Middenafdeeling, — er kan protest worden aangeteekend tegen de voorwaarde waaraan het Departement van Oorlog de slechting der bestaande omwalling onderwerpt. Doch wat niet is te doen, is dat de werken geene voorwaarde uitmaken, bij gemis waarvan de bestaande omwalling blijft bestaan en de havenwerken niet tot stand komen.

Dus kan de Kamer, haar recht tot wijziging gehandhaafd blijvende, het ontwerp in zijn geheel goedkeuren of verwerpen. Doch het splitsen of gedeeltelijk goedkeuren kan zij niet.

I.

KRIJGSWERKEN.

Kan men, om het burgerlijk belang van Antwerpen te bevredigen, de bestaande omwalling niet sloopen en voor het overige de vesting behouden zooals zij is? Waarom die omwalling verder opnieuw oprichten? Waarom de lijn van vooruitgeschoven forten aanvullen, onder voorwendsel dat de bestaande omwalling moet gesloopt worden?

Op die vragen antwoordde de Regcering : « Ik ben verantwoordelijk » voor 's lands verdediging. De bestaande omwalling, die niet meer kan » dienen als belegsomwalling, behield hare volle waarde als veiligheids- » omwalling. De forten der tweede lijn kunnen behouden blijven, op voor- » waarde van versterkt te worden. Langzamerhand zal de vaderlandsliefde » der Kamers ons de voltooiing toestaan van de eerste lijn, die reeds zes » forten telt, en dan zal het stelsel volledig zijn. Namens het burgerlijk » belang vraagt ge mij om slooping der omwalling, 't is te zeggen vernieti- » ging van het bestaande stelsel met drie lijnen. Ik sta het toe in de ruimst » mogelijke mate, zoo 's lands verdediging, waarvoor ik heb te zorgen, er » niet door lijdt, 't is te zeggen zoo het vroegere stelsel wordt vervangen » door een ernstig stelsel met twee lijnen. Om doelmatig te zijn, moet dat » stelsel eene nieuwe veiligheidsomwalling bevatten, geplaatst tusschen de » versterkte forten der tweede lijn, en de voltooiing der eerste lijn forten. »

Heel de waarde van dat antwoord ligt in de vraag of Antwerpen mag overgelaten worden aan zijne handelsbestemming.

Dit denkbeeld werd in de Middenafdeeling warm verdedigd, doch door de groote meerderheid verworpen. Deze is integendeel van meening dat Antwerpen het nationaal toevluchtsoord moet blijven, in staat om zich ernstig te verdedigen.

Van dat standpunt uitgaande, moet men aannemen dat de houding der Regeering logisch is en dat het haar plicht is tegen het opgeven van de omwalling de maatregelen voor te stellen die de degelijkheid van Antwerpen's verdedigingsstelsel moeten verzekeren.

Schikking en stelsel zijn technische zaken en de Kamer is niet toegerust om daarover te beraadslagen. De Regeering heeft tot taak ze ten beste uit te kiezen en uit te werken. Zij worden onderzocht door bevoegde en verantwoordelijke mannen. En om de Kamer daarover beter in te lichten, achtten wij het raadzaam aan dit verslag toe te voegen het verslag der Militaire Ondercommissie, die in 1900 werd belast met het bestudeeren van het vraagstuk der vestingwerken.

Doch in een burgerlijk, huishoudkundig opzicht en in dat van den handel draagt het ontwerp gunstige kenmerken, die de Middenafdeeling ten zeerste troffen en waarop zij de aandacht der Kamer vestigt :

A. Het ontwerp vereenvoudigt het verdedigingsstelsel van Antwerpen. In plaats van drie lijnen (aafgebroken belegeringsomheining, tweede en eerste lijn fortén), neemt het er nog slechts twee aan (tweede lijn fortén, verbonden door eene eenvoudige veiligheidsomheining, en eerste forténlijn).

B. In plaats van openingen te maken in de bestaande omwalling, wordt deze volgens het ontwerp volkomen gesloopt, zoodat niet enkel de hinderpaal die de nieuwe haveninrichtingen onuitvoerbaar maakte ineens verdwijnt, maar ook de gansche lijn der wallen, die de uitbreiding der stad in den weg staat. Ook maakt het de uitbreiding van hare omgeving mogelijk, die onmisbaar het gevolg zal zijn van de vergrooting der haven.

C. Het ontwerp geeft voor onbepaalden tijd aan onze zeevaartmetropool de noodige ruimte voor al hare behoeften en ontslaat de gansche omgeving van alle vestingwerk, doordien de veiligheidsomwalling wordt verschoven tot de dichtst gelegen fortén.

D. Het ontwerp behoedt de stad Antwerpen en de haveninrichtingen tegen beschieting. Om dit doel te bereiken, moest men de eerste lijn fortén aanzienlijk uitstrekken. Eene minder uitgestrekte lijn hadde de handelsrijdommen en kunstschaten van Antwerpen prijsgegeven aan de bommen des belegeraars. Wat in dat opzicht als grief tegen het ontwerp werd ingebracht, is juist zijne verdienste. Waartoe strekt het zich te versterken, zoo het is om den aanvaller, zonder gevaar voor hem, « dood en brandstichting te laten aanrichten in eene groote stad en van hare pracht slechts eenen puinhoop achter te laten »? En ware 't geen misbruik maken van het recht des lands om eene stad als vesting uit te kiezen, wanneer men haar onvermijdelijk en opzettelijk blootstelt aan ondergang en vernieling?

Werd die eerste lijn willekeurig gekozen? Mocht zij dichterbij gelegen zijn? Kon zij beter of anders worden gericht? Dat kunnen wij niet zeggen, vermits het een van de technische punten is, waarvoor parlementen zich noodzakelijk moeten verlaten op de kunde en de verantwoordelijkheid der uitvoerende macht. Maar toch schijnt het dat de richting en uitgestrektheid der eerste en voornaamste lijn forten is opgedrongen door den aard der zaken, en het wetenschappelijk gevolg is van plaatselijke ligging enerzijds, en van de tegenwoordige voorwaarden der balistiek anderzijds. Want wat kenmerkend is, de drie voornaamste ontwerpen, in de jongste tijden overgelegd voor het verdedigingsstelsel van Antwerpen, te weten het laatste ontwerp van wijlen luitenant-generaal Brialmont, aan de Middenafdeeling medegegeeld, het ontwerp van luitenant-generaal Liénart, gewezen inspecteur der genie, en het ontwerp der Regeering nemen alle eene eerste lijn forten aan, die over het geheel nagenoeg dezelfde is. Om het feit lastbaar te maken, achten wij het nuttig de eerste lijn forten van die drie ontwerpen op een zelfde aan dit verslag toegevoegd plan over te brengen.

E. Eindelijk, volgens de zeer duidelijke verklaringen van den Minister van Oorlog en de antwoorden, gegeven op de vragen der Middenafdeeling, is het geen stap vooruit, maar wel eene bepaalde oplossing. In de afdeelingen had men gevreesd dat er later eene tusschenlijn van bestendige werken zou tot stand komen, alsmede dat de vesting Dendermonde later aanzienlijk zou moeten aangevuld worden. In haar antwoord bevestigt de Regeering, overeenstemmend met het besluit der Ondercommissie, dat geene van beide gebeurlijkheden te verwachten is.

De Middenafdeeling wilde ook weten of het gezamenlijk plan niets anders was dan een voorloopig ontwerp, dat later gewijzigd kon worden, en of de plaatsing, het getal en de aard der werken van nu af aan waren bepaald. Het antwoord der Regeering was uitdrukkelijk: aan de Kamer is een eindontwerp overgelegd. Alleen de ligging van de twee werken op de Beneden-Schelde is slechts op nabijkomende wijze aangeduid, omdat hunne nauwkeurige plaats moet afhangen van de werken, te dier plaatse aan de rivier uit te voeren. Om in de oorkonden der Kamer de nauwkeurige aanduiding van de beteekenis der stemming te laten, welke de Kamer zal uitbrengen, heeft de Middenafdeeling haren Verslaggever gelast het gezamenlijk plan der vesting Antwerpen, zooals het wordt voorgesteld, aan het verslag toe te voegen.

Getalsterkte.

Zullen de ontworpen vestingwerken te Antwerpen en Dendermonde geene vermeerdering onzer getalsterkte vergen? Eischen die eerste lijn forten rondom Antwerpen, die zich uitstrekken over 100 kilometer, en de omheining, die 34 kilometer lengte heeft, geen garnizoen buiten verhouding met onze tegenwoordige getalsterkte? En zou de goedkeurende stemming, welke de Kamer zou uitbrengen, geene verbintenis zijn voor eene vermeerdering van het jaarlijksch contingent?

Met reden maakte deze vraag al de afdeelingen bezorgd. Op hare beurt stelde uwe Middenafdeeling er prijs op ze op te helderen. Want volgens haar hangt van het antwoord het lot van gansch het ontwerp af.

Trouwens, om de voordeelen te behouden en uit te breiden, welke België trekt uit eene haven van eersten rang, kan men wel een geldoffer brengen, dat kan beschouwd worden als het verplichte toevoegsel aan een te verwezenlijken grootsch werk van economischen aard. Doch men zou de uitdrukkelijkste inzichtem des lands miskennen, zoo men de toegeving dreef tot eene vermeerdering van de getalsterkte des legers.

De Middenafdeeling onderzocht dit des te zorgvuldiger, daar het verleene haar wantrouwig heeft gemaakt. Toen het ontwerp der Maasforten bij de Kamer aanhangig werd gemaakt, bevestigde de Regeering met de meeste goede trouw dat die werken geene vermeerdering van getalsterkte zouden eischen. En niettemin werd die vermeerdering later geëischt, uit hoofde van diezelfde Maasforten!

De Minister van Oorlog, ondervraagd over de getalsterkte, verklaarde « dat hij in het vraagstuk der verdediging van Antwerpen evenals in alle » andere de politiek der openhartigheid had gevolg. Het ontwerp is een » eindontwerp, het is volledig en ingericht naar den huidige staat onzer » getalsterkte. Er zit hoegenaamd niets achter. Wat het bewijst, is dat de » Regeering de hangende krijgskundige vraagstukken deed bestudeeren » door eene commissie, en daardoor toonde wat zij wilde en waar zij naartoe » wilde. De geldoffers werden berekend zonder iets aan het toeval noch aan » de toekomst over te laten. De eischen aan manschappen werden duidelijk, » openbaar aangegeven. Thans zijn zij bevredigd door de nieuwe militie- » wet. Zij moeten niet worden overschreden, om deze eenvoudige reden dat » het nieuw verdedigingsstelsel van Antwerpen medetelde bij het berekenen » van de gevraagde getalsterkte. Wat met de Maasforten geschiedde, is hoogst » te bejammeren, doch thans bevindt de Kamer zich niet meer tegenover » denzelfden toestand. Het vraagstuk der voor de fortten benoodigde getal- » sterkte was niet bestudeerd en had geene openbare oplossing erlangd, door » bevoegde mannen geraamd. Toen moest de Regeering zich verlaten op het » woord van een enkel man, sprekende vrij van elk toezicht.

» Met het oog op het getal en het aanzienlijke der werken bestonden er » geene eindplannen. Trouwens, na de stemming deed de krijgsgenie nog » proefnemingen met beton. Met het oog op de kosten, werd de aanbesteding » niet gedaan tegen vasten prijs, maar op prijsbordreel, zonder bepaalde » plannen. 't Is om die misrekeningen te vermijden en nut trekkende uit » de les der ondervinding, dat de Regeering het vraagstuk der voor de » vesting Antwerpen benoodigde getalsterkte vooraf deed onderzoeken » alvorens dezer voltooiing voor te stellen. Ook daarom deed zij plannen » opmaken, waarop het getal, de omvang en de plaats der werken zijn aan- » gegeven. 't Is eindelijk daarom dat zij zich in staat stelde niet op prijs- » bordereel/aan te besteden, maar bij akkoord, op plannen. »

Uwe Middenafdeeling herhaalde deze vraag welke in de verschillende afdeelingen tot de Regeering was gericht: Wat is de noodige getalsterkte ter verdediging van de Antwerpsche vestingwerken, zooals zij thans bestaan en

hoeveel zal zij bedragen nadat de ontworpen krijgswerken zijn voltooid? Het antwoord gaat niet gepaard met cijfers, doch doet deze zeer juist opmerking, dat er door het bouwen van forten in de groote openingen der vooruitgeschoven lijn minder manschappen zullen noodig zijn, vermits men bij gemis van forten talrijke troepen zou noodig hebben om die gaten aan te vullen.

Uwe Middenafdeeling erkent de waarde van dit antwoord, doch vond het op zichzelf niet volkomen passend. Men mag aannemen dat er door de voltooiing der vooruitgeschoven lijn troepen kunnen uitgespaard worden. Doch zonder strijdigheid mag men zich ook de vraag stellen of de ontworpen vesting Antwerpen, zelfs met die uitsparing, zich doelmatig kan verdedigen met onze bestaande getalsterkte.

't Is op die tweede vraag dat verder wordt geantwoord door de Regeering en in de verklaring van den achtbaren Minister van Oorlog, die wij, zooniet in den vorm, dan toch in den grond weergaven.

Dat antwoord scheen uwe Middenafdeeling afdoende. Trouwens, 't is niet *na* het bestudeeren van de noodige getalsterkte voor de *bestaande* vestingwerken dat het ontwerp tot voltooiing der vesting ontstond. Dat ontwerp tot voltooiing bestond en 't is met het oog op dit ontwerp, met het oog op de *te bouwen* vestingwerken dat de Militaire Commissie de noodige getalsterkte bestudeerde. Die getalsterkte bezitten wij thans. Dus is er geen onvoorziens en geene misrekening in manschappen meer te vreezen. Voor die hoofdzaak heeft de Kamer eenen uitdrukkelijken waarborg.

Doch is het ontwerp, waarop de Militaire Ondercommissie, belast met het bestudeeren van het vraagstuk der vestingen, steunde om het cijfer der noodige getalsterkte te bepalen, wel hetzelfde als dit der Regeering, met het oog op de vereischte garnizoenen?

Dat valt niet te betwijfelen.

De Militaire Ondercommissie steunt hare studie op het plan der nieuwe vesting Antwerpen, opgemaakt door luitenant-generaal Lienart. Zij neemt dat ontwerp aan, behoudens enkele wijzigingen, en verklaart dat het aldus gewijzigd ontwerp « dezelfde garnizoenen eischt als dat van luitenant-generaal Liénart ».

De cijfers, door de Militaire Commissie bepaald voor onze algemeene getalsterkte, bevestigen en volmaken dit betoog. Het besluit, aan dit verslag toegevoegd, bevat cijfers welke overeenkomen met die welke de Militaire Ondercommissie noodzakelijk acht voor de verdediging der vestingen.

Dus is het niet te verwonderen dat het « Comité voor studiën aangaande de vesting Antwerpen en het hooger Comité voor de vestingwerken hebben verklaard dat onze getalsterkte toereikend is om de verdediging van al onze sterkten te verzekeren ».

't Is eindelijk met het doel om geene verdedigingswerken voor te stellen, waarvan de garnizoenen meer bedragen dan onze getalsterkte, dat de Militaire Commissie de volgende beslissing nam :

« Er bestaat geene reden om Dendermonde in te lijven bij de vesting » Antwerpen; de afmetingen van deze aldus vergroote plaats komen niet » overeen met de middelen waarover wij beschikken. »

Wat zal het ontwerp kosten?

Uit den tekst van het ontwerp, de Memorie van toelichting en het antwoord der Regeering op de vragen der Middenafdeeling blijkt, dat het aangevraagde krediet uit twee onderscheidene deelen bestaat : voor het eerste, 77,235,000 frank, wordt eene leening gesloten; het tweede, 30,764,100 frank, kan worden betaald op de gewone Begrooting. Het eerste gedeelte vertegenwoordigt de kosten voor het bouwen en herstellen der vestingwerken, het tweede die der bewapening en des voorraads aan krijgsbehoeften.

Dus is er waarschijnlijk, als bestendige last, enkel rekening te houden met het cijfer van 77,235,900 frank. En daarvan is dan nog af te trekken nagenoeg 18 millioen, die zullen voortkomen van den verkoop der gronden van de buiten gebruik gestelde vestingwerken. In ronde cijfers blijft er dan te voorzien in een kapitaal van 60 millioen. Daar de interest en de aflossing is berekend tegen fr. 5.50, geeft dit eenen jaarlijkschen last van min dan 2 millioen voor 's lands Schatkist.

Men moet bekennen dat een last van zulk bedrag 's lands financiën niet zal ontreddeeren, vooral zoo men bedenkt dat zij zonder bezwaar den wel zwaarderden last van de vergelding der miliciens hebben gedragen, waarvan de laatste *jaarlijksche* termijn, na de wet van 26 Maart 1902, de som van 14,031,000 frank bedroeg.

Doch zullen de kosten voor de uitvoering van het ontwerp niet hooger loopen? En doet de ervaring, opgedaan met de Maasforten, ons dat niet vreezen?

De Regeering heeft, dunkt ons, door de hiervoren aangehaalde bedenkingen bewezen dat er met het onderhavig ontwerp niet wordt te werk gegaan zooals naar aanleiding van de Maasforten. Hier bestaat een gezamenlijk plan. Van nu af aan is het getal, de omvang en de plaats der werken bepaald. De uitlegging, gegeven in antwoord op eene vraag uwer Middenafdeeling, laat denken dat de raming ernstig werd gedaan. Overigens kan men, volgens de kosten van het fort te Waver, van allereerste orde, dat thans wordt gebouwd, goed nagaan of de berekeningen van het ontwerp nauwkeurig zijn. Eindelijk, de Minister van Oorlog heeft verklaard dat er, om teleurstelling te voorkomen, in het aangevraagd krediet ruimte wordt gelaten voor onvoorziene uitgaven.

Anderzijds zijn in het bestek al de bijhoorigheden begrepen : wegen, bewapening, krijgsvoorraad, beweeglijke parken, alsmede de bewapening en krijggsbehoeften voor de twee in aanbouw zijnde forten.

Dus mag worden bevestigd dat de aangevraagde kredieten niet zullen overtroffen worden en wel degelijk al de kosten vertegenwoordigen.

Het bijzonder fonds.

Bij artikel 5 van het ontwerp wordt een bijzonder fonds ingesteld met het krediet van 108 millioen, voor de krijgswerken aangevraagd. Dit fonds zou bestaan zoolang men onderstelt dat de werken moeten duren, dat is

tot 31 December 1912. Voor het bedrag dienende tot de bouwwerken en herstellingen, wordt het in stand gehouden door de leening. De 30,764,100 frank voor bewapening en krijgsvoorraad, worden door de gewone Begrooting betaald.

Er is twijfel geopperd of die begrootingsregeling wel strookt met de Grondwet. Doch die twijfel is ongegrond. Overigens zou hetzelfde gelden voor de talrijke bijzondere fondsen, door onderscheidene wetten ingesteld.

Dit punt wordt opgelost door de artikelen 111 en 115 der Grondwet. Uit die samengevoegde artikelen blijkt dat *belastingwetten* slechts geldig zijn voor één jaar. In artikel 1 der wet op Staats rekenplichtig beheer, dat de grondwettelijke regelen toepast, wordt bepaald dat er over ontvangsten en uitgaven voor elk dienstjaar jaarlijks wordt gestemd. Doch in de Grondwet komt niets voor dat de Regeering verplicht in het tijdsverloop van één jaar de haar toegekende bijzondere en buitengewone kredieten uit te geven.

Ook, vóór 1883, was het aanwenden van buitengewone kredieten door geenen termijn hoegenaamd beperkt. De heer Graux, Minister van Financiën, maakte aan de Kamer bekend dat hij beschikte over 137,679,000 frank toegestane doch niet aangewende kredieten, waarvan het oudste opklom tot 1835. Dat was een misbruik, omdat daardoor feitelijk het toezicht des Parlements over het gebruik der kredieten werd afgeschaft. Dan deed men jaarlijks al de bijzondere kredieten in de Begrooting opnemen.

Daarbij komt het dat die kredieten slechts werden toegekend nadat over de begrootingen was gestemd, en dat was van aard om te verhinderen dat openbare werken ten bepaalden tijde werden aanbesteed. De heer Beernaert verhielp dat bezwaar en voerde het thans bestaande stelsel der buitengewone begrootingen in, waarbij wordt bepaald dat de kredieten binnen eenen termijn van drie jaar moeten verbruikt worden.

Dus wordt het tijdsbestek, aan de Regeering geschonken om een bijzonder krediet aan te wenden, bepaald door de gewone wet. Men kan van oordeel zijn dat het in 't belang van het toezicht niet raadzaam is de bijzondere, zelfs tijdelijke fondsen te vermenigvuldigen. Doch hier is het bijzonder fonds gewettigd om deze reden dat de Regeering zich tegenover de belanghebbende gemeenten, onder burgerlijke straffen, verbindt de bestaande omheining op eenen bepaalden datum te sloopen, en dat zij niet mag in gevaar worden gebracht geene geldmiddelen te bezitten om geregeld het werk voort te zetten dat die slooping moet voorafgaan.

Evenwel achtte uwe Middenafdeeling raadzaam in de wet te vermelden dat er jaarlijks aan de Kamers rekenschap moet gegeven worden van het gebruik van het bijzonder fonds.

Militaire servituten.

Zoodra de wet is goedgekeurd, is het Departement van Oorlog geneigd alle mogelijke verzachtingen toe te brengen aan de dienstbaarheden, ontstaan uit de omwallingen van Antwerpen en Dendermonde. Dit blijkt uit het antwoord der Regeering. Doch ter Middenafdeeling verklaarde de

achtbare Minister van Oorlog dat hij voornemens is het gedeelte der bestaande krijgsveldbaarheden rondom de forten der tweede lijn, dat binnen de nieuwe omwalling zal vallen, af te schaffen. Zoo kan hij, zoodra de nieuwe omwalling van Antwerpen genoeg gevorderd is, in de practijk uiterst toegevend zijn voor de dienstbaarheden der oude omwalling.

Evenals de Regeering, is de Middenafdeeling van oordeel dat de wetten die de vergoedingen wegens krijgsveldbaarheden regelen, slechts bepalingen bevatten voor den tegenwoordigen tijd, en niet kunnen ingeroepen worden door hen wier goederen onder dienstbaarheden vallen, die na gemelde wetten zouden ontstaan.

Bijgevolg stemt zij in met het denkbeeld om aan het ontwerp de bepaling toe te voegen, welke de Regeering heeft voorgesteld om van stonden aan het vraagstuk te regelen van de vergoedingen, verschuldigd aan eigenaars die worden getroffen door krijgsveldbaarheden, tengevolge der ontworpen werken. Ziehier den tekst.

« ARTIKEL 6. — De eigenaars van vaste goederen welke zullen belast » worden met krijgsveldbaarheden tengevolge der oprichting van de ver- » dedigingswerken voorzien in artikel 1 en 2, zullen vergoed worden volgens » artikels 1 en 2 der wet van 19^{de} Augustus 1893, wier artikels 4, 5 en 6 » insgelijks toepasselijk worden gemaakt.

» Eene volgende wet zal het nominaal kapitaal vaststellen tot wiens » beloop de Minister van Financiën zal gemachtigd zijn rentetitels van 5 % » uit te geven om verdeeld te worden onder de eigenaars aan wie het zal » billijk blijken schadevergoeding te betalen.

» De uitgaven voor personeel en materieel benodigd voor de werking » der Commissie waarvan kwestie in artikel 4 van gezegde wet van » 19^{de} Augustus 1893 zullen gedekt worden bij middel der gewone in- » komsten van de Staatskas. Een crediet zal daartoe op gevoeglijken tijd » in de Begroeting van Financiën en Openbare Werken ingeschreven » worden. »

Overeenkomsten met de gemeenten.

Deze overeenkomsten zijn eenvoudig een voorkeursrecht, aan de gemeenten Borgerhout en Berchem geschonken om tegen zekere eenheidsprijzen bepaalde gedeelten der binnenruimte van de bestaande omheining aan te koopen. Deze optie kan maar worden gedaan nadat de in het ontwerp voorziene werken zijn voltooid, en in de Middenafdeeling werd de vraag gesteld waarom die overeenkomsten reeds nu worden gesloten. Het antwoord luidde dat zij vooral strekken om de Kamers te vrijwaren tegen alle verandering van meening die, eenmaal de kredieten toegekend, zou strekken om de omwalling te handhaven of hare slooping te vertragen. Niemand koestert dat wantrouwen ten opzichte der bestaande Regeering, maar ook niemand kan verantwoordelijk zijn voor toekomstige personen en gebeurtenissen. De burgerlijke rechten, aan de belanghebbende gemeenten toegekend door de ontwerpen tot overeenkomst, waarborgen dat niemand later de ontman-

teling zou kunnen weigeren noch vertragen, waarvoor het land de thans gevraagde opofferingen zou hebben gedaan.

De Middenafdeeling denkt dat zij aan de Regeering niet de volmacht mag geven, welke wordt gevraagd voor de te sluiten overeenkomsten, en stelt bijgevolg voor om in artikel 3 te vermelden dat die overeenkomsten door de wetgevende Kamers moeten bekrachtigd worden.

Het door generaal Brialmont nagelaten plan.

Dit plan werd met eene uitleggende brochure overgemaakt aan de Middenafdeeling; deze verzond het voor advies naar het Departement van Oorlog.

De Minister overhandigde ons de nota, die als bijlage aan dit verslag is toegevoegd.

In de afdeelingen was gezegd dat, volgens zijnen vervaardiger, het plan Brialmont een drievoudig voordeel had boven dit van het ontwerp :

- 1^o Minder groote uitgestrektheid die kan aangevallen worden;
- 2^o Mindere kosten;
- 3^o Verminderd garnizoen.

Uit de gedane studie blijkt dat het plan Brialmont geen van die drie voordelen oplevert, wel integendeel.

Anderzijds handhaaft het 't stelsel der drie verdedigingslijnen, thans door geene gezaghebbende krijgskundigen nog verdedigd.

Eindelijk met het oog op handel en nijverheid, is dat plan niet te vergelijken met dit van het ontwerp.

Samenvatting.

Het ontwerp brengt hulde aan 's lands belang, dat de uitbreiding der Antwerpsche haven vergt, en staat de slooping der bestaande versterkte omheining toe.

Het verschaft een equivalent voor die afschaffing.

Dit equivalent is het beste en ruimste mogelijk, met het oog op het huishoudkundig belang van Antwerpen en van het land.

Het schijnt klaar en vrijmoedig te zijn voorgesteld.

Het bevat al de uitgaven die te doen zijn.

Het vergt geene grootere getalsterkte.

En, buiten een last van 30 millioen, welke door de gewone begrooting zal bestreden worden naarmate de uitgaven worden gedaan, legt het de Schatkist eenen jaarlijkschen last op van min dan 2 millioen frank.

De rechten van Antwerpen en Dendermonde.

Een land heeft het recht om eene stad de rol op te leggen van vesting, met hare dienstbaarheden, lasten en gevaren, wanneer die stad door hare ligging daartoe is aangewezen en wanneer 's lands veiligheid dergelijk offer vergt.

Doch dat mag slechts in de mate van het noodzakelijke geschieden. En steden, aldus opgecofferd voor het algemeen welzijn, hebben op hare beurt het recht om van den last te worden ontheven, zoodra hij nutteloos wordt. Zij hebben het recht om haren last te doen verlichten, wanneer de overheid denkt dat dit geschieden kan. Voor 't land is het een strenge plicht die verlichting te verwezenlijken, wat het ook moge kosten, omdat de meerderheid der burgers niet zonder onrecht op landgenooten kwellingen en opofferingen mag laten drukken, die niet langer zijn gebillijkt door het belang van het gemeenschappelijk vaderland.

De vertegenwoordigers der natie zullen niet het onrecht willen plegen van op Antwerpen en Dendermonde de gevaren en de drukking te laten wegen, welke volgens het ontwerp nutteloos zijn voor 's lands verdediging.

Daarvan houdt de Middenafdeeling zich overtuigd. 't Ware meer dan een onrecht, ja een misslag, vernits het onrecht eene uitbreiding op handels- en nijverheidsgebied zou verhinderen, die gansch het land ten goede moet komen.

II.

HAVENWERKEN.

Het plan van het voorontwerp, aan de Memorie van toelichting toegevoegd, duidt, beter dan de meest omstandige beschrijving, aan, welke heerlijke, grootsche oplossing de Regeering wil geven aan de haveninrichtingen van Antwerpen.

Van aan de bocht der Kruysschans, zou de Schelde worden rechtgemaakt, en in plaats van Antwerpen aan te doen langs drie sterke bochten, waarvan ten minste twee de scheepvaart zeer moeilijk maken, zal zij langs eene lichte bocht rechtstreeks de haven vervoegen. Aldus zou de vaart der schepen te allen tijde worden vergemakkelijkt. Bij ijsgang, zouden de schollen gemakkelijker afdrijven, en dat zou dit tweevoudig gevolg hebben: de toegangen tot de haven, zelfs bij ijsgang, bevaarbaar houden voor de grootste schepen, en dit noodlottig tijdstip voor de Antwerpsche haven verkorten. Eene aanzienlijke uitbreiding der kaaien in diep water, rechtstreeks genaakbaar, zonder sluizen, zou gemakkelijk en betrekkelijk weinig kostbaar worden. Eindelijk, de uitbreiding der zeevaartinrichtingen zou hare eenheid, haren samenhang kunnen behouden, die noodzakelijk zijn voor eene gemakkelijke en redematige exploitatie.

Naast die rechtmaking, Groote Doorsnede geheelen, voorziet het voorontwerp een breed kanaal-dok, uitkomende in de Schelde aan de bocht der Kruysschans en dat gelijklopend met de Groote Doorsnede de in aanleg zijnde tusschendokken vervoegt. Op dat kanaal-dok van 250 meter breedte, zouden naarmate van de behoeften, ruime havenkommen worden vertakt, en aan het verbindingspunt van eenige dier havenkommen zou men zwaaidokken van 400 meter doorsnede aanleggen. Dergelijke schikking zou

de besliste inrichtingen der Antwerpsche haven onbeperkt laten uitbreiden. Zij zou ook 't groot voordeel opleveren, de bevaarbaarheid der haventoe- gangen buiten alle onzekerheid te houden, wel te verstaan zoo die onzeker- heid mocht bestaan, wat de Regeering niet denkt. Daar de sluisgeul eindigt stroomafwaarts het punt waar de nieuwe Schelde de bestaande moet vervoe- gen, zullen de schepen, welk natuurverschijnsel zich ook moge voordoen gedurende den tijd dat de rivier in gemeenschap wordt gesteld met de doorsnede, steeds in goede omstandigheden de haven kunnen bereiken.

Eindelijk, de oude arm der Schelde zou een overgroot handels- en nijver- heidsdok worden, van 400 tot 500 hectaren oppervlakte, aan de Schelde stroomafwaarts verbonden door eene geul van 100 meter breedte en eene sluizengroep toegang gevend aan de groote schepen en uitlopend in de diepte der bocht van Doel. Dit dok zou stroomopwaarts worden verbonden door eene vertakking der reeds ontworpen vaart op Burcht, die zou dienen voor de binnenvaart. Deze inrichting, aangevuld door doelmatige spoor- banen het dok verbindende met de statie van 't land van Waas, zou nergens hare weerga hebben. Mits ophooging en gezondmaking van den polder, gemakkelijke en snelle gemeenschap met Antwerpen, welke de Regeering zich verbindt tot stand te brengen, kan er van den linkeroever eene uiterst levendige en bloeiende wijk worden gemaakt.

Dat zijn de hoofdtrekken van het ontwerp. De Middenafdeeling brengt volgaarne hulde aan zijne opvatting.

Met het oog op huishoudkunde, handel en nijverheid, waardeert zij al dezès verdiensten en beveelt het ter goedkeuring aan bij de Kamer.

Is het ontwerp technisch goed?

Dienaangaande verlaat de Middenafdeeling zich op het oordeel der Regeering.

Zij wilde eenvoudig weten of het ontwerp de proef had onderstaan van onderzoek en bespreking door bevoegde en verantwoordelijke mannen, welke tot taak hebben oplossingen van technischen aard voor te bereiden.

Het antwoord der Regeering, in onderhavig verslag ingelascht, geeft haar in deze volledige voldoening.

Reeds in 1899, mocht een Antwerpsch afgevaardigde, de heer Koch, ter Kamer zeggen ten opzichte van de zeevaartontwerpen : « Niets kan langer » eene vertraging billijken. Trouwens, de technische zijde van het vraag- » stuk werd bestudeerd, behandeld en opnieuw behandeld door talrijke » commissiën en ondercommissiën, bestaande uit de meest bevoegde » mannen, en hun gevoelen werd daarenboven onderworpen aan de meest » beroemde waterbouwkundige ingenieurs in den vreemde. De verslagen » werden afgekondigd. Al de beraadslagingen, al de uitgedrukte gevoelens » zijn door het publiek gekend. Waarnaar hoeft nog te worden gewacht? » De tijd van beraadslagen is voorbij en het uur van handelen en beslissen is » reeds lang geslagen. Zooals in zeemanstaal wordt gezegd, de overligdagen » loopten reeds en de verantwoordelijkheid zal groot zijn, zoo er niet spoedig » wordt beraad en gehandeld. »

Volgens sommigen, heeft het bestudeeren en bespreken van het ontwerp maar al te lang geduurd. Er komt een tijd van handelen en zoodra de uitvoerende macht eene beslissing heeft genomen, is het Parlement wel verplicht hare aanwijzing te volgen, zoo men niet wil dat de Regeering onmogelijk wordt, dat eeuwigdurende beraadslaging en gestadig omwerken de plaats inneemt van eene eindbeslissing, de eenige van waar werkelijk scheppende verrichting uitgaat. Spreken en bespreken is goed: doch op voorwaarde dat het op handelen neerkomt.

Eindeloze bespreking, onder voorwendsel om nog beters te verrichten, en wanneer de betrokken belangen handeling vergen, ware nog slechts onnute woordenpraal.

Dat wil echter niet zeggen dat in de Kamers elke bespreking van technische ontwerpen verboden zou zijn. Verre van daar. Maar de Kamer moet niet, zooals de achtbare heer Helleputte in zijn reeds vermeld verslag zegde, « doordringen in het eigenlijke bestuursleven, zich bezig houden met uitvoeringsmaatregelen in stede van op haar eigen gebied te blijven, namelijk het bespreken van de beginselen welke tot leiddraad moeten dienen voor 's lands beheer ». En naar aanleiding van het onderhavig ontwerp, een van die beginselen waarmede de Kamer zich terecht had beziggehouden, was dit : « Men beweert dat de Grootte Doorsnede de haven van Antwerpen gevaar zal doen loopen. Is een ernstige twijfel dienaangaande niet voldoende om die oplossing te doen van de hand wijzen? » Dat is geen technisch vraagstuk, maar hoort tot ieders bevoegdheid, en van wege de Regeering was het verstandig de bespreking te voorkomen, en al hoewel zij die vrees hoege-naamd niet koesterde, de mogelijkheid er van uit den weg te ruimen. Thans is alle verzet dienaangaande oprecht gestaakt en de Kamer mag voortaan gerust wezen.

Is het ontwerp niet te grootsch opgevat?

Op die vraag mag men antwoorden : wil men goed doen, dan moet men te groot doen. Want hetgeen heden te groot schijnt, zal morgen te klein schijnen, en doet men niet genoeg, men moet herbeginnen, wat in de eerste plaats nog dunder te staan komt, en daarbij eene onherstelbare vertraging is.

Maar overschrijdt het ontwerp ten minste niet alle grenzen van veroorloofde verwachtingen?

Dienaangaande werd de Regeering eene vraag gesteld. En het antwoord is afdoende : het ontwerp gaat niet verder dan wat reeds nu is af te leiden uit de geregelde toeneming van het verkeer der Anwerpsche haven. Het diagram, aan het verslag toegevoegd, bewijst het tastbaar.

Bij dit antwoord der Regeering past deze hoogst gewichtige beschouwing: De toeneming van het verkeer waarop het besluit steunt, werd, zooals het thans bestaat, verwezenlijkt in weerwil van de ontoereikende inrichtingen. Met voldoende inrichtingen, hadde 't verkeer nog veel meer toegenomen.

Derhalve is de gevolgtrekking der Regeering, met het oog op de waarschijnlijke geregelde ontwikkeling der haven van Antwerpen, *indien de haven de nieuwe inrichtingen bezit*, nog merkelyk te versterken.

**Wordt, met het kanaal-dok, de Groote Doorsnede
niet nutteloos?**

Een enkele oogslag op het plan bewijst dat, van de bocht der Kruysschans tot aan de haven van Antwerpen, het ontworpen kanaal-dok een prachtige rechtstreeksche toegang is, die de schepen veroorlooft, van daar af, de bochten der Schelde te vermijden.

't Is echter een toegang met sluizen.

En hoe gemakkelijk en snel de sluizen ook worden bediend, hoe lang ook het getij duurt wanneer zij kunnen werken, steeds vinden de schepen groot voordeel bij rechtstreekschen aanleg. Eene haven van eersten rang heeft vooral kaaien in diep water en zonder sluizen noodig. Dat vooral trachten mededingende havens te verwezenlijken en maakt de haven van Antwerpen in vergelijking met deze havens minder goed. Laat ons nogmaals onze toevlucht nemen tot de bewijsvoering van den heer Helleputte, in zijn verslag over de buitengewone Begroeting voor 1900, en de vergelijkende tabellen raadplegen.

« Sedert 1888, zegde de Verslaggever, vermeerderde de oppervlakte der dokken (Antwerpen) en der havenkommen (Rotterdam en Hamburg) met 52 % te Antwerpen, 77 % te Rotterdam en 64 % te Hamburg.

» Thans is de oppervlakte der havenkommen te Rotterdam 84 % groter dan die te Antwerpen, en het verschil bedraagt 156 %, voor Hamburg.

» De lengte der kaaimuren waar de schepen rechtstreeks kunnen aanleggen, welke sedert 1885-1886 onveranderd bleef te Antwerpen, nam toe met 28 % te Rotterdam en met 68 % te Hamburg.

» Thans bedraagt de lengte der kaaimuren voor het rechtstreeksch aanleggen te Antwerpen slechts het zevende der lengte te Rotterdam en het vijfde van die te Hamburg.

» Alleen de lengte der kaaimuren van de sluisdokken vermeerderde te Antwerpen met 48 %, terwijl te Rotterdam en te Hamburg dergelijke kaaimuren niet bestaan.

» Doch zoo men de lengte der kaaimuren van allerhande slag mederekent, moet Antwerpen nog onderdoen in de volgende verhouding :

» Antwerpen 14,3 kilometer, waarvan slechts 3,5 kilometer rechtstreeksche aanlegplaatsen.

» Rotterdam 25,3 kilometer rechtstreeksche aanlegplaatsen.

» Hamburg 16,5 kilometer rechtstreeksche aanlegplaatsen.

» Welnu, men weet hoe zeer de rechtstreeksche aanlegkaaien te verkiezen zijn boven de kaaien in sluisdokken. »

Onze collega voorzag echter nog iets erger :

« Die toestand, zegt hij, is oprecht slecht voor Antwerpen, en wij denken niet dat men elders de oorzaak moet zoeken van de betrekkelijke trage uitbreiding van die haven.

» Binnen twee of drie jaar zal de toestand jammerlijk zijn geworden.

» Antwerpen zal dan de 2 kilometer nieuwe kaaien hebben welke thans worden gebouwd.

» Antwerpen zal dus 5.5 kilometer rechtstreeksche aanlegkaaien bezitten en 10.8 kilometer kaaimuren in beslisde dokken, doch

» Rotterdam zal 30 kilometer rechtstreeksche aanlegkaaien hebben.

» Hamburg zal 25 kilometer rechtstreeksche aanlegkaaien bezitten, behalve de losplaatsen op stroom, verschaft door de dukdalven.

» Antwerpen zal dus 64.3 hectaren sluisdokken bezitten;

» Rotterdam 176 hectaren havenkommen of dokken zonder sluizen;

» Hamburg 225 hectaren havenkommen of dokken zonder sluizen.

» Antwerpen zal aan oppervlakte 410 hectaren kaai hebben, waarvan 52 hectaren rechtstreeksche aanlegplaatsen.

» Rotterdam 177 hectaren kaai met rechtstreeksche aanlegplaatsen.

» Hamburg 155 hectaren kaai met rechtstreeksche aanlegplaatsen. »

't Zijn dus meer rechtstreeksche aanlegkaaien welke Antwerpen eerst en vooral noodig heeft.

Welnu zij die de Regeering vragen zich te bepalen bij het kanaal-dok en die zelfs voorstellen dat kanaal-dok, reeds 230 meter breed, nog te verbreedden, als om des te beter hun inzicht te laten blijken zich voortaan te vergenoegen met eene Schelde met sluizen, waar willen zij de rechtstreeks genaakbare diepe aanlegplaatsen halen?

In de Kruysschans-bocht? Dan verder tusschen het fort de Perel en Calloo? Dan aan het Blauwhof? Dan aan de Pijp Tabak? Nu eens aan dezen oever, dan eens aan genen, naar het grillige verloop van den thalweg der oude Schelde, en op verscheidene kilometer afstands van de voorzien sluisdokken, een ongerijmd, onsamenhangend geheel uitmakend, dat niet redematig kan benuttigd worden?

Of later in den volgens de « sinusoidale » gegevens rechtgemaakten stroom?

Maar dat ware, in de eerste plaats, een nieuw ontwerp voorstellen — en dit der Regeering verwerpen.

Een van beide: of wel willen zij, die wenschen dat men zich thans houde aan het kanaal-dok, voorloopig de Schelde aan haar lot overlaten en zich vergenoegen met het nieuw sluisdok. Zij verzaken, althans voor alsnu, aan de mogelijkheid om de rechtstreeks genaakbare kaaien genoeg te verlengen.

Welnu, dan verliest men uit het oog het voornaamste *desideratum* der haven van Antwerpen, men ontnemt aan het ontwerp grootendeels zijne doelmatigheid en zijne verdienste. De Kamer zal, trouwens, in het antwoord der Regeering op eene van de vragen der Middenafdeeling, zien dat de Groote Doorsnede veroorlooft de rechtstreeksche aanlegplaatsen merkkelijk te verlengen.

Dan berust men ook, althans voorloopig, in het behoud van de drie bochten der Schelde die, niettegenstaande het kanaal-dok, altijd de weg zouden blijven van de schepen die langs de reede naar de reeds bestaande 5,500 meter rechtstreeks genaakbare kaaien varen. Eindelijk, men handhaaft de ergste gevolgen van den ijsgang.

En wie weet hoe lang het voorloopige kan duren?

Of wel behouden zij, die thans slechts een verbreed kanaal-dok vragen, zich voor om later eene rechtmaking van de Schelde te vragen, ten einde het verlengen van de rechtstreeks genaakbare kaaïen mogelijk te maken. En dan erkennen zij dat zij, in stede van het vraagstuk voorgoed en volkomen op te lossen, zooals het ontwerp het voorstelt, eene verminkte, gedeeltelijke, onvolledige oplossing vragen, en bekennen zij na min of meer langen tijd en na eene onherstelbare vertraging, opnieuw van de Kamers de geldmiddelen te moeten aanvragen voor de voltooiing welke zij thans weigeren.

Kosten der werken.

De Toelichting, bladzijde 18, en het antwoord van den Minister van Financiën op dat punt behelzen aanwijzingen over de nabijkomende schatting van de kosten der havenwerken.

Die schattingen zijn enkel benaderend, want de Reggering biedt en kon alleen aanbieden een voorontwerp. Dat gebeurt altijd met werken van dien omvang. De uitvoeringsplannen vergen nog al veel tijd en veel werk, dat gewoonlijk maar verricht wordt met het oog op de aanbesteding.

De cijfers, opgegeven voor de aardwerken en de kaaimuren, berusten op een uitstekenden grondslag en wel op den aanbestedingsprijs voor de kaaïen der thans in aanbouw zijnde kaaimuren.

De Toelichting vertrouwt dat de gronden zonder verlies voor den Staat zullen aangekocht en verkocht worden. Stellig heeft de Staat redenen om daarmede niet hooger op te loopen. Doch, naar aanleiding van de kosten der werken, dient men nochtans de aandacht der Kamer te vestigen op de ontvangsten zoowel als op de uitgaven van het te ondernemen werk.

De 3,275 hectaren waarvan de onteigening in 1900 werd toegestaan, het duizendtal hectaren krachtens dit ontwerp te onteigenen, te zamen 4,275 hectaren op den rechteroever, alsmede de reeds aangekochte en nog aan te koopen gronden op den linkeroever zullen grootendeels dienen om er op uit te storten den grond voortkomende van het uitgraven van het kanaal-dok en van het nieuwe Scheldebod. Op een gedeelte der gronden van den linkeroever werd reeds uitgebaggerde grond gestort. Die opgehoogde en gezondgemaakte gronden zullen bewoonbaar worden en gereed voor bouwwerken. De havenwerken, de binnenvaartwerken, de wegenis, het aanleggen van spoorlijnen op die gronden of in de onmiddellijke nabijheid ontworpen, moeten ze onvermijdelijk eene nijverheids- en handelswaarde schenken die hunnen aankoopprijs ver overtreft. Het verschil zal voorzeker groot genoeg zijn om eene aanzienlijke winst op te leveren, zelfs na aftrek van den grond, benoodigd voor de haveninrichtingen, de wegenis en andere inrichtingen van openbaar nut. Die winst, welke het zou vermetel zijn reeds nu te schatten, zal de Schatkist slechts langzamerhand en binnen eenige jaren toevloeien. Het kan echter niet worden betwist dat de Staat ongetwijfeld de evenwaarde van een aanzienlijk gedeelte zal vinden, zoo niet van de algeheelheid der uitgaven, benoodigd voor de havenwerken van Antwerpen.

De Middenafdeeling is van meening dat het voor de Regeering raadzaam is welwillend te werk te gaan met de belanghebbende gemeenten voor den afstand der gronden bestemd voor hare wegenis en inrichtingen. Zij denkt echter dat voor de overblijvende gronden de Staat alleen de winsten moet genieten van den aankoop en verkoop, welke verrichting, in de toekomst, de opofferingen, die het land zich voor de haven van Antwerpen zal getroosten, merkelyk zal verlichten.

Financieele regeling tusschen den Staat en de stad Antwerpen.

De Toelichting duidt ze aan. Ziehier achtereenvolgens samengevat de grondslagen van de verbintenis welke de Staat billijk acht te sluiten met de stad Antwerpen en waartoe machtiging wordt verleend door het ontwerp.

1^o Overeenkomstig de beginselen, draagt de Staat alleen al de uitgaven gedaan voor de rivier, die tot zijn openbaar domein behoort. De kosten van de Groote Doorsnede en van rechtstreeksch genaakbare kaaïen vallen ten zijnen laste.

2^o Anderzijds behooren de sluisdokken en al wat de havenonderneming betreft tot het gemeentedomain en de stad moet er de kosten van dragen, alle quæstie van toelagen voorbehouden. Zoo vallen de havenkommen, de droge dokken, de bovenbouw en de bewerktuiging van kaaïen, dokken en stroom uitsluitend te haren laste.

3^o Doch de Staat deed zich machtiging verleen en om in eens de gansche streek te onteigenen die bestemd is voor de nieuwe haveninrichtingen. Dat optreden van den Staat was allervoordeeligt voor de stad, want de trasp-gewijze aankoop, naar gelang van de behoeften, ware eene oorzaak van vertraging geweest en vooral van prijsverhooging bij latere onteigeningen. De te onteigenen gronden zouden ongenaakbare prijzen bereiken.

Die gunstige regeling door den Staat ten voordeele van Antwerpen zal de stad niets kosten. De tot hare werken benoodigde gronden zullen haar worden afgestaan tegen uitkeering van den aankoopprijs mits verhooging van 3 % interest per jaar, waarvan af te trekken zijn de inkomsten op de afgestane gronden door de Schatkist geïnd.

4^o Eindelijk doet de Staat het voorschot van de kosten tot het graven van het kanaal-dok alsmede van de toegangsgeul, en de kosten voor 't bouwen van de sluizen. De stad Antwerpen kan, naar gelang van hare behoeften en van het maken der havenkommen, bezit nemen van de achtereenvolgende gedeelten van het kanaal-dok en de kosten terugbetalen, alsmede een evenredig gedeelte van de geul en van de sluizen. Doch van nu af aan neemt de Staat het beginsel aan van eene toelage voor de sluizen en voor de toegangsgeul, toelage waarvan het bedrag af te trekken is van de terug te betalen kosten der werken.

Bescherming der belendende eigendommen.

De bescherming van de belendende eigendommen tegen de gevolgen van het rechtmaken van den stroom valt ten laste van den Staat, evenals de bijzondere werken voor het afvoeren van 't water dat deze rechtmaking in zekere polders zou kunnen veroorzaken. In overeenstemming met de Regeering, stelt de Middenafdeeling voor in de wet eene bepaling op te nemen bestemd om het beginsel buiten twijfel te stellen.

Vergoeding aan de onteigenden.

De Middenafdeeling heeft bij de Regeering doen uitschijnen dat de onteigening van eene gansche streek zonder weerga is in ons land en dat de bestaande wet op de onteigening het regelen van dergelijke toestanden niet kon voorzien.

De krachtens de wet van 1900 onteigende eigenaars verwierven over 't algemeen billijke vergoedingen. De wezenlijke slachtoffers zijn echter de huurders. De wet kent enkel vergoeding toe aan den huurder die pacht bezit en zij vergoedt hem voor het ontnemen van het recht waarvan hij een stellig bewijs overlegt. Doch in de polderstreken benoorden Antwerpen bewonen de pachters hunne hoeve meesttijds zonder huurceel. En hun vader en grootvader bewoonden het hof vóór hen, zonder geschrift. Vóór de onteigening waren ze verzekerd hun pachthof te behouden. En ineens nochtans, bij gebrek aan huurceel, zullen zij geene aanspraak mogen maken op om 't even welke vergoeding! Bij eene gewone onteigening is dat een mindere euvel, want naast de onteigende perceelen kan de pachter er andere vinden. Hier is het onmogelijk. De billijkheid vergt dat die toestand verholpen worde. De Regeering stemde toe in een voorloopigen maatregel, opgegeven in haar antwoord op eene vraag van de Middenafdeeling. Wij stellen voor hem in de wet op te nemen. Het wordt goed verstaan dat de som van 250,000 frank niet is en niet kan zijn gegrond op stellige gegevens en dat zoo de ondervinding en de billijkheid het vergen, de Regeering zal voorstellen die som te verhoogen.

Nota van een andersdenkend lid.

Het andersdenkend lid vroeg de opname van eene nota tot uitlegging van zijne stemming. Die nota komt achteraan het verslag. Doch de Middenafdeeling gelastte haren Verslaggever er een kort antwoord op te geven, waarin de door de nota uitgelokte bespreking zou worden samengevat.

Door de volgende opmerkingen wordt gevolg aan dien wensch gegeven.

HAVENWERKEN.

I. De afmetingen van het sluiskanaal en de zwaaidokken zijn ruim genoeg. De inrichtingen moeten groot genoeg zijn, doch meer is er niet noodig. Het kanaal en de voorzienene havenkommen zijn zelfs voldoende voor de latere vermeerdering van de afmetingen der schepen. Het verbreden van het kanaal zou geen meter aanlegplaats meer geven en nuttelooze uitgaven vergen voor bouw en onderhoud.

II. Het tolvrije gebied of de vrijhaven kan te allen tijde tot stand gebracht worden. Dat vraagstuk is niet onafscheidbaar van het ontwerp. Er dient opgemerkt te worden dat het denkbeeld van eene vrijhaven te Antwerpen in den laatsten tijd op verzet stuitte bij handel en zeevaart.

III. De technische besprekingen over de Groote Doorsnede zijn openbaar gemaakt.

Over dat vraagstuk bestaat er tal van geschriften, en bij de jongste besprekingen in de Kamers werden de bijzonderste punten ontwikkeld en besproken.

IV. De in de nota bedoelde proefnemingen kunnen volgens de Regeering tot geene ernstige besluiten leiden en verscheidene leden der Middenafdeeling meenen hetzelfde.

V. De nota bevestigt dat het sluiskanaal alleen voor jaren lang zou voorzien in de behoeften der haven. Het verslag antwoordt reeds op die bevestiging. De nota vergeet de volstrekte noodzakelijkheid om uitgestrekte rechtstreeksche aanlegkaaien te hebben, alsmede de voordeelen welke de haven hoopt te vinden in het rechtmaken van de Schelde.

KRIJGSWERKEN.

I. De nota erkent de noodzakelijkheid van « veiligheidswerken in verhouding » tot het uitstrekken van de omheining. Maar ze zegt niet welke. Het is voorwaar de steller der nota niet, noch de Middenafdeeling, noch de Kamer die ze kan bepalen. Er zal dus eene overeenkomst noodig zijn met het Ministerie van Oorlog. Welke overeenkomst zal dat zijn? Wanneer zal ze gesloten worden? Zal ze kunnen gesloten worden? Zal ze beter zijn dan de overeenkomst in het ontwerp vervat? Hoe dat? Dit had de nota moeten zeggen.

II. De Middenafdeeling denkt dat er nooit sprake van was de belangrijkheid der stelling van Antwerpen te verminderen, zelfs niet tijdens de stemming van de Maasforten.

III. De nota verklaart dat de Middenafdeeling niet genoeg is ingelicht over het tweevoudig vraagstuk :

1^o Of de nieuwe schikking niet overdreven is;

2^o Of 's lands middelen toereikend zijn voor de verdediging dier schikking.

Over het eerste punt bevat onderhavig verslag afdoende stukken. Eerst en

vooral moet de voorgeschoven lijn verre genoeg verwijderd zijn om Antwerpen voor beschieting te bevrijden. Verder wordt door het ten naasten bij overeenkomen van de drie jongste ontwerpen bevestigd dat de lijn, die aan dat doel beantwoordt, is aangewezen door den aard der zaken en plaatsen.

Over het tweede punt is de twijfel, door de nota uitgedrukt, niet meer veroorloofd. Personen zonder verantwoordelijkheid en wier naam men verzwijgt, kunnen bevestigen dat er eene vermeerdering van contingent zal noodig zijn, doch dat is zonder belang. Wat afdoende is, dat is de officieele meening der Regeering, der verantwoordelijke en bevoegde comiteiten, der Krijgscommissie. Alle zijn het er over eens dat wij thans de getalsterkte bezitten om de ontworpen vesting te verdedigen.

IV. De Krijgscommissie, wat de nota er ook over zegge, was het eens over het vraagstuk der garnizoenen voor het voorgestelde eindstelsel; de bijlagen aan dit verslag bewijzen het.

V. Het fort Hoboken zal buiten gebruik worden gesteld, om de uitbreiding van de industriele gemeente Hoboken te veroorloven, welke uitbreiding zou worden belemmerd door de nieuwe omwalling, indien het fort op zijne zelfde plaats bleef. Dat is eene verdienste van het ontwerp. De vesting Dendermonde speelt in het ontwerp de ondergeschikte rol welke de Commissie van 1904 haar toekende.

VI. De nota oppert de vraag of, met het oog op het « reusachtige geheel van op touw gezette of aangekondigde werken », het land in staat is de uitgaven te dragen, in het ontwerp voorzien.

Voor elk dier werken is reeds de geldquaestie geregeld. En de toestand onzer openbare financiën is voldoende om alle onrust te verdrijven.

En wat het ontwerp betreft, eenerzijds bedragen de krijgswerken slechts een bestendigen last van min dan 2 millioen, en anderzijds beloopt de uitgave voor de havenwerken ten laste van den Staat een honderdtal millioenen, waarvan een zeer aanzienlijk gedeelte zal terug gevonden worden bij het herverkoopen van de gronden. Wie zal beweren dat deze cijfers van aard zijn om de geldmiddelen van den Staat te ontredderen, zelfs met het verschil ondersteld bij de raming van de sommen en met de uitgaven welke de billijkheid vergt ten voordeele van den Vlaamschen oever?

Maar doet de herinnering aan reeds aangevangen groote werken de billijkheid van het ontwerp niet beter uitschijnen? Brugge, Heist, Brussel kregen zeehavens, de haven van Gent werd vergroot, het zeekanaal van Gent op Terneuzen werd gansch hermaakt, en na al die opofferingen, op 't oogenblik dat het er om te doen is onze nationale haven in haren rang te herstellen, en Antwerpen en Dendermonde te verlossen van een onverdraaglijken last, door het algemeen welzijn niet meer te billijken, zou men stilstaan, onder het ongegronde voorwendsel van gebrek aan geldmiddelen?...

VII. Er is een punt dat de nota volkomen uit het oog verliest en dat nochtans alles overheerscht. Hoe zal men, wordt het krijgsontwerp afgewezen, eene doelmatige stemming kunnen uitbrengen ten gunste van het havenontwerp, vermits zonder het krijgsontwerp, de omheining niet verdwijnt,

en dat het zonder die verdwijning onmogelijk is aan de havenwerken te denken?

Heeft men voor het vraagstuk der omheining, eene andere oplossing bij de hand?

Denkt men dat het mogelijk is eene regeering te vinden, bij machte om voor te stellen Antwerpen's vestingen te slechten, in strijd met de meening der krijgsoverheden?

Denkt men dat het mogelijk is eene meerderheid te vinden om zulke regeering te volgen?

Wordt dus het krijgsontwerp afgestemd, niettegenstaande de meest gloedvolle verklaringen ten voordeele onzer handels- en scheepvaartmetropool, dan wordt Antwerpen terug in zijn ijzeren band geprangd en geschrapt uit de lijst der groote havens, tot groot nadeel van het land.

De Verslaggever,
A. DELBEKE.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling.

ARTICLE PREMIER.

Comme au projet avec addition de la disposition suivante :

Le Gouvernement est autorisé à dédommager, à concurrence d'une somme de 250,000 francs, ceux des locataires des biens visés au premier alinéa du présent article qui n'ont pas droit à des indemnités et dont la jouissance ne pourrait être maintenue pendant une durée suffisamment longue.

ART. 2.

(Comme au projet.)

ART. 3.

(Alinéa 1 comme au projet.)

Sous ratification de la législature, ils sont également autorisés à conclure avec la ville d'Anvers une convention contenant vente, échange ou promesse de vente de diverses autres parties de cette enceinte; la même autorisation leur est accordée en ce qui concerne l'enceinte de Termonde.

ART. 4.

Ajouter à la suite de l'alinéa 1 :

Les travaux en question comprennent notamment tous ceux à effectuer aux digues de l'Escaut maritime et de ses affluents ainsi qu'aux voies d'écoulement des eaux poldériennes, que nécessiteraient les modifications apportées au cours de l'Escaut.

ART. 5.

Comme au projet avec addition de la disposition suivante :

Chaque année, le Gouvernement rendra

ARTIKEL EÉN.

Zooals in het ontwerp met bijvoeging der volgende bepaling :

De Regeering wordt gemachtigd de schade te vergoeden, tot een gezamenlijk bedrag van 250,000 frank, die zou geleden worden door de huurders van de goederen aangeduid in 't eerste lid van dit artikel, die geen recht tot schadevergoeding bezitten en aan wie het genot der goederen niet lang genoeg zou kunnen gelaten worden.

ART. 2.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 3.

(Eerste lid zooals in het ontwerp.)

Behoudens bekrachtiging door de wetgeving zijn zij ook gemachtigd met de stad Antwerpen eene overeenkomst aan te gaan houdende verkoop, uitwisseling of belofte van verkoop van verschillende andere deelen van deze omheining; dezelfde machtiging wordt hun verleend voor wat betreft de omheining van Dendermonde.

ART. 4.

Bij het eerste lid te voegen :

In deze werken zijn namelijk begrepen alle degene aan de dijken der Zeeschelde en harer bijrivieren alsook aan de uitwateringen der polders uit te voeren, welke door de wijziging van den loop der Schelde zouden genoodzaakt worden.

ART. 5.

Zooals in het ontwerp met bijvoeging der volgende bepaling :

De Regeering zal ieder jaar rekenschap

compte aux Chambres de l'emploi du fonds spécial institué par le présent article.

ART. 6.

Les propriétaires d'immeubles qui seront grevés de servitudes militaires, par suite de l'établissement des ouvrages de défense visés aux articles 1 et 2, seront indemnisés conformément aux dispositions 1 et 2 de la loi du 19 août 1893, dont les articles 4, 5 et 6 sont également rendus applicables.

Une loi ultérieure fixera le montant du capital nominal à concurrence duquel le Ministre des Finances sera autorisé à créer des titres de rente 3 %, à répartir entre les propriétaires qu'il sera reconnu équitable d'indemniser.

Les dépenses de personnel et de matériel résultant du fonctionnement de la Commission dont il s'agit à l'article 4 de la loi du 19 août 1893 précitée seront couvertes par les ressources ordinaires du Trésor. Un crédit sera inscrit à cet effet en temps opportun au Budget du Ministère des Finances.

geven aan de Kamers over het gebruik van het bijzonder fonds ingesteld bij dit artikel.

ART. 6.

De eigenaars van vaste goederen welke zullen belast worden met krijgsdienstbaarheden tengevolge der oprichting van de verdedigingswerken voorzien in artikel 1 en 2 zullen vergoed worden volgens artikels 1 en 2 der wet van 19^{de} Augustus 1893, wier artikels 4, 5 en 6 insgelijks toepasselijk worden gemaakt.

Eene volgende wet zal het nominaal kapitaal vaststellen tot wiens beloop de Minister van Financiën zal gemachtigd zijn rentetitels van 3 % uit te geven om verdeeld te worden tussehen de eigenaars aan wie het zal billijk blijken schadevergoeding te betalen.

De uitgaven voor personeel en materieel benoodigd voor de werking der Commissie waarvan kwestie in artikel 4 van gezegde wet van 19^{de} Augustus 1893 zullen gedekt worden bij middel der gewone inkomsten van de Staatskas. Een crediet zal daartoe op gevoeglijken tijd in de Begrooting van Financiën en Openbare Werken ingeschreven worden.

VRAGEN DOOR DE MIDDENAFDEELING GESTELD EN ANTWOORDEN DER REGEERING.

KRIJGSWERKEN.

1^{ste} Vraag.

Is het ontwerp betreffende de Antwerpsche vestingwerken het gevolg van eene verandering aan België's verdedigingsstelsel? Bewijst het dat er is afgezien van het verdedigingsstelsel der Maas? Is het de samenvoeging der verdediging van Antwerpen met die van de Maas?

Antwoord.

Het ontwerp betreffende de Antwerpsche vestingwerken is niet het gevolg eener verandering aan België's verdedigingsstelsel. Het gaat uit van eene tweevoudige behoefte : het aanvullen van de forten der uiterste verdedigingslijn, aangevangen in 1878; het billijk vrijwaren van de belangen onzer handels-hoofdstad en tevens die van 's lands verdediging.

Sedert het oprichten der Maasforten, is de aard van België's verdedigingsstelsel overigens niet gewijzigd. In dat opzicht herinnert de Regeering de verklaring welke den 4ⁿ April 1894 in den Senaat werd afgelegd door luitenant-generaal Brassine, Minister van Oorlog :

« Kortom, bij het versterken van de Maas lag het geenszins in de bedoeling der Regeering het stelsel af te keuren, dat in 1839 was aangenomen »
» onder der drang van gansch andere staatkundige bezorgdheid dan die »
» van het huidig oogenblik. Zij beoogde tegen eenen nieuwen internationalen toestand de meest geschikte middelen aan te wenden. Dus werd »
» het groot werk van 1839 niet verloochend, maar eenvoudig gewijzigd en »
» aangevuld, om te beantwoorden aan gebeurlijkheden die geen enkel »
» staatkundig man dertig jaar geleden kon voorzien. »

2^o Vraag.

Wat is het bestek van de voorziene krijgswerken? Of ten minste op welke grondslagen berusten de cijfers van het ontwerp?

Antwoord.

Het bestek der voorziene krijgswerken bedraagt 108,000,000 frank, waarvan 98,000,000 voor Antwerpen en 10,000,000 voor Dendermonde.

In dat bestek zijn begrepen al de uitgaven voor het bouwen en bewapenen van de nieuwe vestingwerken en voor het stevigen van oude, die behouden moeten worden.

Het werd derwijze opgesteld om alle vraag tot bijkrediet uit te sluiten.

De raming van 98,000,000 frank voor Antwerpen bevat namelijk :

A. Voor de 1^e lijn :	
3 forten van 1 ^{en} rang, kostende gemiddeld ongeveer 3,067,000 frank	
dus	fr. 9,200,000 »
8 forten van 2 ^{en} rang, tegen 2,481,250 frank	19,850,000 »
3 hulpschansen, tegen 1,450,000 frank	4,350,000 »
14 tusschenschansen, tegen nagenoeg 350,700 frank	4,910,000 »
2 forten ter verdediging der Beneden-Schelde, tegen 3 mil-	
lioën 800,000 frank	7,600,000 »
Verandering van de bestaande werken	2,650,000 »
Afdamming van de onderzeesche mijnen, in de Schelde	
te maken in oorlogstijd	1,000,000 »
B. Voor de 2^e lijn :	
Nieuwe omwalling	fr. 11,770,000 »
Verandering der bestaande forten	3,540,000 »
Verbetering van de verdediging der rivier ter bocht te Calloo	1,050,000 »
TOTAAL.	fr. 65,920,000 »

In de prijzen, aangegeven voor de werken, zijn begrepen alle bijkomende uitgaven voor koepels, verlichting, luchtverversching, het instellen der drijfkracht, de uitstralers om het buitenterrein te verlichten, enz.

In het bestek van 98,000,000 frank is ook begrepen het bouwen van woningen voor het personeel dat moet gehuisvest zijn in de nabijheid der vestingwerken, van loodsen voor het materieel en den voorraad, en de verbetering der wegen in de omgeving der vestingen.	
	fr. 3,080,000 »
Eindelijk de bewapening en verzameling van den voorraad aan amunitie, alsmede het beweeglijk park zijn daarin begrepen voor	29,000,000 »
TOTAAL.	fr. 98,000,000 »

Voor de vesting Dendermonde bevat de raming van 10,000,000 frank :

3 forten tegen gemiddeld 1,888,775 frank.	fr. 5,666,925 »
1 fort tegen 2,568,975 frank	2,568,975 »
Bewapening en kriegsbehoeften	1,764,000 »
TOTAAL.	fr. 10,000,000 »

3^e Vraag.

Zijn in het cijfer van het ontwerp begrepen al de kosten van bewapening, krijgsbehoeften en beweeglijke parken ?

Antwoord.

In het cijfer van het ontwerp zijn begrepen al de kosten van bewapening, krijgsbehoeften en beweeglijke parken

4^e Vraag.

Hoeveel zal het te Sinte-Catharina-Waver in aanbouw zijnde fort kosten ?

Antwoord.

De gansche uitgaaf voor het bouwen van het fort te Sinte-Catharina-Waver zal 3,024,686 frank bedragen.

De kosten voor bewapening en krijgsbehoeften zijn begrepen in de thans aangevraagde som van 30,764,100 frank.

5^e Vraag.

Wat is de noodige getalsterkte ter verdediging van de Antwerpsche vestingwerken zooals zij thans bestaan en hoeveel zal zij bedragen nadat de ontworpen krijgswerken zijn voltooid ?

6^e Vraag.

Daar de Middenafdeeling heeft bevonden dat de verzekering, officieel gegeven aangaande de noodige getalsterkte voor de Maasforten, feitelijk werd gelogenstraft, vraagt zij of de Minister van Oorlog dienaangaande het gevoelen van bevoegde mannen heeft gepolst. Welke zijn die bevoegde mannen ? Kan hij ons hun gevoelen bekend maken ?

Antwoord op de 5^e en 6^e vraag.

't Is te begrijpen dat de Regeering, zooals overigens alle regeeringen, uiterst behoedzaam moet zijn in zake van getalsterkte der bezetting van forten, dezer uitrusting en de bijzonderheden der werken. Toch verklaart zij zonder aarzelen :

De vesting Antwerpen zal, na voltooiing der voorgestelde krijgswerken, tot hare verdediging eene merklijk mindere getalsterkte nodig hebben dan thans Trouwens, op de uiterste verdedigingslijn zijn er vier openingen zonder bestendige verdedigingswerken, en deze openingen zouden door talrijke troepen moeten bezet worden.

De Regeering herinnert dat de Commissie, in 1900 belast met het onderzoek van 's lands krijgstoestand, werd geraadpleegd over de getalsterkte en

over de vestingwerken. De Militaire Ondercommissie, in den schoot dezer Commissie gevormd, nam in beginsel het ontwerp van luitenant-generaal Liénart aan, dat voor de hoofdtrekken overeenkomt met het aanhangig ontwerp, en kende het leger eene totale getalsterkte toe, die werd verwezenlijkt door de wet van 1902. De werking onzer troepen te velde is verzekerd. Anderzijds blijkt uit de verslagen van bevoegde personen en colleges, met name het Comité tot bestudeering van de stelling Antwerpen en het hooger Comité voor de vestingwerken, dat onze getalsterkte toereikend is om de verdediging van al onze sterkten te verzekeren.

7^e Vraag.

Is het waar dat de strook die kan overstroomd worden minder uitgestrekt zal zijn dan thans en dat dien ten gevolge later eene derde fortenlijn moet gebouwd worden?

Antwoord.

De te overstroomen streek vermindert natuurlijk met al de deelen die binnen de nieuwe omheining vallen.

Overigens veroorlooft het ontwerp de overstroming nog nader te beperken.

In geen geval moet er later eene derde fortenlijn worden gebouwd.

8^e Vraag.

Waar toe strekken de rondom Dendermonde ontworpen werken? Vergen zij eene latere uitbreiding, en welke?

Antwoord.

De rondom Dendermonde ontworpen werken vergen geene latere uitbreiding.

Zooals in de Memorie van toelichting staat, dient Dendermonde eenigszins te worden beschouwd als behorend bij Antwerpen, ten einde het verschanst kamp moeilijker te laten overrompelen.

Daarenboven zullen de Dendermondsche forten het bezit waarborgen van de belangrijke passen der Schelde en bij voorkomend geval de verrichtingen steunen van het leger te velde en van de verplaatsbare troepen der stelling Antwerpen.

9^e Vraag.

Is de getalsterkte van onze artillerie thans toereikend om de voorgestelde werken te verdedigen?

Antwoord.

De bestaande getalsterkte der vestingartillerie zal toereikend zijn om al onze versterkte stellingen te verdedigen.

10^e Vraag.

Wat is de aard en de bestemming der veiligheidsomheining?

Antwoord.

De omheining is de tweede verdedigingslijn.

Zij zal toelaten de verdediging op de eerste lijn tot het uiterste te drijven en verhinderen dat vijandelijke troepen, die tusschen de vooruitstaande forten zouden doorgeraakt zijn, tot in het hart der vesting doordringen, op gevaar af de bevolking schrik aan te jagen en de verdediging te verlammen. Om die rol te vervullen, volstaat het dat de omwalling bevrijd zij tegen eenen aanval stormenderhand : dat is het kenmerk der *veiligheidsomheining*.

Het stelsel, door het ontwerp verwezenlijkt, is eenvoudig en zoo goedkoop mogelijk, doch beantwoordt volkomen aan de vereischen.

11^e Vraag.

De Memorie van toelichting zegt dat de drie forten en de verdedigingsdijk, gelegen op de tweede lijn van den linkeroever, dienen verbeterd te worden. Waarin zal die verbetering bestaan?

Antwoord.

De drie bedoelde forten staan te Kruibeke, Zwijndrecht en Sinte-Maria.

De verbeteringen, aan de forten Kruibeke en Zwijndrecht toe te brengen, bestaan in 't versterken van de gevelven van de bedekte gangen, van het hoofdfront en van de kruitmagazijnen.

Aan 't fort Sinte-Maria zijn aardewerken te verrichten, lokalen te versterken, de ingang van het fort te verplaatsen, de gepantserde batterij weg te nemen, enz.

De verdedigingslijn wordt gehandhaafd zooals zij is, doch verlengd tot de hoofdgracht van het fort Sinte-Maria.

12^e Vraag.

Hoeven de krijgsdienstbaarheden niet te worden afgeschaft of ten minste verminderd.

Antwoord.

Voor de verdediging is het van eerste belang den grond rondom de vestingwerken te bevrijden van wat er op staat en wat de verrichtingen van die vestingen kan hinderen of beletten.

Anderzijds ontbreekt er tijd en volk om op 't oogenblik van den oorlog die hinderpalen weg te nemen. Dus kunnen de krijgsdienstbaarheden niet worden afgeschaft zonder gevaar van de gemaakte kosten tot het bouwen der forten schier nutteloos te maken.

Evenmin is het mogelijk ze te beperken, en konden daaraan wijzigingen

worden toegebracht, de bestaande dienstbaarheden zouden nog uitgebreid moeten worden. Trouwens, de wetten dienaangaande werden gemaakt toen een kanonkogel ter nauwernood een afstand van 600 meter kon doorloopen.

13^e Vraag.

Is de Regeering niet geneigd om, zoodra de nieuwe wet is goedgekeurd, de dienstbaarheden, ontstaan uit de huidige omheining van Antwerpen en Dendermonde te beschouwen als niet bestaande?

Antwoord.

Zoolang de omheiningen van Antwerpen en van Dendermonde niet aan hare bestemming is onttrokken, is zij te beschouwen als noodzakelijk voor de verdediging, en moet zij voor den aanval kunnen dienst doen.

Doch is eenmaal de wet goedgekeurd, dan kan het Departement van Oorlog onderzoeken of het mogelijk is aan de dienstbaarheden dier omheiningen de verzachtingen toe te brengen welke strooken met het onontwikkbaar belang der verdediging.

14^e Vraag.

Is de Regeering van oordeel dat de bestaande wetten op de krijgsdienstbaarheden (wetten van 28 Maart 1870 en 2 April 1878) toegepast kunnen worden op de nieuwe vestingwerken?

Antwoord.

De wet van 28 Maart 1870 verzachtte den last en den omvang der krijgsdienstbaarheden; 't is eene algemeene wet en zij zal van toepassing zijn op de nieuwe vestingwerken.

De wet van 2 April 1873 kende, in de eerste plaats, billijkheidshalve vergoeding toe aan de eigenaars van goederen die toen waren bezwaard met krijgsdienstbaarheden; zij regelde niets aangaande dienstbaarheden die zouden volgen uit nieuwe vestingwerken.

Eene wet van 19 Augustus 1893 strekte de bepaling van vergoeding uit tot de dienstbaarheden sedert 2 April 1873 verwekt ten gevolge van het bouwen van de Maasforten en van de uitbreiding van het verschanst kamp te Antwerpen; zij beschikt eveneens slechts voor het tegenwoordige en kan niet worden ingeroepen door eigenaars van goederen binnen de door de thans ontworpen krijgswetten aan dienstbaarheid te onderwerpen strooken.

De Regeering hadde, zooals zij in 1887 deed, toen het eerste krediet voor de Maasforten werd toegestaan, er zich kunnen toe bepalen in den loop der beraadslaging de verbintenis aan te gaan om later een ontwerp van wet over te leggen, waarbij de vroeger genomen bepalingen in zake van vergoeding van toepassing worden gemaakt op het aanhangig geval.

Doch zij verkiest de zaak van stonden aan te regelen en met dat doel stelt zij voor om het wetsontwerp het volgend artikel toe te voegen :

« ARTIKEL 6. — De eigenaar van vaste goederen welke zullen belast

» worden met krijgsdienstbaarheden tengevolge der oprichting van de
» verdedigingswerken voorzien in artikels 1 en 2 zullen vergoed worden
» volgens artikels 1 en 2 der wet van 19ⁿ Augustus 1893, wier artikels 4,
» 5 en 6 insgelijks toepasselijk worden gemaakt.

» Eene volgende wet zal het nominaal kapitaal vaststellen tot wiens
» beloop M. de Minister van Financiën zal gemachtigd zijn rentetitels van 3%
» uit te geven om verdeeld te worden tusschen de eigenaars aan wie het zal
» billijk blijken schadevergoeding te betalen.

» De uitgaven voor personeel en materieel benoodigd voor de werking der
» Commissie waarvan kwestie in artikel 4 van gezegde wet van 19ⁿ Augustus
» 1903 zullen gedekt worden bij middel der gewone inkomsten van de
» Staatskas. Een crediet zal daartoe op gevoeglijken tijd in de Begrooting
» van Financiën en Openbare Werken ingeschreven worden.

15^e Vraag.

Zijn in de veiligheidsomsluiting al de noodige of openbaar nut opleve-
rende uitgaven voorzien?

Zijn de openingen tusschen de uitgaven niet al te groot?

Zullen de uitgaven die zouden noodig worden bevonden voor de uitbrei-
ding der nieuwe omgeving *intra muros* worden gemaakt?

Antwoord.

Al de uitgaven, noodig bevonden ten algemeenen nutte, werden voorzien
in de veiligheidsomheining, en in geen gedeelte daarvan is de opening
tusschen de uitgaven overdreven.

Daarenboven is voorzien het maken van drie of vier poorten op onbe-
paalde plaatsen; om rekening te houden met de billijke eischen van de
burgerlijke overheid, moet men zich voor de plaats dezer poorten verstaan
met de krijgsoverheid.

Het verkeer doorheen de vestingen zal worden vergemakkelijkt door de
rechte richting der doorgangen en dezer breedte. Daarenboven zal er binnen-
waarts, langsheen den wal, een openbare gemeenschapsweg bestaan.

Buitenwaarts zal men langsheen de gracht al de noodige verkeerwegen
maken.

16^e Vraag.

Is het waar dat er op het plan der omheining kostbare monumentale
poorten zijn voorzien?

Hoeveel en welke?

Antwoord.

Op het plan der omheining is geene enkele kostbare monumentale poort
voorzien. Al de poorten der omheining zullen, evenals de toegangen tot de
forten, uiterst eenvoudig zijn, om de kosten tot het stipt noodige te beperken.

Dat is overigens het geval met al de deelen der werken.

17^e Vraag.

Is het waar dat een inspecteur der genie onlangs twee forten stroomafwaarts de Schelde in onbruik deed verklaren, en dat het ontwerp voorstelt ze opnieuw te doen dienen?

Antwoord.

De forten der Beneden-Schelde, in 1894 buiten gebruik gesteld, zijn de oude forten Lillo en Liefkenshoek, in 1573 en in 1584 gebouwd; zij werden bij koninklijk besluit buiten gebruik gesteld.

In het ontwerp is geen spraak van heroprichting der forten: de twee nieuwe forten, ontworpen ter verdediging van de Beneden-Schelde, moeten veel verder stroomafwaarts worden geplaatst.

't Zijn de twee forten welke plaats, aangeduid op het aan de Middenafdeeling medegedeeld plan, nog niet voorgoed is bepaald; hunne juiste plaats zal afhangen van de wijzigingen, in die streek aan de rivier toe te brengen.

HAVENWERKEN.**18^e Vraag.**

Daar de onteigening waartoe wordt besloten bij artikel 1 van het ontwerp, vooral zoo men ze vergelijkt met de onteigening, bevolen bij de wet van 10 Mei 1900, een uitzonderlijk feit is, dat niet was te voorzien door de bestaande wetten, acht de Regeering dan niet noodig in het ontwerp eene bepaling op te nemen, waarbij billijke vergoeding wordt verleend aan de door het ontwerp benadeelde personen en niet beschermd door de bestaande wet op onteigening?

Antwoord.

De Regeering ontkent niet dat de onteigening van zulke aanzienlijke uitgestrektheid onroerende goederen als in artikel 1 van het wetsontwerp wordt voorzien, gevoegd bij de reeds door artikel 8 der wet van 10 Mei 1900 toegestane, is te beschouwen als een voorbeeldeloos feit, dat zich geene tweede maal zal voordoen, des te meer daar het eene gemeente doet verdwijnen en de kom eener andere gemeente verplaatst en bijgevolg de ontruiming door de inwoners medebrengt, welke ingezetenen zich op grooten afstand van daar moeten vestigen.

Zooals hij in den regel deed met de goederen, aangekocht krachtens artikel 8 der wet van 10 Mei 1900, was de Staat van plan om de pachters, die geen recht op vergoeding hebben, zoolang mogelijk in 't genot der goederen te laten; zoodoende hadde hij getracht de schade voor die pachters te verminderen.

Doch de Regeering dacht niet dat zij ten hunnen voordeele eenen uitzonderingsmaatregel mocht nemen; evenwel zal zij geen verzet aantekenen, zoo de Middenafdeeling mocht oordeelen dat de omstandigheden zoo uitzon-

derlijk zijn dat er in het onderhavig geval dient te worden afgeweken van de beginselen, door rechtsleer en rechtsbegrip gesteld.

In dien zin zou aan artikel 1 van het wetsontwerp eene aldus luidende bepaling kunnen toegevoegd worden :

« De Regceering wordt gemachtigd de schade te vergoeden, tot een » gezamenlijk bedrag van 250,000 frank, die zou geleden worden door de » huurders van de goederen aangeduid in 't eerste lid van dit artikel, die » geen recht tot schadevergoeding bezitten en aan wie het genot der goede- » ren niet lang genoeg zou kunnen gelaten worden. »

19^e Vraag.

Wordt Oost-Vlaanderen benadeeld door de ten behoeve van Antwerpen ontworpen werken?

Antwoord.

Oost-Vlaanderen kan nooit gebruik maken van het deel der Schelde waarvan dokken zijn te maken, omdat de oever van eene rivier met lage tij en snellen stroom, omzoomd door hoogliggende schorren en polderdijken, moeilijk toegankelijk is en ook omdat het bouwen van loskaaien langsheen de rivier al te veel zou kosten.

Het tot stand brengen van een overgroot drijvend dok met onveranderlijk waterpeil, zal het land van Waas eene haven verschaffen, welke het de grootste diensten kan bewijzen. Terwijl de zeeschepen in dat dok zullen komen langs de zeesluis stroomafwaarts, te Liefkenshoek te maken, kunnen de binnenschepen er in langs eene vertakking van de vaart die van Sint-Gillis (Waas) naar de Schelde te Burcht is te graven.

De oevers van het dok kunnen door spoorbanen worden verbonden aan den spoorweg van 't land van Waas.

Bovenbedoelde inrichtingen zijn aangeduid op de hier bijgevoegde schets.

Die gezamenlijke werken zullen in het land hare weerga niet hebben, met het oog op de gemakkelikheden voor nijverheid en koophandel.

De werken, bestemd om het dok vruchtbaar te maken (zeesluis, toegangsgeul en verbindingsvaart) zijn voor twaalf millioen begrepen in de totale raming volgens de Memorie van toelichting.

20^e Vraag.

Welke sommen zijn in het ontwerp voorzien of ten minste op welke grondslagen tot raming steunen de in de Memorie van toelichting opgegeven cijfers voor opruiming, kaaimuren, loodsen, gereedschap en spoorbanen?

Antwoord.

De cijfers in de Memorie van toelichting voorzien voor de kosten van aardewerken en kaaimuren, berusten op de uitslagen van de jongste aanbestedingen.

De aangenomen eenheidsprijzen zijn : fr. 0.50 per kubieken meter voor

de aardewerken, en voor de kaaimuren aan de Schelde en aan het kanaaldok wederzijds 5,000 en 2,000 frank per loopenden meter ⁽¹⁾.

Voor de loodsen, gereedschappen en spoorbanen is niets geraamd in gemelde toelichting; dat bijwerk van de kaaien komt maar tot stand naar mate van de behoeften en 't zullen dus niet anders dan hoofdzakelijk winstgevende uitgaven zijn.

21^e Vraag.

Is de overeenkomst met Bates nog steeds van kracht?

Antwoord.

De Staat is jegens den heer Bates noch jegens eenen anderen ondernemer verbonden.

22^e Vraag.

Komt de in het ontwerp voorgestelde uitbreiding der Antwerpsche haven overeen met de *geregelde* uitbreiding die binnen twintig of dertig jaar is te verwezenlijken?

Antwoord.

De tabel van de toenemende beweging der zeeschepen die de Antwerpsche haven aandoen, opgemaakt voor het tijdvak 1885-1904 en tot 1914 naar den gewonen gang voortgezet, bewijst dat de tonnenmaat van 9,347,000 ton in 1904 overgaat tot 22,820,000 in 1914.

Dien ten gevolge zou het verkeer in tien jaar meer dan verdubbelen; welnu, steunt men op de overgroote en snelle uitbreiding van het verkeer ter Antwerpsche haven en op den vooruitgang van mededingende havens, dan mag men met reden eene nog grootere uitbreiding verwachten dan wordt aangegeven in het hier bijgevoegd diagram, voor zooveel er geen gebrek aan plaats is.

De tabel op blz. 16 der Memorie van toelichting bewijst dat Antwerpen nagenoeg 16 $\frac{1}{2}$ kilometer aanlegkaaien voor zeeschepen bezit, en dat, eenmaal de tusschendokken gemaakt, de uitgestrektheid van die kaaien nagenoeg 19 kilometer zal bedragen.

De nieuwe Scheldekaaien en de westkaai van het kanaaldok (niet inbegrepen de havenkommen aan den oever) zullen nagenoeg 15 kilometer uitgestrektheid hebben (8,600 meter + 6,200 meter).

Uit deze opgaven blijkt dat de ontworpen uitbreiding hoegenaamd niet overdreven is, gezien de gewone uitbreiding der toekomstige haven.

23^e Vraag.

Waar toe is bestemd het eiland dat overblijft tusschen de thans bestaande Schelde en de Groote Doorsnede? Die streek staat onder de wet op ontei-

(1) De kaaien der tusschendokken die worden aangelegd zullen van 9 tot 10 meter diepgang laten en kosten 1,200 frank per loopenden meter.

gening en reeds is een gedeelte daarvan door den Staat aangekocht. Zijn de inzichten der Regeering met het oog op deze gronden veranderd en wat zijn ze?

Antwoord.

De inzichten der Regeering zijn geenszins gewijzigd voor het eiland of liever het schiereiland, begrensd door de twee beddingen der Schelde.

De streek in de nabijheid der oevers zal worden verbonden met den spoorweg van 't Land van Waas en gebruikt voor nijverheids- en handelsinrichtingen.

De gedeelten bestemd voor nieuwe wijken worden opgehoogd, om de gezondheid van die wijken te verzekeren.

24^e Vraag.

De wijzigingen aan den loop der Schelde toe te brengen, maken bijzondere beschuttingswerken noodig voor de belendende eigendommen. Is het niet raadzaam in de wet het beginsel op te nemen dat de Staat verplicht is die werken voor eigen rekening te verrichten en daartoe geldmiddelen te voorzien?

Antwoord.

Zooals wordt gezegd in de Memorie van toelichting, is het de Staat die bij voorkomend geval de noodige werken ter beschutting van eigendommen op den oever der Schelde moet verrichten, om ze te onttrekken aan de gevolgen der wijzigingen, aan den loop der rivier toe te brengen.

De Regeering ziet er geen bezwaar in om in de wet het beginsel op te nemen den Staat te verplichten die werken op zijne kosten te verrichten met de kredieten, toegestaan voor de verbetering der Schelde.

Het is niet nutteloos hier bij te voegen dat elke wijziging die zou ontstaan in de hoogte van het getij zou dienen tot besproeiing of droogmaking der aanpalende gronden.

25^e Vraag.

Wat is de nauwkeurige omvang der onteigeningen, waarvan spraak is in artikel 1 van het ontwerp?

Antwoord.

Hierbij een exemplaar van ieder plan en iedere tabel der grondafneming, in artikel 1 bedoeld. De plannen geven in hun geheel den omvang op van de onteigeningen.

(13 plannen en 10 tabellen.)

26^e Vraag.

Welke werken moet de stad Antwerpen bekostigen?

Antwoord.

De werken, door de stad Antwerpen te verrichten, zijn :

1^o De droge dokken;

2^o De binnenkommen;

3^o De bovenbouw en het gereedschap voor al de kaaïen.

De stad heeft daarenboven achtereenvolgens uit te keeren, zooals wordt verklaard in blz. 19 der Memorie van toelichting, de kosten van het kanaaldok en, mits de in beginsel aangenomen afhouding van de toelage, de kosten van de sluizen en van het toegangskanaal.

27^e Vraag.

Wat zijn, voor de uitgaven die regelmatig ten laste der stad Antwerpen vallen, namelijk voor de sluizen, de perken van Staats bijdrage, waarvan de Memorie van toelichting spreekt? Op welke grondslagen is de Regeering van plan te onderhandelen met de stad? Tot welke oplossing zal de Regeering besluiten, zoo men het niet eens wordt?

Antwoord.

De bijdrage van den Staat in de uitgaven die regelmatig ten laste der stad Antwerpen vallen, werd uitsluitend beloofd voor de sluizen en dezer toegangskanaal.

Dit is eene volstrekt vrijwillige bijdrage van wege de Regeering; het bedrag daarvan wordt bepaald op het gepast oogenblik en zal afhangen van omstandigheden die zich dan zouden voordoen.

Zoo men het, in strijd met alle waarschijnlijkheid, met de stad niet eens kon worden over de werken en uitgaven die ten haren laste vallen, dan zou de Regeering er aan denken om zelf de nieuwe inrichtingen voor eigen rekening te beheeren, zooals werd beslist voor de nieuwe inrichtingen der Oostendsche voorhaven, of wel dat beheer overlaten aan eene bijzondere instelling, zooals in Engeland en te Genua geschiedt.

28^e Vraag.

Wat zijn de voordeelen der Groote Doorsnede? Is het te vreczen dat naast het ontworpen kanaaldok de Groote Doorsnede en de daardoor te veroorzaken uitgaaf van 80 millioen nutteloos zouden zijn?

Antwoord.

De voordeelen der Groote Doorsnede zijn :

1^o Gemakkelijke toegang tot de Antwerpsche reede, dank zij de verdwijning van de drie bochten der rivier;

2^o Gemakkelijke ijsgang;

3^o Aanzienlijke en betrekkelijk goedkoope uitbreiding der aanlegkaaïen.

De prijs per kilometer nieuwe kaaïen, met ruime opene plaats en met sterken diepgang zal nauwelijks 10 millioen bedragen, met inbegrip van de grondafnemingen en het uitdelven van het nieuw bed der rivier, alsmede de daarmede verbonden werken stroomopwaarts. Men weet hoe sterk werd

toegejuicht bij het bouwen van de 3,500 meter kaai, ten gevolge der wet van 17 April 1874; welnu, ondanks de mindere breedte van de opene plaats — thans is zij ontoereikend — en den betrekkelijk geringen diepgang aan den voet der muren, beliep de uitgaaf per kilometer gemiddeld 20 millioen.

Overigens blijkt uit de inlichtingen, gegeven in antwoord op de 6^e vraag, dat er aan de Schelde nieuwe kaaien noodig zijn; eindelijk, de grond die zal opgehaald worden uit het nieuw bed der rivier, zal moeten dienen tot ophooging en waardevermeerdering der gronden ten oosten der ontworpen nieuwe inrichtingen.

29^e Vraag.

Welke vakmannen van gezag hebben het ontwerp der havenwerken aanbevolen? Is 't het gevolg der verrichtingen van eene commissie? Werden vreemde ingenieurs geraadpleegd?

Antwoord.

In een technisch opzicht, is het aan de Wetgeving voorgelegd ontwerp de uitbreiding en doelmatige toepassing van ditgene wat in 1898 was voorgelegd zoo aan vreemde vakmannen als aan het raadplegend Comité van bruggen en wegen en waarbij dit laatste zich aansloot. In het nieuw ontwerp wordt rekening gehouden met de bedenkingen die tegen het voorgaande waren ingebracht, en eenparig erkent voormeld Comité dat het veel vooruitgang verwezenlijkt.

30^e Vraag.

Waarom heeft de Regeering door geene burgerlijke overeenkomsten voor Dendermonde eenen termijn bepaald, na afloop waarvan de ontmanteling burgerlijk geeischt kon worden.

Antwoord.

Het ontwerp geeft aan de stad Dendermonde allen waarborg voor de ontmanteling. Het tweede lid van artikel 2 plaatst de stad Dendermonde in dezelfde voorwaarden als Antwerpen, met het oog op de te sluiten overeenkomst voor de gronden der omwalling.

31^e Vraag.

Na kennis te hebben genomen van het antwoord op de 19^e vraag, doet de Middenafdeeling aanmerken dat de doelmatige inrichting van den linkeroever niet is te begrijpen zonder ophooging, gezondmaking, geschiktmaking van gansch de streek naar een gezamenlijk plan. De gansche Borgerweertpolder moet worden opgehoogd en er dient gemakkelijke en snelle gemeenschap met Antwerpen tot stand te komen. Wat zijn in dat opzicht de inzichten der Regeering?

Antwoord.

De Regeering heeft reeds een groot deel van den Borgerweertpolder aangekocht; zij is geneigd aldaar te doen wat zij vanzins is op andere plaatsen, 't is te zeggen den ganschen polder onteigenen en hem inrichten naar een algemeen plan; daartoe behoort de ophooging van den grond, de gezondmaking en het tot stand brengen van gemakkelijke gemeenschap met Antwerpen.

Bijgevoegde vragen.

Vraag.

Wat is geworden het bijzonder fonds, bestaande in het Ministerie van Oorlog, gestijfd door den verkoopprijs der buiten gebruik gestelde militaire gronden en bestemd tot voltooiing der Antwerpsche vestingwerken?

Antwoord.

Dat bijzonder fonds bestond nooit in het Ministerie van Oorlog.

Ongetwijfeld bedoelt de Middenafdeeling de wet van 1 Juni 1874.

Wel is waar spreekt die wet van een bijzonder fonds, doch zij bepaalt dat de opbrengst van den verkoop der onroerende goederen, beschikbaar geworden ten gevolge van slooping van vestingen, met name Charleroi, Oostende, Meenen, Namen, Bergen, Doornik en Nieuwpoort, wordt verbonden aan de Begrooting van 's Lands Middelen, onder een hoofdstuk getiteld « Bijzondere en buitengewone hulpmiddelen ».

Anderzijds werd door de wet bij het Ministerie van Financiën een eerste bijzonder krediet toegestaan, ter bestrijding van de kosten om gemelde goederen tot waarde te maken, en er werd bijgevoegd dat dit krediet zal worden gedekt door de opbrengst van den verkoop.

Dus gold het geen bijzonder fonds, naar de bevoordingen van artikel 24 der wet van 15 Mei 1846 op Staats rekenplichtig beheer, vermits de ontvangsten ten goede kwamen aan de Begrooting van 's Lands Middelen en er kredieten moesten toegekend worden om die kosten te betalen.

De wet regelde niet het gebruik van het overschot.

Doch herhaaldelijk werd door de Kamers stilzviijgenderwijs aangenomen dat de gelden, opgeleverd door verkoop van het krijgdsdomein van ontmantelde vestingen of van andere versterkte plaatsen, *krachtens afzonderlijke wetten* konden besteed worden aan werken tot 's lands verdediging.

Op de wet van 1 Juni 1874, volgde een koninklijk besluit tot uitvoering, in dato 1876, waardoor hare strekking duidelijk is afgeteekend. Het luidt aldus :

« EENIG ARTIKEL. — De Minister van Financiën doet eene *afzonderlijke*

» rekening openen van de opbrengst der verkooping van militaire onroerende goederen en werken.

» Op het credit van die rekening worden overgebracht de reeds gedane ontvangsten en die welke later nog zullen volgen; op het debet, de uitgaven, door de Wetgeving toegestaan of later toe te staan, zoo voor het tot waarde maken van de gronden als voor de uitvoering der later te bevelen werken, te betalen met die ontvangsten.

» Het beschikbaar overschot wordt van jaar tot jaar overgebracht; met dezelfde bestemming wordt het in de rekeningen behouden tot het gansch is verbruikt. »

De ontvangsten, opgeleverd door den verkoop van buiten gebruik gestelde vestingen, kwamen eerst voor op de Begrooting van 's Lands Middelen; sedert de buitengewone Begrooting tot stand kwam (in 1884) worden zij hierop uitgetrokken. De uitgaven voor het tot waarde maken van de vroegere krijgsgronden werden betaald met de kredieten, door de Kamers toegekend, en tot in 1884 uitgetrokken op de Begrooting van Financiën en nadien op de buitengewone Begrooting.

De kosten der nieuwe verdedigingswerken, die voor Antwerpen inbegrepen, werden steeds betaald met de kredieten, door de Wetgeving verleend aan het Departement van Oorlog.

Tot 31 December 1884, bracht de verkoop der gronden van gewezen vestingen meer op dan de kosten voor nieuwe vestingwerken; doch sedert 1885, overtroffen de uitgaven voorgoed de ontvangsten, ten gevolge van het oprichten der Maasforten.

Kortom, sedert een en dertig jaar dat de wet van 1 Juni 1874 bestaat, werd dien ten gevolge slechts eene afzonderlijke rekening van jaarlijksche opgaven opgemaakt en er bestaat geen bijzonder fonds waaruit de Regeering geldmiddelen kon putten zonder toedoen der Wetgeving.

Vraag.

Bestaan er in het Ministerie van Oorlog geene andere bijzondere fondsen meer, namelijk het fonds tot plaatsvervanging?

Antwoord.

In het Departement van Oorlog bestaat :

1^o Een bijzonder en tijdelijk fonds van 20 millioen, door de wet van 9 Augustus 1897 ingesteld tot het bouwen, verbeteren en inrichten van kazernen, krijgshospitalen, enz. Op 1 Januari 1903, bleef eene som van fr. 15,404.96 beschikbaar; op 31 December aanstaande, zal het fonds volkomen uitgeput zijn;

2^o Een fonds tot aanmoediging van krijgsdienst, ter beschikking van de Regeering gesteld door de gewezen maatschappij tot aanmoediging van krijgsdienst (vonnis der Rechtbank van eersten aanleg te Brussel, 8 Juni 1861, den 8^{en} Augustus 1863 bekrachtigd bij gewijsde van het Hof van beroep).

Dat fonds komt voor op de Begrooting voor orde; thans bezit het een

kapitaal van 400,000 frank in Belgische rentetitels. Het achterstallige dient om onderstand te verleenen aan afgekeurde of gepensionneerde militairen ;

3^o Het bijzonder fonds der reserve-vrijwilligers, ingesteld bij koninklijk besluit van 10 October 1904. Het wordt gestijfd door afhoudingen op het krediet voor vergelding in militiezaken Thans bezit het fonds, behalve een in-kas van fr. 20.10, een kapitaal van 33,000 frank in Belgische rentetitels ;

4^o Een fonds tot plaatsvervanging, ingesteld krachtens de wet van 3 Juni 1870.

Dit fonds wordt gestijfd door onderstaande middelen :

a) Interesten van 't kapitaal in Staatsrente belegd, te weten :

In 2 $\frac{1}{2}$ % fr. 2,311,000 »

In 3 % fr. 32,308,500 »

b) Stortingen door lotelingen die zich door toedoen van het Departement van Oorlog willen doen vervangen.

De uitgaven zijn :

1^o Lijfrenten van 200 frank, bij koninklijke besluiten van 3 September 1848 en 10 November 1870 toegekend aan soldaten die opnieuw in dienst treden. (Te rekenen van 1 Juli 1871 werd de bijzondere lijfrentekas voor soldaten die door het Departement van Oorlog opnieuw in dienst werden genomen, welk Departement die pensioenen betaalde, vervangen door het fonds tot plaatsvervanging) ;

2^o Vergelding van 1,500 tot 1,700 frank, bij afkortingen betaalbaar aan de vrijwilligers met premie; vergoeding aan de wervers ;

3^o Terugbetaling der gestorte 200 frank aan lotelingen die niet in het contingent werden begrepen ;

4^o Vervanging van vrijwilligers met premie, die deserteeren of wegens wangedrag worden weggejaagd ;

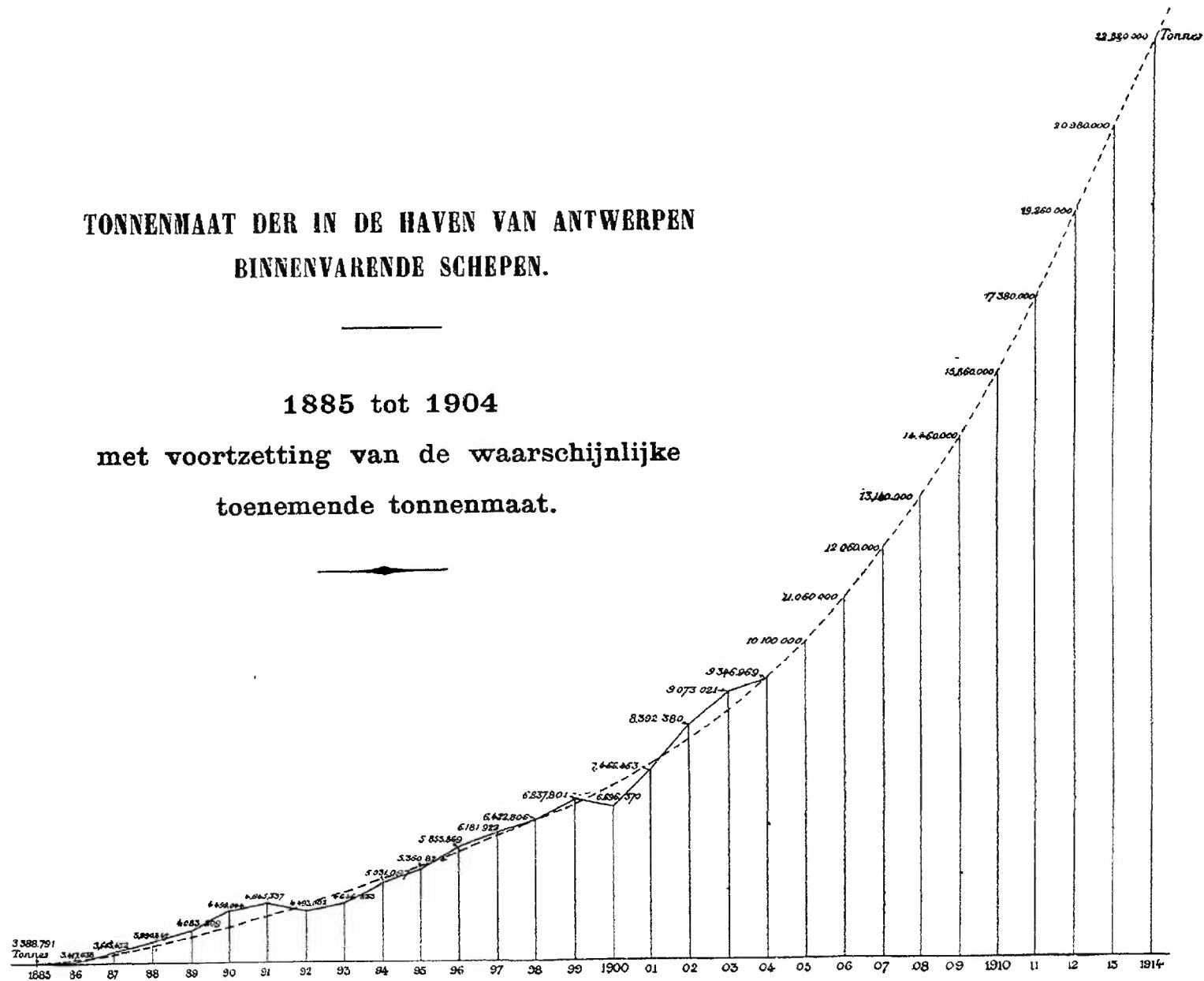
5^o Vergoedingen aan de militieofficieren; betalingen aan registratie-ontvangers en kosten van beheer der kas (kosten van gerecht, personeel en materieel).

Behalve de hierboven vermelde loopende uitgaven, moet de kas in haar in Staatsrente belegd kapitaal de noodige middelen vinden om, wordt het leger op oorlogsvoet gebracht, de kosten te dekken voor het vervangen van vrijwilligers met premie, die aan de oproeping geen gevolg geven.

TONNENMAAT DER IN DE HAVEN VAN ANTWERPEN BINNENVARENDE SCHEPEN.

1885 tot 1904

met voortzetting van de waarschijnlijke
toenemende tonnenmaat.



XVIII

NOTA VAN DEN HEER BEERNAERT.

Onmogelijk kan ik instemmen met het zeer ernstig wetsontwerp, in de voorwaarden waarin het is aangeboden en gezien de ons geleverde middelen tot beoordeeling.

Voorzeker niet omdat ik in beginsel eenig bezwaar heb in te brengen tegen de inzichten der Regeering. Steeds was ik en ik blijf van oordeel dat eenerzijds niets voor België gewichtiger is dan de uitbreiding van zijnen zeehandel en inzonderheid van de Antwerpsche haven; dat anderzijds België's onzijdigheid moet kunnen verdedigd worden en wij ons te dien einde de noodige opofferingen moeten getroosten.

Doch mijne overtuiging staat niet vast ten opzichte van het hoofdbestand-deel der ontworpen havenwerken, en 't schijnt mij dat het nieuwe offer, voor Antwerpen's verdediging gevraagd, overdreven is.

I. — Antwerpen's handel breidde zich zoo snel uit, dat de groote werken, in 1874 aangevangen en sedert voortgezet, ontoereikend zijn geworden. Dus hoeven er nieuwe kaaien en dokken te worden gemaakt, met de noodzakelijke aanhoorigheden, en ten volle vereenig ik mij met het graven van een kanaal, bestemd om al de haveninrichtingen en de havenkommen te bedienen, die het zouden volmaken. Zelfs zou ik verlangen dat dit kanaal breeder ware en ruimere ontwijkingsplaatsen bevatte dan op het plan wordt aangeduid. Wellicht zou het ook wat meer noordwaarts kunnen uitloopen en een soort van voorhaven hebben. En de gelegenheid ware zeer gunstig om Antwerpen een tolvrij gebied te schenken.

Doch over de « Groote Doorsnede » ben ik volstrekt niet bevredigd zooals het behoort. Sedert het vierde eener eeuw bestaat dienaangaande het ergste verschil van gevoelen, zoo bij het bestuur van Bruggen en Wegen als bij de vreemde ingenieurs. Sommige vakmannen achten het ontworpen groot werk gevaarlijk voor het behoud der rivier, en de Middenafdeeling, die heeft te beslissen over die onuitdrukkelijk ernstige vraagstukken, kent noch de tegenverpingen noch wat daarop werd geantwoord. Wel is waar heeft eene afwezigheid, ter oorzake van algemeen belang, mij verhinderd de uitleggingen der heeren Ministers van Financiën en van Oorlog te hooren, doch de gegeven antwoorden, die er den inhoud van mededeelen, schijnen mij volstrekt ontoereikend.

Anderzijds had het Parlement een krediet van 100,000 frank ter beschikking van de Regeering gesteld voor nuttig geachte proefnemingen, en de stad Antwerpen was geneigd daar 50,000 frank aan toe te voegen. Die proefnemingen vonden niet plaats en wij weten niet om welke reden.

't Schijnt dat het werk voorloopig kan worden beperkt tot het graven van

het kanaal met dezès aanhoorigheden. De Groote Doorsnede strekt om den loop der Schelde, bepaald slecht tusschen de Kruisschans en Antwerpen, te verbeteren en de haven nieuwe kaaien in diep water te verschaffen. Welnu, op een zijner oevers, zou het kanaal omzoomd zijn met 8 kilometer kaai, en alle schepen, naar Antwerpen bestemd, kunnen langs dit kanaal de bochten der Schelde ontwijken.

In zulke omstandigheden, zou er voor jaren voorzien worden in de behoeften der haven; de toekomst, overigens verzekerd door reeds gedane onteigeningen, zou gansch voorbehouden worden en men zou op zijn gemak kunnen onderzoeken welke wijzigingen de loop der Schelde zou vereischen.

II. — Het maken van het kanaal en van de nieuwe havenkommen zou krijgswerken vergen, die stellig tot stand zouden moeten komen, en vermits de omheining van Antwerpen, ofschoon van betrekkelijk jongen datum, schijnt te moeten uitgebreid worden, zijn er militaire verzekeringen van dezelfde waarde noodig.

Doch is de voorgestelde nieuwe inrichting niet overdreven? En komt zij overeen met de middelen waarover het land beschikt om ze te verdedigen?

Dat zijn zeer ernstige vraagstukken, waarover de Middenafdeeling mij niet genoegzaam ingelicht schijnt.

Er valt op te merken dat er bij de Kamers nooit gezamenlijke voorstellen werden ingediend aangaande eene lijn van fortèn op verre afstand. Zij werd niet gevraagd toen Antwerpen alleen al onze verdedigingskrachten moest samentrekken. Na de gebeurtenissen in 1870, was generaal Guillaume, Minister van Oorlog, een der eersten van gevoelen dat voortaan 's lands streven vooral moest gericht worden naar de Maas, en tijdens de grondige besprekingen, waartoe aanleiding werd gegeven door de brughoofden Namen en Luik, drukte generaal Pontus hetzelfde gevoelen uit. Dus scheen de vesting Antwerpen minder gewichtig geworden, en voorzeker daarom antwoordde mijn gewezen collega van Oorlog op eene vraag der Middenafdeeling dat er « om de ver afgelegen verdedigingslijn van Antwerpen te volmaken nog slechts eenige schansen en batterijen moesten voltooid worden, de fortèn Schooten en de Parel ». En dan nog, zegde hij, zouden de kosten daarvan worden gedekt door den verkoop der kriegsgronden van buiten gebruik gestelde vestingen.

Ter Commissie van 1901, werd de zaak breedvoerig behandeld, doch diegenen onder de burgerlijke leden welke hun mandaat niet hadden nedergelegd, onthielden zich en onder de militaire leden was er erg verschil van meening.

Werden zij andermaal bijeengeroepen? Hebben zij beraadslaagd? Zijn zij het over al de punten eens geworden? Dat weten wij niet.

Doch niet alleen is de verste lijn nog verder gebracht dan toe hiertoe werd voorgesteld, ook het fort Hoboken moet worden gesloopt, zooals wellicht eerlang ook het fort Rupelmonde, en er wordt een aanzienlijk krediet aangevraagd voor Dendermonde, waaraan de Commissie in 1901 geen belang scheen te hechten.

Dat alles zou ons leiden tot eene zonder weerga uitgebreide vesting, die

verdedigingskrachten vergt welke buiten verhouding schijnen met onze legermacht.

Anderzijds dient er ook te worden gedacht aan de kosten. Hoe bloeiend de toestand eens lands ook weze, er mag niet worden vergeten dat het zich thans tegenover een reusachtig geheel van op touw gezette of aangekondigde werken bevindt en dat er nog andere kredieten moeten aangevraagd worden, namelijk ditgene voor de vernieuwing van ons veldgeschut, wat nagenoeg 25 miljoen moet bedragen.

En zijn de opgaven over de kosten of over de noodige getalsterkte bepaald vastgesteld? Onmogelijk kan ik de misrekening met de Maasforten vergeten. En van nu af aan verklaren voorstanders van het ontwerp dat het eene vermeerdering van contingent zal vergen, namelijk voor de artillerie. Verder valt op te merken dat de Regeering, die voor de krijgswerken enkel beschikt over voorontwerpen, ons slechts nabijkomende cijfers kan opgeven, en dat wij niet weten wat de toelagen aan de stad Antwerpen en de werken op den Vlaamschen oever, waarvan spraak is, zullen opstorten.

Deze bedenkingen dwingen mij tot mijn leedwezen tegen het ontwerp te stemmen, zooals het is voorgesteld.

$$\left(\begin{matrix} x & x \\ y & y \end{matrix} \right)$$

BIJLAGEN

BIJLAGE I.

Verslag van de Militaire Ondercommissie belast met het bestudeeren van het vraagstuk der vestingen.

1. — Is 's Lands verdedigingsstelsel veranderd ten gevolge van het bouwen der Maasforten te Luik en te Namen?

Sedert 1852 moesten zekere strekkingen bij onze zuiderburen doen gelooven aan de mogelijkheid van een aanslag met het doel ons land te veroveren. Voor ons vergden plicht en voorzichtigheid een nationaal toevluchtsoord tot stand te brengen, waar het mogelijk zou wezen het uit te houden tot op 't oogenblik dat machtigeren dan wij, vrienden die evenveel belang hebben als wij bij het voortbestaan van België, ons ter hulp zouden komen. Van daar het stelsel der samentrekking te Antwerpen.

De gebeurtenissen van 1870 deden een ander gevaar ontstaan.

Men moet niet alleen het geval inzien van eene overrompeling die onze onafhankelijkheid zou bedreigen, men moet nog, rekening houdende met hetgeen gebeurde tijdens den Fransch-Duitschen oorlog, het geval voorzien dat onze onzijdigheid zou geschonden worden door het doortrekken van oorlogvoerenden over ons grondgebied.

Die mogelijkheid gaf aanleiding tot studiën die neerkwamen op het versperren van de Maasvallei door het bouwen van de forten rond Luik en rond Namen, doch er werd niet afgezien van het stelsel der samentrekking.

's Lands verdedigingsstelsel is dus in den grond niet veranderd, sedert het bouwen van de vestingen Luik en Namen; doch nieuwe vereischten hebben dezer uitbreiding uitgelokt.

2. — HEEFT ANTWERPEN AL ZIJNE VROEGERE BELANGRIJKHEID BEHOUDEN?

Vermits 's lands verdedigingsstelsel in den grond niet veranderd is, volgt er uit dat Antwerpen al zijne belangrijkheid van vroeger heeft behouden.

De volgende verklaring van wege generaal Brassine, Minister van Oorlog, in den Senaat op 4ⁿ April 1894 afgelegd, laat dienaangaande niet den minsten twijfel bestaan :

« Kortom, zegde hij, door de Maas te versterken, bedoelde de Regeering op geenerwijze het verdedigingsstelsel te laken dat in 1859 werd aange-

nomen onder den invloed van gansch andere politieke bezorgdheid dan die van heden. Zij wilde in eenen nieuwen internationalen toestand voorzien door daartoe gepaste middelen. Het grootsche werk van 1859 werd dus niet verloochend; het werd enkel gewijzigd en aangevuld om te beantwoorden aan gebeurlijkheden, welke geen enkel politiek man dertig jaar geleden hadde kunnen voorzien. »

De belangrijkheid van Antwerpen is niet verminderd, want het gelde de vroeger gevreesde overrompeling of wel de thans inzonderheid geduchte schending van ons grondgebied door oorlogvoerenden, de mogelijkheid van een oorlog in ons land bestaat thans niet minder dan vóór de gebeurtenissen van 1870. Welke daarvan ook de wisselvalligheden zouden wezen, Antwerpen, als steunpunt voor de krijgsverrichtingen en voorraadschuur van ons leger te velde, zou evenwel het toevluchtsoord der Regeering, 's lands laatste verschansing blijven, welker val onze nederlaag en het verlies onzer onafhankelijkheid zou bekrachtigen.

3. — BEANTWOORDEN ANTWERPEN'S VESTINGVERKEN THANS AAN DE VEREISCHTEN?

De vesting Antwerpen bestaat uit drie goed onderscheidene gedeelten : het gedeelte gelegen op den rechteroever, ditgene op den linkeroever, en de Beneden-Schelde.

A. — RECHTEROEVER. — Op den rechteroever bestaan drie achtereenvolgende verdedigingslijnen : de uiterste lijn, ter hoogte van Rupel en Neeth, de tweede lijn, gewoonlijk het verschanste kamp geheeten en de omheining, die de derde lijn is.

a) *Verste lijn.* — Zij telt thans drie forten en twee schansen, die volkomen beantwoorden aan de vereischen der hedendaagsche belegeringskunst en eene uitgestrektheid van 20 kilometer doelmatig verdedigen. Eene even groote uitgestrektheid kan onder water gezet worden.

Welnu, de uiterste lijn strekt zich uit over 72 kilometer, er blijft dus 32 kilometer zonder eenige bestendige verdediging. Het ware overigens, gezien den vooruitgang op 't gebied van belegeringskunst en de snelheid van de hedendaagsche oorlogsverrichtingen, eene hersenschim, zoo er voor het aanvullen van de overgrootte leemten der uiterste lijn werd gerekend op de doelmatigheid van halfbestendige werken, op het laatste oogenblik aangevuld. En ons leger te velde ware evenmin bij machte die openingen te verdedigen, gezien dezer uitgestrektheid buiten alle verhouding met onze getalsterkte.

Uit deze verklaring blijkt dat het den vijand (mogelijk zou zijn rechtstreeks de tweede lijn aan te vallen.

b) *Tweede lijn.* — De vestingwerken der tweede lijn dagteekenen van 1860 en ondergingen sedert dien tijd geene beduidende verandering. Zij zijn hoegenaamd niet bestand tegen de huidige artillerie; eene beschieting zou er spoedig mede gedaan maken.

c) *Derde lijn.* — Niet alleen verkeert de omheining in dezelfde voorwaarden als de tweede lijn, maar ze zou kunnen vernield worden zonder

dat de batterijen, opgericht tegen de tweede lijn, hoeven verplaatst te worden. Die batterijen zouden zelfs de stad kunnen beschieten tot op 4 kilometer van de wallen, 't is te zeggen tot aan de Schelde.

B. — LINKEROEVER. — Op den linkeroever bestaan twee lijnen : a) *eene uiterste lijn*, thans beperkt tot het fort Rupelmonde; dat fort, moest, naar de meening van zijnen ontwerper, bij 't ontstaan van oorlog verbonden zijn met het fort Kruibeke door tijdelijke vestingwerken op welker doelmatigheid er niet valt te rekenen om de beschieting te beletten, en b) *eene tweede lijn* bestaande uit de forten Kruibeke en Zvijndrecht en den verdedigingsdijk. Het fort Rupelmonde is ernstig te verdedigen. Kruibeke en Zvijndrecht niet; zij verkeerden in denzelfden toestand als de forten der tweede lijn op den rechteroever.

Met de bestaande forten op den linkeroever, zou de vijand batterijen kunnen opwerpen tegen het fort Rupelmonde en tegen de forten Kruibeke en Zvijndrecht en met diezelfde batterijen de stad beschieten.

C. — BENEDEN-SCHELDE. — De Beneden-Schelde bezit twee verdedigingslijnen; de eene is gelegen tegen de bocht te Calloo, ter hoogte van het verschanste kamp, de andere bestaat uit de koepel aan het noord-uiteinde der omheining. De verweringswerken der bocht te Calloo (Sinte-Mariafort, Sint-Philipsfort, onvoltooid fort van de Parel, onderzeesche batterij, schansen te Oorderen en Beirendrecht) beantwoorden als geheel zeer weinig aan de vereischen van eene degelijke verdediging, hetzij uit hoofde van hunne inrichting, hetzij uit hoofde van hunne bewapening, hetzij omdat zij den stroom niet bestrijken.

Kortom, schepen zouden voor anker kunnen komen ter hoogte van Liefkenshoek en van daar de haven en de stad Antwerpen beschieten, zonder dat de bestaande vestingwerken het kunnen beletten.

Uit die verschillende beschouwingen blijkt ten volle dat noch de vestingwerken op den rechteroever, noch die op den linkeroever, noch ten slotte die op de Beneden-Schelde beantwoorden aan de vereischen om Antwerpen doelmatig te verdedigen.

4. — BEKNOPT BESCHRIJVING VAN DE ONTWERPEN VAN LUITENANT-GENERAAL LIÉNART, VAN LUITENANT-GENERAAL BRIALMONT EN VAN KOLONEL VAN BEVER.

I. — *Ontwerp van luitenant-generaal Liénart.*

A. — RECHTEROEVER. — Twee verdedigingslijnen, de eerste lijn of hoofdlijn of uiterste lijn, en de tweede lijn of omheining.

a) *Hoofdlijn. —* Van de tweede lijn is zij afgelegen nagenoeg 7 kilometer noordwaarts, 11 kilometer zuidwaarts, waar zij zich uitstrekt langs den linkeroever van Rupel en Neeth, en tusschen 8 en 11 kilometer oostwaarts. Zij begrijpt het fort Waalhem, de schans van den Spoorweg, het fort Lier, reeds bestaande verdedigingswerken, en twaalf nieuwe forten. Zij strekt zich uit over 100 kilometer. De bestaande werken te Schooten en te Capellen blijven behouden binnen de hoofdlijn. Deze bevrijdt tegen beschieting niet

alleen de stad maar ook gansch den omkring binnen de ontworpen omheining.

b) *Tweede lijn of omheining.* — De bestaande omheining wordt geslecht en overgebracht naar de lijn der vroegere forten (forten van de tweede lijn of van het verschanste kamp der huidige vesting). Van het fort n^o 8 tot het fort Merxem, zouden de forten, bestand gemaakt tegen torpedo-houwitsers, tot steunpunt dienen en onderling verbonden zijn door eenvoudige verwerings-tusschenwallen, bezet door koepels, met snelvurende kanonnen bewapend. Verder dan het fort Merxem, zou de nieuwe omheining, op gansch hare uitgestrektheid overstroombd, bestaan uit een zeker getal hoofden zooals de overstroombare hoofden van de huidige vestingomheining. De nieuwe omheining zou benoorden en bezuiden de stad uitkomen op eene koepelbatterij om de Schelde de bestrijken; zij zou in 't geheel 28 kilometer lang zijn en eene geregelde belegering kunnen uitstaan.

Het ontwerp onderstelt dat de Schelde recht worde getrokken; werd de Schelde niet recht getrokken, dan zou de koepelbatterij noordwaarts geplaatst worden op Sint-Philipsfort, waar de nieuwe omheining zou eindigen.

B. — LINKEROEVER. — Twee verdedigingslijnen, de eerste of uiterste lijn of hoofdlijn, en de tweede lijn.

a) *Hoofdlijn.* — Zij is gelegen op 9 kilometer van de tweede lijn en bestaat uit het fort Rupelmonde en drie nieuwe borstweringen; zij behoedt voor beschieting al wat binnen de tweede lijn is gelegen.

b) *Tweede lijn.* — Zij begrijpt de bestaande forten Kruibeke, Zwijndrecht, Sinte-Maria, Sint-Philips en den bestaanden dijk tusschen Zwijndrecht en Sinte-Maria; die dijk zou oostwaarts verlengd worden tot de rechtgetrokken Schelde, waar hij zou uitkomen op een gepantserd vestingwerk, bestemd om den stroom te bestrijken. Wordt de bedding der Schelde niet verplaatst, dan wordt Sinte-Mariafort dat vestingwerk, waar de tweede lijn dan zou uitloopen. Die tweede lijn is niet volkomen onafgebroken en laat eene gaping van 1,600 meter tusschen de forten Kruibeke en Zwijndrecht.

C. — BENEDEN-SHELDE. — Twee verdedigingslijnen, de eerste of uiterste lijn of hoofdlijn, en de tweede lijn.

a) *Hoofdlijn.* — Zij is gelegen op 8 kilometer afstands van de ontworpen omheining en bestaat uit twee forten en eene onderzeesche batterij. Zij vrijwaart de stad tegen beschieting door de vloot.

b) *Tweede lijn.* — Zij begrijpt de twee vestingwerken met koepels, het eene aan het noordeinde der tweede lijn op den rechteroever, het andere aan het noordeinde der tweede lijn op den linkeroever.

II. — *Ontwerp van luitenant-generaal Brialmont.*

Om het te kenschetsen, is het voldoende te wijzen op de punten waarin het verschilt met het voorgaande ontwerp.

A. — RECHTEROEVER. — Zuidwaarts en zuid-oostwaarts loopt de uiterste

lijn evenals die van het ontwerp Liénart, en wijkt daar nadien van af om nader bij de vesting te komen, ten einde de bestaande werken te Schooten en te Cappellen te kunnen benuttigen. De uiterste lijn is 97 kilometer lang.

De bestaande omheining wordt noordwaarts gesloopt voor slechts 5 fronten, die vervangen worden door 13 soortgelijke fronten (overstroombare fronten), wat de nieuwe omheining tot op 22 kilometer verlengt.

De forten 1 tot 8 en het fort Merxem worden behouden en verbeterd.

De stelling zou dus drie verdedigingslijnen hebben zuidwaarts en oostwaarts (uiterste lijn, lijn der vroegere forten en omheining) en twee noordwaarts (uiterste lijn en omheining).

B. — LINKEROEVER. — In plaats van, zooals in het vorige ontwerp, de uiterste lijn op den linkeroever nog voort te zetten, wil luitenant-generaal Brialmont reeds in vreedstijd het zijdelingsche bruggenhoofd Basel gansch tot stand brengen door het bouwen van een vestingwerk voor deze gemeente. Dat bruggenhoofd zou dus behalve dat nieuw werk, de bestaande forten Rupelmonde en Kruibeke begripen.

De forten Zvijndrecht en Sinte-Maria alsook de verdedigingsdijk zouden behouden worden; de forten De Parel en Sint-Philips zouden buiten gebruik gesteld worden.

C. — BENEDEN-SCHELDE — Zooals in het voorgaande ontwerp, zouden de verdedigingswerken der Beneden-Schelde twee lijnen begripen. In stede van twee vestingwerken onder koepels aan weerszijde van den stroom, zou de tweede lijn bestaan uit eenen koepel en eene voorverschansing met gebetonneerde dwarsstukken op den rechteroever, op zekeren afstand van de Schelde en die gezamenlijk zou handelen met de schans Oorderen.

III. — *Ontwerp van kolonel Van Bever.*

A. — RECHTEROEVER EN LINKEROEVER. — Eene enkele verdedigingslijn, bestaande uit batterijen met 2,000 meter tusschenruimte en achteraan, op nagenoeg 500 meter, een weinig verheven wal, enkel dienende om de troepenbewegingen onzichtbaar te maken. Die verdedigingslijn zou loopen op den rechteroever van Neeth en Rupel op nagenoeg 2,500 meter van die rivieren; zij zou bestaan uit twintig vestingwerken op den rechteroever, waaronder de reeds opgerichte te Schooten en Cappellen en, op den linkeroever, vier werken, waaronder het fort Rupelmonde.

B. — BENEDEN-SCHELDE. — De verdediging van de Beneden-Schelde zou bestaan uit een zeker getal afzonderlijke batterijen, elkander opvolgende langs de rivier.

5. — *DRINGENDE NOODZAKELIJKHEID OM DE UITERSTE LIJN TE VOLTOOIEN.*

Het verslag, uitgebracht over den huidige toestand der vesting Antwerpen, bewijst de dringende noodzakelijkheid om de uiterste lijn te voltooien, welke niet bestand is om de zending te vervullen welke haar toekomt in de verdediging. Zooals die uiterste lijn thans bestaat, kan de aanval, door

zijne aanvalspunten met overleg te verkiezen, de lijn onverlet laten en bij verrassing zijne batterijen op de verlangde plaats brengen, om de stad te beschieten en ze gansch te vernielen.

De toestand is dezelfde op beide oevers.

De Regeering heeft overigens op dien toestand gewezen en op de dringende noodzakelijkheid om hem te verhelpen.

De heer Vandenpeereboom, Minister van Oorlog *ad interim*, drukte zich uit als volgt ter zitting van 14 Mei 1897 in de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

« De bestaande vestingwerken beveiligen Antwerpen niet meer tegen » beschieting.

» Deze inrichtingen zijn merkelyk verzwakt. De uiterste lijn van Antwerpen zal, indien men voor de verdediging der vesting wil zorgen, moeten » aangevuld worden door het bouwen van eenige tusschenschansen, ten » einde de al te groote afstanden tusschen de bestaande werken aan te » vullen.

» Ik meen dat het volstrekt noodig is die werken uit te voeren. »

6. — ALGEMEENE TE VOLGEN RICHTING.

A. — *Kan men Cappellen en Schooten behouden?*

De huidige richting van de uiterste lijn is afgebakend door het fort Rupelmonde, het fort Waalhem, de schans van den Spoorweg, het fort Lier, het fort Schooten, de schans Cappellen en die te Beirendrecht. Zij loopt langs den linkeroever van Rupel en Neeth, op een afstand die de vesting tegen beschieting bevrijdt, en nadert dan de vesting zoo dicht dat de beschieting mogelijk wordt. Het fort Schooten en de schans Cappellen zouden de ontworpen haveninrichtingen niet genoeg bedekken. 't Is dus noodig meer noordwaarts vestingwerken te bouwen. Evenwel zal het voordeelig zijn Schooten en Cappellen te behouden, want dan zijn er minder aanzienlijke werken noodig, wat eene merkelyke besparing zal zijn. Die werken kunnen overiges het laatst van al opgericht worden.

B. — *Gevaar van beschieting.*

Het is van het hoogste gewicht de stad Antwerpen en de haveninrichtingen te onttrekken aan de gevolgen der beschieting, die verschrikkelijk zouden zijn; met generaal Brialmont kan men niet aannemen dat er geene beschieting te vreezen is, indien het garnizoen verkleefd en de bevelvoerder vastberaden en krachtdadig is.

De vijand zal voorwaar niet aarzelen daartoe over te gaan, niettegenstaande de vernieling die hij zou aanrichten en de tallooze offers aan menschenlevens onder de burgerij. Redenen van menschlievendheid zullen voor hem van geener waarde zijn, hij zal geen ander doel in 't oog houden dan de overgave der vesting. Terwijl eene regelmatige belegering hem veel manschappen zou doen verliezen en hem voor onmogelijk te voorzienen tijd

ter plaatse houden, ware het kinderachtig te denken dat hij zou afzien van eene verrichting die hem aan geen gevaar blootstelt, en die de bron bedreigt van allen handels- en nijverheidsrijkdom eener groote stad, tot zelfs de welvaart van het gansche land. Er is een hemelsbreed verschil tusschen de beschieting van vestingen, al waren zij niet heel en al daartegen bestand, en eene beschieting die buiten allen twijfel dood en brand aanricht in eene groote stad en van dezer pracht enkel eene opeenstapeling van puinen overlaat.

C. — Moet men den linkeroever van Rupel en Neeth bezetten?

De verdediging van eene vesting moet niet alleen lijdelijk zijn, de belegerde moet onafgebroken den belegeraar tegenwerken in zijn vooruitrukken en in het vormen van zijne insluitingslijn en zijne aanvalswerken. Die stelling hoeft geen verdere uitlegging.

Welnu, indien men zich vestigt achter den rechteroever van Rupel en Neeth, dan wordt elke aanvalsbeveging onmogelijk, men sluit zich in achter eenen hinderpaal waar men niet overheen kan, men verzaakt aan elke onderneming, men wacht enkel den aanval af.

Ook zou de belegeraar zonder de minste moeite de vesting insluiten en die insluiting met heel weinig manschappen voortzetten.

Anderzijds, met het oog op het geval van het achteruittrekken van ons leger te velde in de richting van Rupel en Neeth, is het noodig dat de overtochtplaatsen van die rivieren vooraf worden verdedigd door werken op den linkeroever, opdat de troepen met alle veiligheid kunnen afstrekken binnen het verschanste kamp.

De linkeroever van Rupel en Neeth moet dus bezet worden. Niets zal daarom de verdediging beletten van den rechteroever, waar men de verdedigingslijn tusschenin zal opwerpen, welke zal toelaten, met behulp van den hinderpaal, door de waterloopen geleverd, den overtocht van den vijand hardnekkig tegen te werken.

D. — Moet men de overstroming van den Rupel uitstrekken?

Zoo men van Waalhem tot Puurs, tusschen de Zenne en de Vliet, de ruimte niet meer overstroomt, zooals langs den Rupel ontworpen is, dan maakt men den aanval mogelijk op eene uitgestrektheid van 11 tot 12 kilometer, wat door de overstroming verhinderd zou worden, en dan zou men verzaken aan 't voordeel die groote uitgestrektheid met weinig volks te kunnen verdedigen.

Men zou verplicht wezen, om in goede verdedigingsvoorwaarden te verkeeren, nieuwe werken op te richten en het garnizoen met nagenoeg 5,000 man te vermeerderen.

De vrees dat de overstromingen van den Rupel den aftocht van het leger te velde zou verhinderen, moet ter zijde worden gelaten. Zij zou twee zaken onderstellen : of dat de troepen zoozeer verbijsterd zijn dat ze hoegenaamd naar geene leiding meer kunnen luisteren, of dat de linkeroever der rivier niet zou bezet zijn, wat wij in voorgaande paragraaf hebben weerlegd.

E. — *Is er een vestingwerk noodig te Willebroek?*

Tusschen Wintham en Waalhem ligt een afstand van 16 kilometer, te groot om hem te kunnen bewaken met patrouille's en detachementen; er is dus te Willebroek een tusschenliggend vestingwerk van kleinen omvang noodig. Overigens heeft dit werk behalve die bewaking twee gewichtige redenen van bestaan: eene eerste reden is den doortocht te bestrijken over Boom, een allergewichtigst punt van verkeer, waar verscheidene wegen doortrekken, waar eene spoorwegbrug bestaat en waar de vaart van Willebroek uitloopt; eene tweede reden is den vijand te beletten de vlakte van Heindonk te bezetten, vanwaar hij Waalhem zou kunnen beschieten en den doortocht over Rumpst beproeven.

F. — *Is er een bruggenhoofd noodig te Wintham?*

Het is onontbeerlijk te Wintham een bruggenhoofd te bouwen, ten einde voor den aftocht van 't leger te zorgen in geval het door den vijand zou verdreven worden in de richting van Puurs en ingesloten in den driehoek gevormd door Schelde en Rupel.

Moest het in dezen echten trechter ingesloten worden zonder mogelijke uitvlucht, dan stond het den vijand vrij er mede te doen wat hij wil; het is noodig dat het leger, daar gekomen zijnde, volgens de omstandigheden zou kunnen oversteken naar den linkeroever der Schelde, of wel naar den rechteroever van den Rupel.

Het fort Rupelmonde beantwoordt aan de eerste mogelijkheid; het bruggenhoofd te Wintham aan de tweede.

G. — *Is er een verschanst zijkamp noodig te Basel?*

Het verschanst kamp te Basel, zooals generaal Brialmont het opvat, zou niet volstaan om den aanvaller tegen te houden. Niets zou hem beletten, zooals wij het zegden bij het overzicht van den huidige toestand der vesting Antwerpen, zijne batterijen tegelijk op te slaan tegenover de forten Rupelmonde, Kruibeke en Zwyndrecht, en de stad te beschieten zonder zich te bekommeren om de zending welke de verdediging aan die werken toekent.

Om elk gevaar te vermijden, zal het den aanvaller volstaan de insluitingslijn sterker te maken op de plaatsen die meest gevaar opleveren.

H. — *Moet de uiterste lijn voortgezet worden op den linkeroever?*

Zelfs onverminderd het gevaar voor de verdediging, opgeleverd door de zwakheid van den uitspringenden hoek Rupelmonde, moet men volstrekt de uiterste lijn van den rechteroever voortzetten op den linkeroever, ten einde de stad te bevrijden tegen beschieting. Zoo de batterijen van den belegeraar op 3,000 meter van de werken geplaatst zijn, dan kunnen de rivier, de kaaien en 't noorder gedeelte van Antwerpen beschoten worden.

7. — ONDERZOEK VAN DE ONTWERPEN VAN LUITENANT-GENERAAL LIÉNART, VAN LUITENANT-GENERAAL BRIALMONT EN VAN KOLONEL VAN BEVER, MET HET OOG OP DE RICHTING VAN DE UITERSTE LIJN.

Uit de beknopte beschrijving van de ontwerpen van luitenant-generaal Liénart, van luitenant-generaal Brialmont en van kolonel Van Bever en uit de beschouwingen vroeger uiteengezet over de algemeene richting der uiterste lijn, kan men afleiden dat met het oog op die richting :

1^o Het ontwerp van luitenant-generaal Liénart aan alle mogelijke vereischten beantwoordt ;

2^o Tegen het ontwerp van luitenant-generaal Brialmont zijn twee bezwaren in te brengen, te weten : dat het noordwaarts en noord-oostwaarts de uiterste lijn te dicht van de vesting houdt door het benuttigen van de bestaande verschansingen te Schooten en te Cappellen, alsook dat het die uiterste lijn niet voortzet op den linkeroever, terwijl het verschanste zijkamp te Basel de stad niet vrijwaart tegen beschieting ;

3^o Het ontwerp van kolonel Van Bever is te verwerpen, omdat het de uiterste lijn op den rechteroever van Rupel en Neeth plaatst, en, noordwaarts, te dicht bij de vesting, door het benuttigen van de bestaande werken te Schooten en te Cappellen.

8. — IS HET VOLDOENDE OP DEN RECHTEROEVER DE UITERSTE LIJN TE VOLTOOIEN OF MOETEN NOG MEERDERE VERDEDIGINGSWERKEN ACHTERAAN WORDEN GEBOUWD?

Het is niet voldoende de uiterste lijn op den rechteroever te voltooien, men moet ook zorgen voor bijkomende werken achteraan.

Het is immers noodig twee verdedigingslijnen te bezitten, bestaande uit bestendige werken, onverminderd de bijkomende lijnen, op 't oogenblik van de belegering binnen de aangevallene sectors op te werpen. Beide verdedigingslijnen moeten evengoed bestand zijn tegen éene geregelde belegering; welnu in de huidige toedracht der zaken, is noch de lijn der vroegere forten zijn noch de omheining, zooals wij het deden zien bij het blootleggen van den huidige toestand der vesting, bij machte om eene ernstige verdediging op te leveren tegen een geregelde aanval. Men moet dus achteraan de uiterste lijn bijkomende werken oprichten.

9. — ZIJN ER TWEE OF DRIE BESTENDIGE VERDEDIGINGSLIJNEN NOODIG?

Men is het eens over de noodzakelijkheid van twee bestendige verdedigingslijnen, doch zijn er geene drie noodig, bezuiden en beoosten de vesting, zooals voorzien wordt in het ontwerp Brialmont? Om die zienswijze te staven, neemt luitenant-generaal Brialmont de mogelijkheid aan van een ontoereikend garnizoen, van een onbekwamen leider en van het spoedig overrompelen van de uiterste lijn door den vijand. Indien er zulke rampzalige omstandigheden ontstaan, dan zullen geene meerdere lijnen de vesting redden, ze zullen zelfs den val uitlokken.

Voorwaar zal de verdediging van twee bestendige lijnen een moedig en toereikend garnizoen en een krachtdadig en bedreven opperhoofd al de middelen verschaffen om de volle maat te geven van hunne zedelijke en lichamelijke krachten en zal die verdediging den voorraad van allen aard uitputten, die in de plaats is bijeengebracht. Stoutweg mag men bevestigen dat het bestaan van eene derde bestendige lijn den duur der belegering geenszins zoo verlengen.

10. — IS ER EENE TUSSENLIJN NOODIG? MOET DEZE BESTENDIGE VESTINGWERKEN BEGRIJPEN?

Achter de aangevallen plaatsen der eerste lijn, is er eene tusschenlijn noodig, betrekkelijk weinig lang en bestaande enkel uit over algemeen tijdelijke en niet bestendige werken. Die tusschenlijn heeft ten doele de verdedigers der eerste lijn te ondersteunen, den aftocht van de artillerie dier lijn te beschermen, den aanvallenden terugtocht van de marschvaardige reserve en het opdagen van den vijand voor de stad te vertragen.

Die tusschenlijn kan op bestendige vestingwerken steunen, doch men moet er niet uit afleiden dat het bestaan van dergelijke werken onafscheidbaar is van die tusschenlijn.

Er kan enkel spraak zijn van vroegere werken, behoorende tot stellingen waarvan werd afgezien en waarvan later bij toeval gebruik is te maken.

11. — MOET DE TWEDE VERDEDIGINGSLIJN EVEN STERK ZIJN, STERKER OF MINDER STERK DAN DE EERSTE?

De hoofdlijn is diegene welke de vesting vrijwaart voor beschieting; 't is voor die lijn dat de belegerde al zijne weerstandskrachten moet inspannen.

Hij moet er weerstaan tot zijne uiterste krachten, want geene enkele andere lijn kan verhinderen dat de stad worde beschoten. Daaruit volgt dat de eerste lijn sterker moet ingericht zijn dan de tweede.

12. — ZOO ER TWEE BESTENDIGE VERDEDIGINGSLIJNEN MOETEN ZIJN, VAN WELKE DER DRIE BESTAANDE VERDEDIGINGSLIJNEN VAN ANTWERPEN MOET ER AFGEZIEN WORDEN?

Moet er afgezien worden van eene der drie verdedigingslijnen van Antwerpen, dan kan de keus niet twijfelachtig zijn. De uiterste lijn, die de stad bevrijdt tegen beschieting, moet behouden worden en van hare slechting kan geen spraak zijn. Dan hebben wij nog de lijn der vroegere forten en de omheining.

Het krijgsbelang vergt dat de verdediging zoo verre van de stad verwijderd zij als mogelijk is; het burgerlijk belang vergt dat de stad zich kan uitbreiden verder dan de omwalling die hare uitbreiding belemmert. Dus hoeft de omheining buiten gebruik te worden gesteld.

**13. — HOE ZAL DE TWEEDE VERDEDIGINGSLIJN OP DEN RECHTEROEVER
KUNNEN INGERICHT WORDEN?**

Moet de tweede lijn op den rechteroever onafgebroken zijn of met leemten? Zijn er leemten, dan kan men onmogelijk beletten dat weinig talrijke vijandelijke benden tusschen de forten in doorsluipen en stoornis vervweken in de stad.

De vijand zou zelfs, zoo de kans hem begunstigt, erge schade kunnen veroorzaken aan de krijgsinrichtingen welke bestaan zoovvel in de stad zelve als tusschen de stad en de tweede lijn.

De tweede lijn moet dus onafgebroken zijn; dat voorziet ook het ontwerp van luitenant-generaal Liénart. Dat ontwerp geeft overigens aan de tweede lijn eene zeer groote weerstandskracht, ten gevolge van hare versterking door de forten die er de steunpunten van zijn.

**14. — IS ER EENE TWEEDE VERDEDIGINGSLIJN NOODIG OP DEN LINKEROEVER?
MOET ZIJ ONAFGEBROKEN ZIJN?**

Daar men de mogelijkheid van eenen geregelden aanval langs den linkeroever in het oog moet houden, dient daar, evenals op den linkeroever, eene tweede verdedigingslijn tot stand te komen; doch die lijn moet niet noodzakelijk onafgebroken zijn, want tusschen die tweede lijn en de rivier zijn er geene aanzienlijke inrichtingen welke de vijand zou kunnen bestormen, en anderzijds zou de Schelde hem verhinderen langs die zijde troepen in de stad te werpen.

**15. — IS DE GROOTE DOORSNEDE VAN AARD OM EEN OF ANDER ONTWERP
TE BEVORDEREN?**

Met het oog op de wijziging der vesting Antwerpen, kan de Groote Doorsnede van geenen merklijken invloed zijn. Zij kan het aannemen van het een of het ander ontwerp niet bevorderen.

Inzonderheid het ontwerp van luitenant-generaal Liénart past evengoed bij het handhaven van den loop der Schelde als bij dezès rechtmaking. Zooals wij reeds zegden, zou men in het eerste geval, om de rivier te bestrijken, gebruik maken van de bestaande forten Sint-Philips en Sinte-Maria, waarop men koepelbatterijen plaatst; in het tweede geval, moeten daartoe twee nieuwe vestingwerken worden opgericht.

16. — WAAR MOET DE BENEDEN-SCHELDE WORDEN VERDEDIGD?

Voor de verdediging der Beneden-Schelde zijn er twee lijnen noodig. De eerste moet zooveel mogelijk van de stad verwijderd zijn dat deze is gevrijwaard van beschieting door kanonnen van de vloot.

Zij moet zoo verre achteruit worden geschoven als de grenzen des lands veroorloven.

De tweede lijn moet bestaan uit ten minste twee vestingwerken, een op den rechter- en een ander op den linkeroever der rivier. Zijne plaats is aangeduid ter hoogte van de ontworpen omheining.

In hunne opvatting beantwoorden de ontwerpen van luitenant-generaal Liénart en van luitenant-generaal Brialmont aan bovenvermelde vereischten.

17. — MOET DE RUIMTE TUSSEN DE WERKEN DER UITERSTE LIJN GELIJK ZIJN?

MOETEN DIE WERKEN OP JUIST GELIJKE WIJZE WORDEN GEBOUWD?

Ten ware voorwaarden van grondligging, zooals in bergachtige streken, voor de werken eener verdedigingslijn duidelijk bepaalde plaatsen opdringen en daardoor zelf den afstand merklijk doet verschillen, zoodat men ze soms bij groepen moet oprichten, bestaat er geene reden om ze niet te bouwen op nagenoeg denzelfden afstand van elkander. Dat is te Antwerpen het geval : op beide oevers moet op de uiterste lijn de ruimte dezelfde zijn.

Daar er minder gevaar van insluiting op den linkeroever bestaat, zou men kunnen geneigd zijn er meer ruimte tussen de werken te laten, doch aangezien de grond er meer bedekt is dan op den rechteroever, wat er het bevaken en de verrichtingen van de verdediging moeilijker maakt, dient men bij dat denkbeeld niet stil te blijven.

In 't algemeen is men het er over eens dat er op eene verdedigingslijn een bestendig, halfbestendig of voorloopig vestingwerk moet bestaan op elke 2,000 of 2,500 meter, de halfbestendige of voorloopige afwisselende met de bestendige werken.

De luitenant-generaals Liénart en Brialmont stellen voor om de bestendige werken op gemiddeld 4,000 meter afstands te plaatsen, wat medebrengt dat er in de tussenruimte voorloopige schansen of batterijen moeten opgericht worden. Luitenant-generaal Liénart brengt in sommige gevallen de tussenruimte van het eene middelpunt der werken tot het andere tot 4,600 meter. Wij achten het verkiesliker de bestendige werken op 5,000 meter afstands van elkander te plaatsen, wat thans de doelmatige dracht van het geschut is, en reeds in vredestijd in de tussenruimten halfbestendige werken aan te brengen, die bij het ontstaan van oorlog voltooid zouden worden.

Trouwens, halfbestendige werken kunnen aan de keellijn worden voorzien van bestanddeelen die niet op verhen afstand zijn te vernielen, en om de tussenruimten te bestrijken ; met voorloopige werken is dat niet het geval. Die bedenking is van het hoogste gewicht.

Halfbestendige werken, hoofdzakelijk bestaande uit een betonblok voor verplaatsbare koepels, zullen beter dan voorloopige werken den grond voorwaarts laten verdedigen.

Eindelijk, deze tweede oplossing kost minder dan de eerste, want zij vereischt minder bestendige werken, die in beide onderstellingen nagenoeg op dezelfde wijze kunnen ingericht worden.

De daaruit voort te spruiten bezuiniging bedraagt merklijk meer dan de kosten voor halfbestendige werken.

Wordt die oplossing te Antwerpen toegepast, zouden er twee bestendige

werken minder noodig zijn dan met het ontwerp van luitenant-generaal Liénart, wat nagenoeg 4 millioen uitmaakt, waarvan zijn af te trekken de kosten van dertien halfbestendige werken, of 1,560,000 frank. Dus eene besparing van 2 1/2 millioen.

Welke oplossing ook worde aangenomen, er wordt verstaan dat de werken, op te richten ter vvaarschijnlijke aanvalspunten, eene versterkte be wapening moeten erlangen.

18. — ONDERZOEK DER GRONDVORMEN VAN DE VESTINGWERKEN VOLGENS LUITENANT-GENERAAL LIÉNART, LUITENANT-GENERAAL BRIALMONT EN KOLONEL VAN BEVER.

De grondvorm der werken, door de luitenant-generaals Liénart en Brialmont voorgesteld, zijn in hun geheel goed opgevat en beide, volgens de omstandigheden, toepasselijk, op voorwaarde er eenige kleine wijzigingen aan toe te brengen.

Het door kolonel Van Bever voorgestelde type kan niet worden aangenomen.

De gracht heeft geen dekkend zijwerk; daarenboven is zij niet rechtstreeks zichtbaar van aan de open vlakte des werks. Verdediging door de artillerie op gemiddelden en dichten afstand is onmogelijk, want de batterij die ze moet verzekeren staat 3^m50 lager dan de schotlijn; zij ware ondoeltreffend tegen optrekkende troepen. De keel van 't bolwerk is derwijze gericht dat de verschillende deelen elkander niet kunnen ondersteunen.

Kortom, het werk zou onmisbaar stormenderhand worden ingenomen.

19. — GARNIZOEN, VEREISCHT DOOR DE ONTWERPEN VAN LUITENANT-GENERAAL LIÉNART, VAN LUITENANT-GENERAAL BRIALMONT EN VAN KOLONEL VAN BEVER.

A. — *Ontwerp van luitenant-generaal Liénart.*

52,500 man. Dat cijfer is toereikend, ongeminderd beweeglijke troepen die, in strijd met het gevoelen van luitenant-generaal Liénart, daarin niet zijn begrepen en er moeten bijkomen ⁽¹⁾.

B. — *Ontwerp van luitenant-generaal Brialmont.*

In de Commissie antwoordde luitenant-generaal Brialmont niet op de hem dienaangaande gestelde vraag; evenmin spreekt hij daarvan in zijn vlugschrift « Ontwerp tot vergrooting van Antwerpen, tot nieuwe verdedigingswerken en tot vrijhaven », doch in zijne redevoeringen ter Kamer van Volksvertegenwoordigers (zittingen van 25, 27 en 28 Februari 1894), gaf hij het cijfer van 35,282 man op en daarenboven 15,958 man verplaatsbare reserve. Te zamen, 51,240 man.

Het cijfer van 35,282 is volstrekt ontoereikend, en toch vraagt luitenant-generaal Brialmont 246,000 man als algemeene getalsterkte onzes legers.

(1) Luitenant-generaal Deruydts en de generaal majoors Ninitte, Bruylant en Hellebaut achten dat 52,500 man ontoereikend en er 55,000 noodig zijn.

C. — *Ontwerp van kolonel Van Bever.*

In zijne vlugschriften, geeft kolonel Van Bever geen cijfer voor het garnizoen op, doch in de Commissie antwoordde hij op eene vraag van den heer Tournay dat er ten minste van 70,000 tot 75,000 man zouden noodig zijn en om wel te zijn 100,000.

20. — KOSTEN DER ONTWERPEN, BEWAPENING NIET INBEGREPEN, VAN LUITENANT-GENERAAL LIÉNART, VAN LUITENANT-GENERAAL BRIALMONT EN VAN KOLONEL VAN BEVER.

A. — *Ontwerp van luitenant-generaal Liénart.*

Luitenant-generaal Liénart schat de kosten van zijn ontwerp op 65 miljoen, doch hij zegt niet dat hij rekening hield met de bevestiging der forten, gebouwd ter plaatsen van waarschijnlijk een aanval, wat naagenoeg anderhalf miljoen meer vergt en neerkomt op eene totale uitgave van zes en zestig miljoen en half.

Doch er valt op te merken dat van die som 5 miljoen zijn af te trekken, reeds door de wetgeving toegekend, alsmede de waarde van te verkoopen gronden, zijnde 30 miljoen.

Dus zou de wezenlijke uitgave slechts 31 $\frac{1}{2}$ miljoen bedragen.

B. — *Ontwerp van luitenant-generaal Brialmont.*

Generaal Brialmont schat de kosten van zijn ontwerp op 50 miljoen. Anderzijds denkt hij dat zijn ontwerp 25 miljoen minder zou kosten dan dit van luitenant-generaal Liénart. Laat ons deze bewering onderzoeken : luitenant-generaal Brialmont bouwt vier forten minder, wat eene bezuiniging geeft van 10 miljoen ⁽¹⁾, waarbij zijn te voegen 6 $\frac{1}{2}$ miljoen, in het ontwerp van luitenant-generaal Liénart meer uitgegeven voor 9 kilometer nieuwe omheining, dus te zamen 16 $\frac{1}{2}$ miljoen, die zijn te verhoogen met 3 miljoen voor mindere onteigening, dus ten slotte 19 $\frac{1}{2}$ miljoen.

Doch het ontwerp van luitenant-generaal Liénart laat 18 miljoen uitsparen door den verkoop van gronden, beschikbaar geworden ten gevolge van het buiten gebruik stellen der 7 fronten van de bestaande omheining, en voor welker verandering anderzijds eene som van 3 $\frac{1}{2}$ miljoen benoodigd is.

Dus blijft er ten voordeele van het ontwerp Liénart een verschil van 2 miljoen.

C. — *Ontwerp van kolonel Van Bever.*

In zijne vlugschriften, schat kolonel Van Bever zijn ontwerp op 21 miljoen, waarvan is af te trekken de waarde der krijgsgronden van de omhei-

(1) In hetgene volgt, wordt gebruik gemaakt van de cijfers van generaal Brialmont.

ning, van het verschanst kamp en van enkele forten der tweede lijn, dus ten minste 33 miljoen. Dat zou voor de Schatkist eene winst van 14 miljoen uitmaken. Wel is waar schatte kolonel Van Bever, toen hij zijn plan in de Commissie toelichtte, de kosten op 31 miljoen, dus 10 miljoen meer dan in zijne geschriften.

21. — KOSTEN VAN BEWAPENING VOLGENS DE ONTWERPEN VAN LUITENANT-GENERAAL LIÉNART, VAN LUITENANT-GENERAAL BRIALMONT EN VAN KOLONEL VAN BEVER.

De inlichtingen, geleverd door de geschriften van luitenant-generaal Brialmont en van kolonel Van Bever zijn niet duidelijk genoeg ten opzichte van het getal en den aard der vuurmonden voor de bewapening van Antwerpen, om dezer kosten te kunnen ramen.

Volgens het ontwerp van luitenant-generaal Liénart, zouden de kosten der bewapening, het beweeglijk park inbegrepen, nagenoeg 28 1/2 miljoen bedragen. Dat hooge cijfer is hieraan te wijten, dat drie vierden der vuurmonden van het meest verbeterd model zouden zijn, en daartoe hoeven talrijke nieuwe stukken te worden aangekocht, namelijk voor het beweeglijk park.

22. — ONTWERP DER ONDERCOMMISSIE. — KOSTEN. — GARNIZOEN. — BEWAPENING.

De Ondercommissie neemt in beginsel het ontwerp van luitenant-generaal Liénart aan, doch stelt voor, zooals zij reeds te verstaan gaf, eenen afstand van 8,000 meter te laten tusschen de bestendige werken der uiterste lijn en in de tusschenruimte halfbestendige werken te bouwen.

De nieuwe werken zouden als volgt verdeeld zijn in het eene en het andere ontwerp :

ONTWERP DER ONDERCOMMISSIE.				ONTWERP VAN LUITENANT-GENERAAL LIÉNART.	
	Bestendige werken	Half-bestendige werken		Bestendige werken.	
Uiterste lijn .	rechteroever . . . 11	9	} 13	12	} 15
	linkeroever . . . 2	4		3	
	Beneden-Schelde . . 2	,		2	
Overstrooming van den linkeroever .	1	,		1	
TE ZAMEN. . .	16	13		18	

Onder de bestendige werken, zouden diegene te Sinte-Catharina-Waver, Schilde en Sint-Job in 't Goor, gebouwd op de waarschijnlijkste aanvalspunten, worden versterkt.

De bezuiniging ten gevolge van het plan der Ondercommissie, in plaats van dat van luitenant-generaal Liénart, zou, uit hoofde van het bouwen van de werken, nagenoeg 2 1/2 miljoen bedragen, zooals in het verslag reeds werd gezegd.

Met beide ontwerpen zou het garnizoen hetzelfde zijn.

Onbetwistbaar zou het voordeel opleveren de meest verbeterde bewapening uit te kiezen, die beantwoordt aan de jongste verbetering der hedendaagsche stelsels van aanval en verdediging van vestingen en welke, in 't vooruitzicht van nadere verbeteringen, nog machtiger zou zijn dan noodig is voor het doel waartoe zij thans is bestemd.

Doch men mag het land niets anders dan streng noodige kosten opleggen en zoo vond de Ondercommissie het raadzaam, zooverre kan overeenkomen met het belang eener goede verdediging, te trachten het bestaande materieel te gebruiken, dat overigens in sommige zijner bestanddeelen reeds is versterkt.

In zulke omstandigheden denkt de Ondercommissie dat de bewapening der vergroote vesting Antwerpen 11,733,800 frank zal bedragen, of in ronde cijfers 12 millioen, met inbegrip eener som van 445,000 frank voor den aankoop van vervoerbare koepels.

Dat is dus eene besparing van 16 $\frac{1}{2}$ millioen op de eerst in de Commissie gedane raming.

23. — HEEFT DENDERMONDE ZIJNE BELANGRIJKHEID BEHOUDEN? WAT IS ZIJNE ROL IN 'S LANDS VERDEDIGING?

De vergrooting van Antwerpen, waarvan de uiterste verdedigingslijn ten zuiden voorbij de lijn Rupel-Neeth werd verschoven en ten westen niet verre van Sint-Nicolaas, deed den grooten uitsprong verdwijnen, verwekt door de vesting Dendermonde vóór de vesting Antwerpen, zoowel op den rechter- als op den linkeroever der Schelde, wat voorzeker de belangrijkheid van eerstgemelde plaats verminderde.

Nochtans wordt haar door sommigen nog eene tweevoudige rol in 's lands verdediging toegekend : den aftocht op den linkeroever der Schelde verzekeren voor ons naar den Dender achteruitgedrongen veldleger, en dat leger, ondersteld dat het is teruggetrokken naar zijne operatie-basis, van den linker- op den rechteroever der rivier te laten komen, om de flanken of de achterhoede des vijands aan te vallen of te verontrusten.

De Ondercommissie denkt dat van die tweevoudige rol thans slechts het eerste deel in aanmerking dient te komen.

**24. — WELK VERDEDIGINGSTELSEL MOET MEN VOOR DENDERMONDE AANNEMEN?
KAN DE OMHEINING WORDEN GESLOOPT?**

Dus is de rol van Dendermonde die van een eenvoudig brughoofd op den rechteroever der Schelde.

Zijne vesting bestaat uit : op den linkeroever der Schelde eene eenvoudige rij bolwerken, die den ring der rivier sluiten; op den rechteroever, eene omheining met bolwerken en drie bestendige batterijen, ten oosten der stad op 2 en 2 $\frac{1}{2}$ kilometer afstands. Die batterijen kunnen onmogelijk weerstaan aan kogels van het thans gebruikte geschut.

Luitenant-generaal Liénart stelt voor om Dendermonde, zoowel op den rechter- als op den linkeroever der Schelde te omringen met nieuwe vesting-

werken, welke zouden verbonden zijn aan die van Antwerpen. Antwerpen en Dendermonde zouden aldus een stelsel uitmaken, laatstgemelde plaats beschouwd zijnde als aanhoorigheid van de eerste. Daaruit volgt dat de reeds zoo uitgebreide verdedigingslijnen onzer nationale schuilplaats nog nagenoeg 38 kilometer verder zouden uitgestrekt worden.

Laat ons dadelijk aanmerken dat de door luitenant-generaal Liénart voorgestelde werken zouden gebouwd worden op 4 kilometer van de stad en deze, in geval van beleg, geenszins zou vrijwaren tegen beschieting.

Luitenant-generaal Brialmont omringt insgelijks Dendermonde op beide oevers der rivier met werken, nagenoeg op denzelfden afstand van de stad als in het voorgaande ontwerp, doch hij maakt de plaats tot eene onafhankelijke stelling. Derwijze vermeerdert hij niet alleen het getal nieuwe vestingwerken in het land, maar tevens ook de noodige getalsterkte om ze te verdedigen.

Met het ontwerp van luitenant-generaal Liénart zou eene enkele mobiele reserve volstaan voor de vestingen Antwerpen en Dendermonde, die een enkel stelsel uitmaken; met zijn ontwerp zijn er twee onderscheidene mobiele reserves noodig.

Daarover in de Commissie ondervraagd, verklaarde hij dat er te Dendermonde eene legerafdeeling zou moeten liggen.

De Ondercommissie is van oordeel dat het beter ware, zoo stads belang eischt dat de omwalling verdwijnt, enkel de bestaande vestingwerken van Dendermonde te stevigen, door de bestaande batterijen op den rechteroever der Schelde in staat te stellen om de torpedo-houwitsers te weerstaan en op dien zelfden oever twee nieuwe batterijen te maken langs Denderbelle en Audegem. Al de werken, zoo oude als nieuwe, zouden kunnen weerstaan aan eenen aanval stormenderhand.

De gansche kosten zouden nagenoeg 4 millioen bedragen, bewapening inbegrepen.

In dat geval zou de omheining worden gesloopt; zij bestaat op gronden van hooge waarde, welker verkoop grootendeels, zoo niet gansch de kosten zou kunnen dekken.

De bastions op den linkeroever der Schelde zouden blijven bestaan.

23. — BEANTWOORDEN DE VESTINGEN LUIK EN NAMEN AAN DE VEREISCHTEN? MOET MEN REEDS IN VREDESTIJD KERNEN VAN NIEUWE VESTINGWERKEN BOUWEN TUSSEN DE THANS BESTAANDE WERKEN?

De vestingen Luik en Namen, zooals zij thans bestaan, beantwoorden aan de voorwaarden die zij moeten verwezenlijken.

Voorzeker ware het hoogst nuttig reeds in vredestand tusschen de bestaande werken kernen aan te leggen van tusschenwerken, doch er mag niet worden vergeten dat die plaatsen niet bestemd zijn om eene geregelde belegering te doorstaan en dat het belang van dergelijke vestingwerken daar minder blijkt dan te Antwerpen. Overigens dient te worden opgemerkt dat het bouwen van voorloopige schansen tusschen de forten deel uitmaakt van de werken, voorzien in de plannen tot mobielmaking der vestingen aan de Maas.

26. — KAN DIEST WORDEN GESLOOPT?

Onloochenbaar zou in zekere krijgsomstandigheden het bestaan van vestingwerken te Diest nuttig zijn, doch dat kan ook gelden voor andere plaatsen des lands. Natuurlijk moet men zich beperken.

Wat vooral van belang is, dat is meerdere verdediging te verwerven daar waar het noodig is gebleken.

De Ondercommissie, overtuigd dat het noodig is Antwerpen in staat te stellen om de rol te vervullen die het moet hebben in het plan van 's lands verdediging, en anderzijds overwegende dat men het land slechts de streng onontbeerlijke uitgaven mag opleggen, aarzelt dan ook niet om zich te verklaren voor het sloopen der vesting Diest.

27. — MAG MEN HOEI SLOOPEN?

MOET MEN ER AANZIENLIJKE WERKEN VERRICHTEN?

Voor Hoei, gedraagt de Ondercommissie zich aan de verklaring, den 5ⁿ Mei 1900 door den heer Minister van Oorlog in den Senaat afgelegd :

« Ik stel er prijs op, eerst en vooral te verklaren, zegde hij, dat het fort Hoei moet behouden worden als vestingwerk van ondergeschikt belang en niet enkel als kazerne. Het moet dienen als fort om den vijand tegen te houden. Daarom werd zijne bevvapening eenigszins gewijzigd... »

Dus moet Hoei worden gehandhaafd, doch men mag daaraan geene gewichtigere rol toekennen als die welke het thans bezit en bijgevolg is er geene reden om daar eenigszins aanzienlijke werken te verrichten.

Dit verslag werd in zijn geheel eenparig goedgekeurd door de aanwezige leden, behalve luitenant-generaal Liénart, die zich onthield als zijnde de opsteller van een der plannen welke de Ondercommissie had te onderzoeken.

Luitenant-generaal ridder Marchal en luitenant majoor Bruylant waren verhinderd de vergadering bij te wonen.

Brussel, 11 Maart 1901.

De Verslaggever,
GENERAAL DOCTEUR.

BIJLAGE II.

Uittreksels uit het Verslag der Militaire Ondercommissie
over het vraagstuk der getalsterkte, de samenstelling en
inrichting des legers en den duur der krijgsverplichtingen.

(Bijlage G. — 31 Maart 1901.)

1. — ALGEMEENE GETALSTERKTE (blz. 5).

Het besluit aannemende van de memorie, over de getalsterkte, overhandigd aan de leden der Commissie, is de Ondercommissie van oordeel dat de getalsterkte op oorlogsvoet nagenoeg 100,000 man moet bedragen voor het leger te velde en nagenoeg 80,000 man voor de vestingtroepen, voor deze onverminderd eene aanvullende getalsterkte aan burgerwacht.

2. — GETALSTERKTE DER VERSCHILLENDE WAPENS EN DER DIENSTEN (blz. 12).

Uit de voorstellen der Ondercommissie blijkt dat de getalsterkte der verschillende wapens en der diensten van het veldleger nagenoeg zou zijn als volgt :

Staf	700
Infanterie	70,400
Ruiterij.	6,400
Artillerie	9,900
Genie	1,500
Trein.	4,600
Bataljon van administratie. . .	1,800
Te zamen.	95,300

3. — SAMENSTELLING EN GETALSTERKTE DER VESTINGTROEPEN (blz. 12).

De Ondercommissie stelt voor de vestingtroepen, onverminderd de depots, samen te stellen als volgt :

Infanterie : 6 werkelijke bataljons, 42 reserve-bataljons;

Ruiterij : 8 reserve-eskadrons;

Veldartillerie : 12 reserve-batterijen;

Vestingartillerie : 58 werkelijke batterijen, 23 reserve-batterijen, 3 bijzondere compagniën ;

Genie : 12 werkelijke compagniën, 12 reserve-compagniën, 4 bijzondere compagniën ;

Trein : 2 werkelijke compagniën, 1 reserve-compagnie ;

Bataljon van administratie : eene onbeduidende kern als kader voor de burgerlijke werklieden.

De getalsterkte der vestingtroepen zou nagenoeg als volgt worden ingedeeld over de verschillende plaatsen :

Antwerpen	verdedigings- garnizoen	44,500	56,200	} ALGEMEEN TOTAAL : 87,800
	mobiel garnizoen	11,700		
Luik		13,400		
Namen		13,400		
Dendermonde		2,500		
Hoei		300		

BIJLAGE III.

Antwerpen, 9 Juni 1905.

Den Heere Minister van Oorlog, Brussel.

MIJNHEER DE MINISTER,

De heer Van de Venne, Volksvertegenwoordiger, uitvoerder van het testament van wijlen luitenant-generaal Brialmont, heeft aan de Middenafdeeling die is belast met het onderzoek van het ontwerp van wet betreffende het verdedigingsstelsel van Antwerpen en de uitbreiding van dezes haveninrichtingen, plannen overgemaakt, door den heer Brialmont opgemaakt voor nieuwe vestingwerken aldaar. Eene uitleggende nota, welke binnen een tiental dagen moet verschijnen, zal daaraan worden toegevoegd.

Namens de Middenafdeeling, heb ik de eer u die plannen te zenden, met verzoek ons de opmerkingen over te maken, welke dat onderzoek bij u zou kunnen verwekken.

Aanvaard, Mijnheer de Minister, de verzekering mijner hoogachting.

De Verslaggever,
AUG. DELBEKE.

Brussel, 23 Juni 1905.

Den Heere A. Delbeke, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, Verslaggever van de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het ontwerp van wet betreffende het verdedigingsstelsel van Antwerpen en de uitbreiding van dezes haveninrichtingen.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

Ik heb de eer u terug te sturen, met de proef der daarop betrekking hebbende uitleggende nota, de door wijlen luitenant-generaal Brialmont opgemaakte plannen, welke ge mij hebt medegedeeld namens de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het ontwerp van wet betreffende het verdedigingsstelsel van Antwerpen en de uitbreiding van dezes haveninrichtingen.

Aan die stukken voeg ik toe eene nota met de opmerkingen die ze bij mij verwekten.

Aanvaard, enz.

De Minister van Oorlog,
A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

**Nota over het nieuw ontwerp tot uitbreiding der vesting
Antwerpen, door luitenant-generaal Brialmont.**

Het nieuw ontwerp tot uitbreiding der vesting Antwerpen, opgemaakt door luitenant-generaal Brialmont, is aangegeven op bijgevoegde stukken, bestaande uit een gezamenlijk plan op $\frac{1}{160\,000}$, een plan van de richting der omheining op $\frac{1}{20\,000}$ en twee bladen met bijzonderheden. Daarbij is gevoegd een vlugschrift met aanduidingen over de voorgestelde werken; voor sommige deelen zijn zij onduidelijk of ontbreken zij; er bestaat reden om te denken dat het geschrift, naar de steller beoogde, nog enigszins diende uitgebreid alvorens in het licht te worden gegeven. De punten der bewapening en bezetting namelijk worden slechts als bijzaak behandeld; het denkbeeld en de ontwerpen van den vervaardiger zijn in dat opzicht niet duidelijk.

Het ontwerp van luitenant-generaal Brialmont verwekt hoofdzakelijk de volgende opmerkingen :

1. — EERSTE VERDEDIGINGSLIJN.

A. Rechteroever. — De uitgestrektheid van de eerste verdedigingslijn op den rechteroever is nagenoeg dezelfde ($74^{\text{km}}8$) als in het ontwerp der Regeering (73 kilometer).

De werken zijn 4,000 meter van elkander verwijderd, wat aanmerkelijk is, gezien de talrijke grondbedekkingen (woningen, bosschen, enz.).

Volgens het ontwerp der Regeering, zijn de forten gescheiden door 4,000 tot 5,000 meter, en daartusschen staat eene schans.

Daarenboven bezitten de forten en tusschenschansen, om de tusschenruimten te kunnen bestrijken, onvernietbare batterijen « traditores ». Dat geeft aan de eerste lijn eene merkkelijk grootere verdedigingskracht.

B. Linkeroever. — De werken, door luitenant-generaal Brialmont voor den linkeroever voorgesteld, beveiligen de stad op dezen oever niet tegen beschieting.

't Is zuinigheidshalve dat luitenant-generaal Brialmont geene uitgestrektere verdedigingswerken aanneemt, die hij overigens voorziet. Daardoor lijdt de waarde van het stelsel in zijn geheel en de vijand zou niet nalaten baat te trekken uit eene voor hem voordeelige omstandigheid. Daarom hoeven er, volgens het ontwerp der Regeering, drie forten en zes schansen te worden gebouwd, om de eerste verdedigingslijn op den linkeroever te verlengen. Zoo wordt Antwerpen in gansch zijnen omvang tegen beschieting beveiligd.

2. — OMHEINING.

Volgens luitenant-generaal Brialmont, wordt de omheining nagenoeg 22 kilometer uitgebreid. Doch in zijn eerste plan hield hij geene rekening met de inzichten der Regeering rakende de ten noorden te behouden gronden ter uitbreiding der haveninrichtingen; overigens kon de opvatting dat inzicht niet kennen. Aangenomen dat men het plan Brialmont in de zuidelijke en oostelijke gedeelten volgt, dan zou men het, van waar men den spoorweg op Rotterdam ontmoet, ten noorden moeten uitbreiden en bedoelde gronden innemen; dat zou de lijn minstens 6,000 meter verlengen, en dus zou zij op 28 kilometer worden gebracht.

De omheining volgens luitenant-generaal Brialmont is eene belegerings-omheining in de elf fronten ten zuiden, terwijl gansch de omheining volgens het ontwerp der Regeering eene eenvoudige veiligheidsomheining is, wat de kosten merkkelijk vermindert.

Die vermindering verzwakt niet de verdedigingseigenschappen der plaats, want 't is vooral op de eerste lijn dat er dient gerekend te worden om den tegenstand langer uit te houden.

De meerdere uitgaven, veroorzaakt door eene belegeringsomheining, zijn niet gebillijkt.

3. — TUSSENENLIGGENDE VERDEDIGINGSLIJN.

Die lijn wordt uitgemaakt door de bestaande forten (n^{os} 1 tot 8 en het fort Merxem).

Tweede lijn van luitenant generaal Brialmont.

Het aanleggen van eene bestendige verdedigingslijn tusschenin is evenmin te rechtvaardigen; geen ander vakman dan luitenant-generaal Brialmont stelde ze voor. De lasten, te veroorzaken door deze tweede lijn (versterking der bestaande werken, bewapening en verdedigers) zouden hoegenaamd niet worden opgewogen door meerdere verdedigingswaarde der plaats.

't Is veel redelijker, gebruik te maken van de oude forten als bestanddeelen der nieuwe omheining; dat komt meer op eene merkkelijke uitsparing van kosten.

Overigens zijn drie bestendige verdedigingslijnen nutteloos. De Militaire Ondercommissie drukte zich in 1901 dienaangaande aldus uit :

« Voorwaar zal de verdediging van twee bestendige lijnen een moedig en toereikend garnizoen met een krachtdadig en bedreven opperhoofd al de middelen verschaffen om de volle maat te geven van hunne zedelijke en lichamelijke krachten en zal die verdediging den voorraad van allen aard uitputten, die in de plaats is bijeengebracht. Stoutweg mag men bevestigen dat het bestaan van eene derde bestendige lijn den duur der belegering geenszins zou verlengen. » (Processen-verbaal, Bijlage D. *Verslag der Mili-*

tarie Ondercommissie, belast met het bestudeeren van het vraagstuk der vestingen, blz. 14.)

Overigens kan men ten voordeele van drie verdedigingslijnen niet inroepen dat de vesting Antwerpen er thans drie bezit. Tot de uiterste lijn werd niet besloten om het getal bestendige lijnen te vermeerderen, maar wel om de vesting te onttrekken aan de steeds ergere gevolgen van het geschut.

4. — BEWAPENING EN GARNIZOEN.

De opgaven daarover in de uitleggende nota voorkomende zijn ontoereikend om nauwkeurige ramingen te veroorloven.

Doch zoo men overweegt dat het ontwerp van luitenant-generaal Brialmont bevat : 1° eene eerste lijn, wat meer uitgestrekt dan die van het ontwerp der Regeering; 2° eene tweede lijn, die nagenoeg twee derden der omheining volgens dit laatste ontwerp overneemt, en 3° eene omheining die 28 kilometer uitgestrektheid zou moeten hebben, dan moet men daar noodzakelijk uit afleiden dat met gelijke waarde het getal noodige vuurmonden en verdedigers aanzienlijker zal zijn volgens dat ontwerp dan volgens ditgene der Regeering.

5. — KOSTEN.

Om de ramingen voor het ontwerp Brialmont en dit der Regeering te kunnen vergelijken, zouden zij moeten steunen op dezelfde eenheidsprijzen en al de posten bevatten, die in beide ontwerpen in rekening moeten komen.

De raming van luitenant-generaal Brialmont voorziet op menige plaats lagere prijzen dan voorzichtigheidshalve in rekening moet komen; daarenboven verwaarloost hij uitgaven, die onvermijdelijk moeten geschieden.

De kosten van het overgelegd ontwerp zijn derwijze geraamd dat zij de verwachting niet overtreffen; men heeft getracht om de misrekening bij het bouwen der Maaslorten, niet meer te laten voorkomen.

Onderzoekt men de bijzonderheden der raming van luitenant-generaal Brialmont voor een der forten, dan bevindt men dat hij slechts 110 frank per vierkanten meter betonmetselwerk rekent, bevloering, bezetsel en alles inbegrepen. Die prijs moet tot minstens 120 frank worden verhoogd, en die prijs wordt bepaald in het ontwerp der Regeering.

De prijzen, voor de koepels geraamd, zijn insgelijks ontoereikend.

Voor de omwalling zijn de aardewerken berekend tegen fr. 0.85 per kubieken meter. In het ontwerp der Regeering is die prijs gebracht op 1 frank per meter.

Luitenant-generaal Brialmont geeft eenen ontoereikenden prijs op voor de onteigening der aantastbare fronten.

Sommige onontbeerlijke posten worden door luitenant-generaal Brialmont niet geraamd, namelijk : inrichtingen voor drijfskracht, luchtver-

versching en electrische verlichting der forten. Bevestiging der forten Schooten, Lier, Waalhem, Rupelmonde en de schans Beirendrecht; afsluiting der Beneden-Schelde (onderzeesche mijnen); bevestiging van het fort Sint-Philips; bouwen van woningen en magazijnen; verbetering van wegen; kosten van toezicht over de werken; bevestiging der forten 1 tot 8 en van het fort Merxem (raming in het ontwerp Brialmont van 1900). Ten slotte dienen hier bij te komen de kosten der zes overstroombare fronten, die aan het ontwerp moeten toegevoegd worden om in de omheining op te nemen de gronden die zijn voorbehouden ter uitbreiding van de haveninrichtingen.

Volgens eene raming, gemaakt naar dezelfde grondslagen als die van het ontwerp der Regeering, en voor de bewapening hetzelfde cijfer aannemende, zou het ontwerp van luitenant-generaal Brialmont voor Antwerpen nagenoeg 118 millioen kosten, dus 20 millioen meer dan het ontwerp der Regeering.

Met het oog op de kosten, werd de vergelijking zonder vooringenomenheid gemaakt, zelfs werden vele bijkomende kosten ter zijde gelaten, als daar zijn het stevigen van de behouden fronten der bestaande omheining, de vermeerdering van het getal stadspoorten, dat slechts 9 bedraagt, terwijl het ontwerp der Regeering er 22 voorziet. Eindelijk werd er niet gelet op de vermindering van de oppervlakte der gronden, af te staan aan gemeenten, ten gevolge van het handhaven der fronten van de bestaande omheining, of meer dan 40 hectaren.

Kortom, het ontwerp van luitenant-generaal Brialmont zou, zonder de vesting Antwerpen veeërbaarder te maken, veel aanzienlijkere uitgaven vergen dan dit der Regeering.

LIJST

der plannen en stukken, op het bureel der Kamer overgelegd om te dienen bij de beraadslaging over het ontwerp betreffende het verdedigingsstelsel en de haveninrichtingen van Antwerpen.

1^o Een algemeen plan der vesting Antwerpen ter schaal van een veertigduizendste;

2^o Een algemeen plan der vesting Dendermonde, ter schaal van een veertigduizendste;

3^o Plannen van het nieuw ontwerp tot uitbreiding der vesting Antwerpen, opgemaakt door luitenant generaal Brialmont;

4^o Plannen en tabellen van de grondafnemingen, bedoeld bij artikel 1 van het ontwerp en over 't geheel den omvang gevende van de voorgestelde onteigeningen (13 plannen en 10 tabellen);

5^o Twee plannen, toegevoegd aan de ontwerpen tot de overeenkomst met de gemeenten Berchem en Borgerhout.
